

NUMERO DE DELIBERATION	OBJET	VOTE	PAGES
<a href="#"><u>01/25.10.2023</u></a>	Réalisation de deux contrats de prêts prévus au Budget Primitif 2023	ADOPTÉE	1 à 2
<a href="#"><u>02/25.10.2023</u></a>	Information du rapport annuel du délégataire sur la gestion des services publics d'assainissement non collectif et collectif 2022	ADOPTÉE	3 à 43
<a href="#"><u>03/25.10.2023</u></a>	Droit de préemption urbain sur la commune de Buire au Bois	ADOPTÉE	44 à 45
<a href="#"><u>04/25.10.2023</u></a>	Droit de préemption urbain sur la commune d'Aumerval	ADOPTÉE	46 à 47
<a href="#"><u>05/25.10.2023</u></a>	Arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme Infracommunautaire du Pernois et bilan de la concertation	ADOPTÉE	48 à 68
<a href="#"><u>06/25.10.2023</u></a>	Arrêt du projet du Plan de Mobilité Simplifié du Ternois et de sa déclinaison en Schéma Directeur des Modes Actifs	ADOPTÉE	69 à 73
<a href="#"><u>07/25.10.2023</u></a>	Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Frévent	ADOPTÉE	74 à 78
<a href="#"><u>08/25.10.2023</u></a>	Evaluation de l'OPAH-RR 2019-2024 et des perspectives de développement en matière de la politique de rénovation de l'habitat	ADOPTÉE	79 à 81
<a href="#"><u>09/25.10.2023</u></a>	Cession de terrains sur les ZAL d'Auxi le Château et de Pernes en Artois	ADOPTÉE	82 à 83
<a href="#"><u>10/25.10.2023</u></a>	Convention de partenariat pour l'année 2024 entre la Communauté de Communes du Ternois et la Région Hauts-de-France relative au financement d'aides directes du territoire dans le cadre de la création ou de développement de TPE	ADOPTÉE	84 à 103
<a href="#"><u>11/25.10.2023</u></a>	Approbation du rapport annuel du tourisme 2022 de la SPL Arras Pays d'Artois	ADOPTÉE	104 à 119
<a href="#"><u>12/25.10.2023</u></a>	Saison culturelle 2024	ADOPTÉE	120 à 122
<a href="#"><u>13/25.10.2023</u></a>	Modification du tableau des effectifs	ADOPTÉE	123 à 125
<a href="#"><u>14/25.10.2023</u></a>	Modification des tarifs pour les séjours vacances proposés par le service Jeunesse	ADOPTÉE	126 à 128
<a href="#"><u>15/25.10.2023</u></a>	Admission de créances en non-valeur et créances éteintes sur deux budgets (Principal et Collecte)	ADOPTÉE	129 à 130
<a href="#"><u>16/25.10.2023</u></a>	Décision modificative budgétaire n°7 – Budget principal 205.00 – Opération 924 Salle de Sports de Frévent – Echange de terrains avec la ville de Frévent	ADOPTÉE	131 à 132
<a href="#"><u>17/25.10.2023</u></a>	Décision modificative budgétaire n°8 – Budget principal 205.00 – Opération 921 Sécurité Prévention de la Délinquance	ADOPTÉE	133 à 134
<a href="#"><u>18/25.10.2023</u></a>	Décision modificative budgétaire n°9 – Budget principal 205.00 – Services techniques : Utilisation d'un logiciel pour la gestion des bâtiments et équipements de TernoisCom	ADOPTÉE	135 à 136
<a href="#"><u>19/25.10.2023</u></a>	Décision modificative budgétaire n°10 – Budget principal 205.00 – Régularisation écritures d'investissement	ADOPTÉE	137 à 138
<a href="#"><u>20/25.10.2023</u></a>	Décision modificative budgétaire n°11 – Budget principal 205.00 – Régularisation écritures d'investissement	ADOPTÉE	139 à 140
<a href="#"><u>21/25.10.2023</u></a>	Décision modificative budgétaire n°12 – Budget principal 205.00 – Régularisation écritures d'investissement	ADOPTÉE	141 à 142
<a href="#"><u>22/25.10.2023</u></a>	Décision modificative budgétaire n°13 – Budget principal 205.00 – Achat d'un véhicule électrique	ADOPTÉE	143 à 144
<a href="#"><u>23/25.10.2023</u></a>	Décision modificative budgétaire n°2 – Budget Collecte Tri Traitement (205.13) Quai de transfert déchetterie – Paiement de la taxe d'aménagement et de la redevance archéologique	ADOPTÉE	145 à 146
<a href="#"><u>24/25.10.2023</u></a>	Décision modificative budgétaire n°2 – Budget Assainissement Collectif 205.08	ADOPTÉE	147 à 148
<a href="#"><u>25/25.10.2023</u></a>	Décision modificative budgétaire n°2 – Budget Assainissement Industriel 205.14	ADOPTÉE	149 à 150
<a href="#"><u>26/25.10.2023</u></a>	Versement d'une avance de trésorerie à l'OTI 7 Vallées – Ternois	ADOPTÉE	151 à 152

**LISTE DES DELIBERATIONS**

<b>NUMERO DE DELIBERATION</b>	<b>OBJET</b>	<b>VOTE</b>	<b>PAGES</b>
<u>27/25.10.2023</u>	Décision modificative budgétaire n°14 – Budget principal 205.00 – Commande et achat d'instruments de musique Année 2023	ADOPTÉE	153 à 154

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°01/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	Réalisation de deux contrats de prêts prévus au Budget Primitif 2023

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires :

VU les Budgets Primitifs 2023 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment les articles L5211-1, L2122-22 et L2122-23 ;

CONSIDERANT qu'il importe de recourir à un prêt pour financer les dépenses d'investissements ;

Il est proposé :

- 1) De conclure un contrat de prêt avec le « Crédit Agricole Nord de France » pour le financement des investissements prévus par le **budget annexe ASSAINISSEMENT INDUSTRIEL** ;

Les principales caractéristiques du contrat sont les suivantes :

- Montant sollicité : 990 000,00 € - **montant minimum de déblocage : 600 000,00€**
- Durée (en années) : 25
- Périodicité de remboursement : Trimestrielle
- Taux d'intérêt : 4,41%
- Calcul des intérêts : Base 30/360
- Frais de dossier : 750,00 €

- 2) De conclure un contrat de prêt avec le « Crédit Agricole Nord de France » pour le financement des investissements prévus par le **budget annexe ASSAINISSEMENT COLLECTIF** ;

Les principales caractéristiques du contrat sont les suivantes :

- Montant sollicité : **480 000,00 €**
- Durée (en années) : 25
- Périodicité de remboursement : Trimestrielle
- Taux d'intérêt : 4,41%
- Calcul des intérêts : Base 30/360
- Frais de dossier : 750,00 €

Les taux fixes sont valables pour un déblocage au plus tard le 22 décembre 2023.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### DECIDE :

- 1) De conclure un contrat de prêt avec le « Crédit Agricole Nord de France » pour le financement des investissements prévus par le **budget annexe ASSAINISSEMENT INDUSTRIEL** ;

Les principales caractéristiques du contrat sont les suivantes :

- Montant sollicité : 990 000,00 € - **montant minimum de déblocage : 600 000,00€**
- Durée (en années) : 25
- Périodicité de remboursement : Trimestrielle
- Taux d'intérêt : 4,41%
- Calcul des intérêts : Base 30/360
- Frais de dossier : 750,00 €

- 2) De conclure un contrat de prêt avec le « Crédit Agricole Nord de France » pour le financement des investissements prévus par le **budget annexe ASSAINISSEMENT COLLECTIF** ;

Les principales caractéristiques du contrat sont les suivantes :

- Montant sollicité : **480 000,00 €**
- Durée (en années) : 25
- Périodicité de remboursement : Trimestrielle
- Taux d'intérêt : 4,41%
- Calcul des intérêts : Base 30/360
- Frais de dossier : 750,00 €

Pour ces deux contrats, les taux fixes sont valables pour un déblocage au plus tard le 22 décembre 2023.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°02/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	<b>Information du rapport annuel du délégataire sur la gestion des services publics d'assainissement non collectif et collectif 2022</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que l'article L 2224-5 du CGCT prévoit la présentation par le Président d'un rapport annuel sur la gestion du service public d'assainissement non collectif, collectif et industriel.

M. le Président donne lecture du rapport annuel 2022.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

**A PRIS CONNAISSANCE :**

Du rapport annuel 2022 sur la gestion du service public d'assainissement non collectif, collectif et industriel ci-annexé.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le





## **ASSAINISSEMENT – RAPPORTS ANNUELS 2022 DES DELEGATAIRES**



- 1) Assainissement Non Collectif **Pages 1 à 5**
- 2) Assainissement Collectif **Pages 6 à 27**
- 3) Assainissement Collectif Zone Industrielle de ST POL SUR TERNOISE **Pages 28 à 36**



- 4) Assainissement Collectif Commune d'AUXI LE CHATEAU **Pages 37 à 39**

**Ces rapports constituent des extraits des éléments essentiels.**

**Les rapports annuels des délégataires dans leur globalité sont disponibles sur demande auprès du secrétariat de TernoisCom.**



ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF  
CC du Ternois - ANC

## 1. Présentation du CC

CC du Ternois - ANC

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200069672-20231025-02\_25102023-DE

### Chiffres clés



27 065

Nombre d'habitants desservis

### Données clés

- ✓ **Délegataire** ✓ **VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux**
- ✓ **Périmètre du service**
- ✓ **AUXI, ANVIN, AUBROMETZ, AUMERVAL, AVERDOINGT, BAILLEUL LES PERNES, BEAUVOIR WAVANS, BEAUVOIS, BERGUENEUSE, BERMICOURT, BLANGerval BLANGERMONT, BOFFLES, BONNIERES, BOUBERS SUR CANCHE, BOURET SUR CANCHE, BOURS, BOYAVAIL, BRIAS, BUIRE AU BOIS, BUNEVILLE, CONCHY SUR CANCHE, CONTEVILLE-EN-TERNOIS, CROISSETTE, CROIX EN TERNOIS, ECOIVRES, EPS, EQUIERRE, ERUN, FIEFS, FLERS, FLEURY, FLORINGHEM, FONTAINE LES BOULANS, FONTAINE LES HERMANS, FONTAINE L'ETALON, FORTEL EN ARTOIS, FOUFFLIN RICAMETZ, FRAMECOURT, FREVENT, GAUCHIN VERLOINGT, GENNES IVERGNY, GOUY EN TERNOIS, GUINECOURT, HARAVESNES, HAUTECLOQUE, HERICOURT, MERLIN LE SEC, MERLINCOURT, HERNICOURT, HESTRUS, HEUCHIN, HUCLIER, HUMEROEUVILLE, HUMIERES, LA THIEULOYE, LE PONCHEL, LIGNY SAINT FLOCHÉL, LIGNY SUR CANCHE, LINZEUX, LISBOURG, MAISNIL, MAREST, MARQUAY, MONCHEAUX LES FREVENT, MONCHEL SUR CANCHE, MONCHY BRETON, MONCHY CAYEUX, MONTS EN TERNOIS, NEDON, NEDONCHEL, NEUVILLE AU CORNET, NOEUX LES AUXI, OEUF EN TERNOIS, OSTREVILLE, PERNES, PIERREMONT, PREDEFIN, PRESSY, QUOEUX-HAUT-MAINIL, RAMECOURT, ROELLECOURT, ROUGEFAV, SACHIN, SAINS LES PERNES, SAINT MICHEL SUR TERNOISE, SAINT POL SUR TERNOISE, SERICOURT, SIBIVILLE, SIRACOURT, TANGRY, TENEUR, TERNAS, TILLY CAPELLE, TOILENT, TROISVAUX, VACQUERIE LE BOUCQ, VALHUON, VAULX, VILLERS L'HOPITAL, VITZ SUR AUTHIE, WAVRANS SUR TERNOISE, WILLENCOURT**

- ✓ Numéro du contrat : 64561
- ✓ Nature du contrat : Affermage
- ✓ Prestations du contrat : Contrôle des installations ANC, Gestion clientèle ANC
- ✓ Date de début du contrat : 15/04/2022
- ✓ Date de fin du contrat : 31/03/2027

✓ Liste des avenants

Avenant N°	Date d'effet	Contenu
1	28/09/2022	Respect des principes de légitimité et de neutralité du service public

## 2. Les indicateurs réglementaires 2022

Ce document a pour vocation de fournir les chiffres clés ainsi que les indicateurs de performance relatifs à votre Contrat Assainissement Non Collectif.

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES	PRODUCTEUR	VALEUR 2022
[0301.0] Évaluation du nombre d'habitants desservi par le service public de l'assainissement non collectif	Collectivité	27 065
[0302.0] Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	Collectivité	A la charge de la collectivité
INDICATEURS DE PERFORMANCE	PRODUCTEUR	VALEUR 2022
[P301.1] Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif	Dérogatoire	

## 3. L'efficacité opérationnelle du patrimoine de votre service

La Collectivité a délégué le service d'assainissement non collectif sur son territoire : il concerne environ installations.

Le nombre d'installations d'assainissement non collectif (ANC) au 31 décembre de l'exercice et la population desservie estimée figurent ci-après :

	2020	2021	2022	N/N-1
Nombre d'habitants desservis (total) (estimation)	27 129	27 129	27 065	-0,2%

2

Le nombre total d'installations vérifiées en 2022 est de : 1 204

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200069672-20231025-02\_25102023-DE

### Conception :

Le nombre total de dossiers de conception réalisés en 2022 est de : 175 (soit 91 dossiers de conception 58 neufs 122 dossiers de réhabilitation)

### Bonne exécution :

Le nombre total de dossiers de bonne exécution des travaux réalisés en 2022 est de : 122

### Vente :

Le nombre total de dossiers de vente en 2022 est de : 178

### Contrôles périodiques :

Communes	Nombre d'habitation contrôlée
Bernicourt	65
Humereuille	57
Sachin	109
Wevrans sur Ternoise	79
Bailleur Les Permes	146
Teneur	87
Ecolyre	99
Fontaine Les Hermans	41
Ligny Saint Flochel	81
Neuville au Cornet	29
Fremecourt	34
Nedon	66
Linzeux	58
Humieres	90
Monts en Ternois	25
Marquay	51
Blangerval - Blangermont	37
Nedonchel	63
Foufflin Ricametz	58



	visités	refus	inhabilité	absent	installation neuve	collectivité	autre	total
Bermicourt	62	1	5	2	3	3	2	78
Humerœuille	57	1	4	8	1	10	5	86
Sachin	109	5	3	10	7	6	2	142
Wavrans sur Ternoise	73	6	2	8	0	9	0	98
Bailleur Les Permes	142	0	9	10	9	15	0	185
Teneur	62	1	0	4	11	15	2	115
Écovie	31	2	6	0	4	6	1	52
Fontaine Les Hermans	37	2	0	2	3	5	0	49
Ligny Saint Flochel	87	6	4	7	18	6	1	109
Neuville au Cornet	27	0	3	2	7	1	0	40
Framecourt	33	1	2	0	6	5	1	50
Nedon	59	2	3	5	2	5	2	78
Linzeux	42	5	8	12	5	10	0	80
Humieres	62	1	6	7	2	5	0	103
Monts en Ternois	21	2	1	2	3	3	3	36
Marquay	41	1	2	9	13	6	0	72
Blangervai - Blangermont	19	6	4	12	4	6	1	52
Nedonchel	53	2	10	8	5	7	1	86
Foufflin Ricametz	44	2	1	7	11	2	4	71
TOTAL :	1081	46	71	115	116	127	25	1581

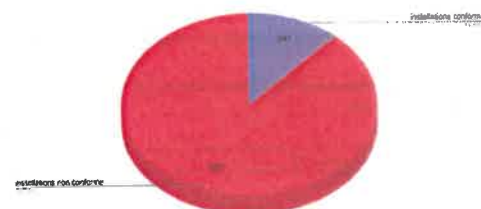
▲ : Il s'agit de constructions dont le contrôle de bonne exécution à moins de 3ans.

● : Il s'agit des avis de conception lors d'une réhabilitation ou construction mais aussi des contrôles diagnostics vente réalisés par le délégataire à la demande de TernoisCom et donc non compris dans la campagne de contrôles périodiques.

◆ : Il s'agit de parcelle type : terrain vierge, terrain à bâtir ou encore habitation destinée à la destruction

	Aucune non-conformité S.R.	Aucune non-conformité A.R.	Insta conforme	Envoyé en préfecture le 30/10/2023 Reçu en préfecture le 30/10/2023 Publié le ID : 062-200069572-20231025-02_25102023-DE		
Bermicourt	2	3				
Humerœuille	2	9	20	20	8	
Sachin	1	11	34	55	9	
Wavrans sur Ternoise	1	7	15	45	6	
Bailleur Les Permes	2	12	30	67	37	
Teneur	7	9	28	29	14	
Écovie	3	6	13	8	9	
Fontaine Les Hermans	0	2	3	25	11	
Ligny Saint Flochel	3	2	21	31	24	
Neuville au Cornet	0	5	7	11	6	
Framecourt	0	7	12	11	4	
Nedon	0	3	7	35	21	
Linzeux	1	2	7	19	20	
Humieres	6	18	19	26	21	
Monts en Ternois	1	0	9	6	10	
Marquay	2	4	8	18	19	
Blangervai - Blangermont	1	0	8	4	24	
Nedonchel	1	3	5	29	25	
Foufflin Ricametz	1	6	8	20	18	
TOTAL :	34	107	262	495	300	

Etat des installations



#### 4. Prix de l'Assainissement Non Collectif

Prix du service de l'Assainissement Non Collectif	Montant HT Exercice 2022
Contrôle technique de conception des ouvrages neuf ou réhabilités	45 €
Contrôle technique d'entretien des ouvrages neufs ou réhabilités	80 €
Contrôle d'entretien des installations existantes dans le cadre d'une vente	70 €
Contrôle périodique de bon fonctionnement	57 €

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2022 sur les factures émises au titre de l'année en cours. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

	2022
Taux d'impayés	15,25 %
Montant des impayés au 31/12/2022 en € TTC	8 424,90 €
Montant facturé en € TTC	69 561

#### 5. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

→ Le CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation  
Année 2022  
(en application du décret du 14 mars 2006)

Collectivité: G468H - CC DU TERNOIS DSP-ANC

ANC

LIBELLE	2021	2022	Ecart %
<b>PRODUITS</b>	<b>85 917</b>	<b>47 676</b>	<b>NS</b>
Exploitation du service	85 917	47 676	
<b>CHARGES</b>	<b>182 676</b>	<b>86 188</b>	<b>NS</b>
Personnel	96 084	36 770	
Sous-traitance, matériel et fournitures	25 992	688	
Impôts locaux et taxes	838	657	
Autres dépenses d'exploitation	44 754	23 745	
télécommunications, poste et logistique	22 687	14 658	
engins et véhicules	368	162	
informatique	2 582	1 080	
assurances	582	250	
locaux	6 691	854	
autres	12 630	6 080	
Contribution des services extérieurs et recherche	5 588	3 131	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	79 309	70	
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>- 97 659</b>	<b>- 17 804</b>	<b>NS</b>
<b>RÉSULTAT</b>	<b>- 97 659</b>	<b>- 17 804</b>	<b>NS</b>

Conforme à la circulaire FFGC de janvier 2006

88250825



**Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation**  
**Année 2022**  
 (en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: G4561 - CC DU TERNOIS DSP-ANC

ANC

LIBELLE	2021	2022	Ecart %
<b>PRODUITS</b>	0	67 701	
Exploitation du service	0	63 661	
Collectivités et autres organismes publics	0	4 140	
<b>CHARGES</b>	0	101 796	
Personnel	0	41 827	
Sous-traitance, matériaux et fournitures	0	43 068	
Autres dépenses d'exploitation	0	12 071	
télécommunications, poste et télégéographie	0	3 768	
autres	0	8 303	
Collectivités et autres organismes publics	0	4 140	
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>	0	- 34 095	
<b>RÉSULTAT</b>	0	- 34 095	

Conforme à la structure FPSE de janvier 2006

06/03/2023

→ **L'état détaillé des produits**

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

**Etat détaillé des produits (1)**  
**Année 2022**

Collectivité: G4561 - CC DU TERNOIS DSP-ANC

ANC

LIBELLE	2021	2022	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	0	40 004	NS
dont produits au titre de l'année (hors estimations provisoires)	0	40 004	
Recettes d'exploitation ANC	0	23 557	NS
dont produits au titre de l'année (hors estimations provisoires)	0	23 557	
<b>Exploitation du service</b>	0	63 661	NS
Produits : part de la collectivité contractante	0	4 140	NS
dont produits au titre de l'année (hors estimations provisoires)	0	4 140	
<b>Collectivités et autres organismes publics</b>	0	4 140	NS

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

05/03/23

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessous peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

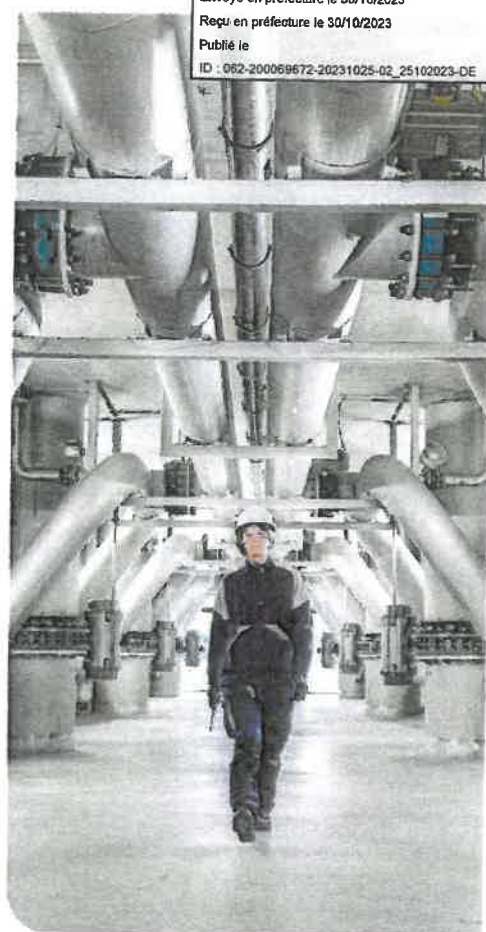


**RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE**  
Communauté de Communes du Ternois  
Assainissement Collectif

1.

L'ESSENTIEL DE  
L'ANNÉE

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200069672-20231025-02\_25102023-DE



1.2 Présentation du contrat

Données clés

✓ Délégataire	VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
✓ Périmètre du service	AUBROMETZ, BONNIERES, BOUBERS SUR CANCHE, CONCHY SUR CANCHE, CONTEVILLE-EN-TERNOIS, CROISSETTE, CROIX EN TERNOIS, FLORINGHEM, FORTEL EN ARTOIS, FREVENT, GAUCHIN VERLOINGT, HERICOURT, LA THIEULOYE, LUGNY SUR CANCHE, MONCHEL SUR CANCHE, NUNCO, HAUTECOTE, PERNES, RAMECOURT, ROELLECOURT, SAINT MICHEL SUR TERNOISE, SAINT POL SUR TERNOISE, VALHUON
✓ Numéro du contrat	0551A
✓ Nature du contrat	Affermage
✓ Date de début du contrat	01/01/2014
✓ Date de fin du contrat	31/12/2025
✓ Les engagements vis-à-vis des tiers	

En tant que délégataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'effluents (réception ou déversement) avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

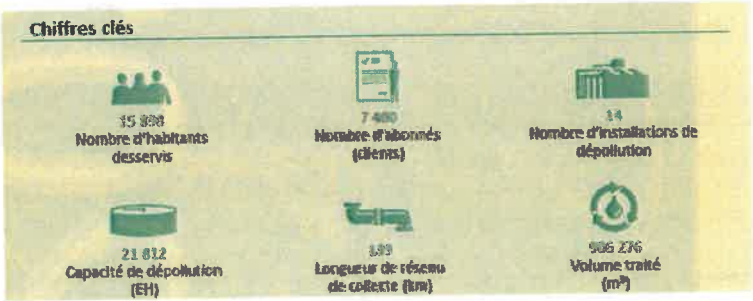
Type d'engagement	Tiers concerné	Objet
réception effluent	SAINT-PIERRE-VERLOINGT	Réception d'effluent
réception effluent	LA TENEUVOIE	Admission de matières de vidange d'origine domestique à la STEP de Gauchin-Verloingt

✓ Liste des avenants

Avenant N°	Date d'effet	
3	23/04/2021	Intégrations des communes : Conzeville-en-Ternois, Floringhem, La Thieuloye, Pernes-en-Artois, Valhuon et Frevent
2	30/01/2018	Intégration de Ligny sur Canche, Boubess sur Canche, Monchel sur Canche, Conchy sur Canche, Aubrometz, Fortel en Artois, Bonnières, Nunco-Hautescôte ; tarifs
1	27/06/2017	Intégration des communes de Croisette, Héricourt, Croix en Ternois ; tarifs

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200069672-20231025-02\_25102023-DE

1.3 Les chiffres clés



Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
 Reçu en préfecture le 30/10/2023  
 Publié le  
 ID : 062-200069672-20231025-02\_25102023-DE

## 1.4 Les indicateurs réglementaires 2022

Service public de l'assainissement collectif

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
[P201.0] Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	Collectivité (2)	16 081	15 886
[P202.0] Nombre d'autorisations de déversement	Collectivité (2)	4	4
[P203.0] Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délegataire	376,3 t E65	334,7 t E65
[P204.0] Prix du service de l'assainissement net à m² TTC	Délegataire	3,33 Euro/m²	3,44 Euro/m²
INDICATEURS DE PERFORMANCE	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
[P205.1] Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	96	96
[P203.2] Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité et Délegataire (2)	15	15
[P209.3] Conformité de la collecte des effluents (*)	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau	
[P204.3] Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau	
[P205.3] Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau (2)	A la charge de la Police de l'eau	
[P206.5] Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	Délegataire	100 %	100 %
[P207.0] Nombre d'abandons de créances et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	13	1
[P207.0] Montant d'abandons de créances et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	450	72
[P251.1] Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Délegataire	0,00 u/1000 habitants	0,00 u/1000 habitants
[P252.2] Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 lots de réseaux	Délegataire	13,09 u/100 km	13,50 u/100 km
[P253.2] Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	0,00 %	0,00 %
[P254.3] Conformité des performances des équipements d'épuration	Délegataire	95 %	96 %
[P255.3] Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)	110	110
[P256.2] Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité	
[P257.0] Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente	Délegataire	5,10 %	4,82 %
[P258.1] Taux de réclamations	Délegataire	0,14 u/1000 abonnés	0,61 u/1000 abonnés

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte de la non existence de délégation de l'article 21 du décret 2015

(2) Les données de réseau concernées par le délégataire sont fournies dans le corps du présent rapport

(\*) A ce jour, cet indicateur n'est pas affecté

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles annuellement pour des rapports soumis à examen de la CCPE.

## 1.5 Autres chiffres clés de l'année 2022

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Délegataire	40,8 %	97,8 %
LA GESTION DU PATRIMOINE	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Délegataire	2 558	2 551
Nombre de branchements eaux pluviales	Délegataire	0	0
Nombre de branchements avalés	Délegataire	25	33
VP.077 Longueur du réseau de collecte	Collectivité (2)	138 096 m	139 402 m
Nombre de postes de relèvement	Délegataire	36	36
Nombre de stations de dépollution	Délegataire	14	14
Capacité de régulation en équivalent-habitants	Délegataire	21 812 EH	21 812 EH
COLLECTE DES EAUX USEES	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Nombre de débordements sur réseau	Délegataire	82	48
Coût moyen de collecte unitaire en prépaiement	Délegataire	8 303 m	5 705 m
LA DEPOLLUTION	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Volume traité (collectif)	Délegataire	1 244 457 m³	1 023 681 m³
VP.176 Charge moyenne annuelle exportée en DCAE	Délegataire	549 kg/j	631 kg/j
Charge moyenne annuelle exportée en E65	Délegataire	9 411 E65	10 517 E65
Volume traité	Délegataire	1 215 025 m³	906 276 m³
L'EVACUATION DES SOUS-PRODUITS	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Volume de rejets de digérgate fluide	Délegataire	31,7 t	23,8 t
Volume de rejets fluide	Délegataire	32,3 t	16,5 t
Volume de gazodéflué	Délegataire	15,7 m³	15,8 m³
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Nombre de communes desservies	Délegataire	22	22
VP.096 Nombre total d'abonnés (clients)	Délegataire	7 904	7 480
- Nombre d'abonnés de service	Délegataire	7 502	7 339
- Nombre d'autres services (réception d'effluents)	Délegataire	2	1
VP.066 Assiette totale de la redevance	Délegataire	610 739 m²	632 025 m²
- Assiette de la redevance des abonnés de service	Délegataire	610 739 m²	632 025 m²
- Assiette de la redevance des autres services (réception d'effluents)	Délegataire	m²	m²

(2) Les données de réseau concernées par le délégataire sont fournies dans le corps du présent rapport



LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délegataire	Mesure statistique d'entreprise	Mesure statistique d'entreprise
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délegataire	78 %	80 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délegataire	Non	Non
Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délegataire	Oui	Oui
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Certifications ISO 9001, 14001, 30001	Délegataire	En vigueur	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délegataire	Oui	Oui

## 1.6 Le prix du service public de l'assainissement

### LA FACTURE 120 M<sup>3</sup>

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m<sup>3</sup> représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de SAINT POL SUR TERNOISE l'évolution du prix du service d'assainissement par m<sup>3</sup> (01.02.0) et pour 120 m<sup>3</sup>, au 1<sup>er</sup> janvier est la suivante :

SAINTE POL SUR TERNOISE Prix du service de l'assainissement collectif	Volume	Prix Au 01/01/2023	Montant Au 01/01/2022	Montant Au 01/01/2023	%/N-1
Part délégataire			177,56	154,86	9,74%
Abonnement			31,70	33,60	5,99%
Consommation	120	1,3438	165,86	161,26	10,56%
Part consommateur			160,44	156,47	-2,47%
Consommation	120	1,3039	160,44	156,47	-2,47%
Organismes publics			25,20	24,00	-4,76%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,2000	25,20	24,00	-4,76%
Total CHT			363,20	375,33	3,34%
TVA			36,32	37,54	3,36%
Total TTC			399,52	412,87	3,34%
Prix TTC du service au m <sup>3</sup> pour 120 m <sup>3</sup>			3,33	3,44	3,30%

Les factures type sont présentées en annexe.

## 1.7 L'essentiel de l'année

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200069672-20231025-02\_25102023-DE

### 1.7.1 Principaux faits marquants de l'année

#### Bilan / Impacts de l'actualité climatique 2022 en France

L'année 2022 est la plus chaude que la France métropolitaine ait jamais mesurée, loin devant 2020 qui détenait le record. Ponctué d'extrêmes climatiques, 2022 est un symptôme du changement climatique en France, selon Météo France.

En effet, il des 10 années les plus chaudes depuis le début du XXe siècle sont postérieures à 2010.

Une année marquée par une période de sécheresse d'une précocité, longévité et intensité exceptionnelle ! L'année 2022 a également été exceptionnellement sèche, marquée par un déficit pluviométrique record de 25 %.

2022 se classe au 2<sup>e</sup> rang des années les moins arrosées (depuis le début des mesures en 1959 - données météo France).

A titre d'exemple, 2022 a été la plus sèche de mois records : les mois de mai avec un déficit de 60 % et de juillet avec un déficit de 85 % sont les plus secs jamais enregistrés à l'échelle de la France métropolitaine depuis le début des mesures en 1959.

- 2022 a connu le 2<sup>e</sup> plus longue période de sécheresse des sols de son histoire. L'année a été marquée par un déficit persistant de précipitations depuis la fin de l'hiver 2021-2022.
- La surface affectée par cette sécheresse des sols superficiels a atteint les trois quarts de la France. C'est l'une des 5 sécheresses ayant touché la surface du territoire la plus importante. La sécheresse a ainsi été moins généralisée qu'en 1976 ou 2011 mais plus qu'en 2003.
- 2022 a été marquée par un ensoleillement exceptionnel sur la plupart des régions, le plus souvent excédentaire de 15 %, avec de nombreux records, notamment sur la moitié nord du pays (Rennes +18%, Bourges +17%, Colmar +24%).
- Une année sèche mais régulièrement chaude également avec de nombreuses vagues de chaleur ; tous les mois de l'année ont été plus chauds que la normale, à l'exception des mois de janvier et d'avril.

Il en est résulté un été 2022 classé Extrême par Météo France.

Trois vagues de chaleur ont concerné la France l'été 2022, la première dès le mois de juin. De nombreux records de chaleur ont été battus. On a par exemple mesuré les 40 °C les plus précoces jamais relevés, avec plus de 40 °C à Saint-Jean-de-Minervois (34) le 16 juin. Jamais auparavant une telle chaleur n'avait duré aussi longtemps et démarré si tôt dans la saison en France continentale ayant établi quelques records :

- 93 jours de canicule au niveau national
- Canicule la plus précoce (depuis le 15 juin) et la plus longue jamais enregistrée
- +2,9 degrés au-dessus de la normale (période 1990-2020), juste derrière celle de 2003 (+2,7 degrés).
- 87 records de température battus cette année en France ; 43° à Arcachon, 39,9° au Touquet en juillet !!!
- Sécheresse et feux de forêt : 62 000 hectares brûlés contre 8 500 habituellement, avec des feux en Bretagne (Broc'hlande)
- des pertes agricoles inquiétantes : -20% pour le maïs et la pomme de terre
- Dans le même temps, les orages sont plus intenses avec des phénomènes climatiques exceptionnels : 5 morts en Corse le 18 août avec des dommages importants sur les infrastructures...

Vers 2050 les projections indiquent que 1 été sur 2 pourrait ressembler à celui de 2022...

## Système d'assainissement de Saint-Pol Villo :

### Situation administrative en 2022 :

- Le jugement de conformité 2022 du système d'assainissement est conforme sous réserve de la réception du jugement de conformité par la DDTM en juin 2023. (si le bilan du 17/05/2022 est écarté en raison du dépassement du débit horaire de pointe admissible).  
Un nouveau manuel système doit être établi.

### Faits Marquants en 2022 :

- Renouvellement du débitmètre électromagnétique pour la mesure des eaux brutes



- Renouvellement de la pompe de reprise des boues n°1 vers le reconditionnement



- Renouvellement de la pompe de lavage du filtre presse
- Renouvellement de la pompe de finition du filtre presse
- Réparation de la pompe de déstockage du bassin d'orage
- Réparation du dégrilleur droit
- Renouvellement d'accessoires pour le filtre presse

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200069672-20231025-02\_25102023-DE



- Renouvellement de la mesure de débit sur le canal de rejet (remplacement sonde US par un radar)



- Remplacement de la pompe n°1 du poste toutes eaux
- Actualisation du plan d'épandage des boues avec publication du récépissé en mai 2021. Application du récépissé pour la campagne d'épandage 2022.
- Augmentation importante (+27%) du volume de matières de vidange déposé (capacité de la station parfois maximale donc arrêt de l'autorisation de dépotages sur certaines périodes de l'année)
- Forte baisse de la pluviométrie en 2022 (-27%)
- Programme en cours (Ville de St Pol/Ternois Com) pour la déconnexion de surfaces actives, permettant à terme de diminuer les débits en entrée de station et au niveau du déversoir par temps de pluie
- Contrôle inopiné de la DDTM 62 en date du 22 août
- Renouvellement des 2 pompes du poste rue des Troisvieux à Gauchin-Verloringt



- Renouvellement des 2 pompes du poste Chopin à Ramecourt
- Renouvellement des 2 pompes du poste RDB Pont SNCF à Saint Michel sur Ternoise
- Renouvellement de la télégestion du poste rue de Troisvieux à Guichin-Verloingt

#### Système d'assainissement de Croisette-Marcourt :

##### *Situation administrative en 2022 :*

- Le jugement de conformité 2022 du système d'assainissement est conforme sous réserve de la réception du jugement de conformité par la DDTM en juin 2023.  
A noter que la DDTM demande à ce que le point de rejet de la lagune (vers un fossé à l'arrière du dernier bassin), fasse l'objet d'un dossier de régularisation par l'intermédiaire d'un dossier Loi sur l'Eau.

Le cahier de vie du système d'assainissement a été transmis aux autorités fin janvier 2023.

##### *Faits Marquants en 2022 :*

- Renouvellement de la pompe n°2 du poste Calvaire à Croisette
- Réparation de la pompe n°1 du poste Calvaire à Croisette

#### Système d'assainissement de Boubiers sur Canche :

##### *Situation administrative en 2022 :*

- Le jugement de conformité 2022 du système d'assainissement est conforme sous réserve de la réception du jugement de conformité par la DDTM en juin 2023.

Le cahier de vie du système d'assainissement a été transmis aux autorités fin janvier 2023.

##### *Faits Marquants en 2022 :*

- Renforcement des berges sur une dizaine de mètres de la dernière lagune de finition située en amont du point A4.
- Présence importante d'Eaux Claires Parasites (ECP) sur le réseau et en entrée de lagune.

#### Système d'assainissement de Croix-en-Ternois :

##### *Situation administrative en 2022 :*

- Le jugement de conformité 2022 du système d'assainissement est conforme sous réserve de la réception du jugement de conformité par la DDTM en juin 2023.

Le cahier de vie du système d'assainissement a été transmis aux autorités fin janvier 2023.

##### *Faits Marquants en 2022 :*

- Arrivée importante d'eaux de ruissellement provenant de la voirie gérées par la création d'une tranchée communale pour se rejeter en entrée du site. La coulée de boues a engendré l'érosion des berges des bassins 3 et 4 ainsi que la détérioration des bûches et un mélange des boues avec les sables d'infiltration en fond de bassin.
- La clôture de la lagune a subi plusieurs dégradations.

#### Système d'assainissement de Nunca :

##### *Situation administrative en 2022 :*

- Le jugement de conformité 2022 du système d'assainissement est conforme sous réserve de la réception du jugement de conformité par la DDTM en juin 2023.

Le cahier de vie du système d'assainissement a été transmis aux autorités fin janvier 2023.

##### *Faits Marquants en 2022 :*

- Instrumentation du déversoir (point A2) en tête de lagune mis en service en avril 2022

#### Système d'assainissement de Bonnières :

##### *Situation administrative en 2022 :*

- Le jugement de conformité 2022 du système d'assainissement est non-conforme pour le paramètre MES.

Le nouvel arrêté de régularisation du système d'assainissement a été reçu début 2021. Des instructions complémentaires exigent la mise en place d'un plan d'action visant à limiter les débordements des bassins d'infiltration de la lagune. À ce titre, le plan d'actions a été mis en place en 2022 (curage des bassins d'infiltration).

Le cahier de vie du système d'assainissement a été transmis aux autorités fin janvier 2023.

##### *Faits Marquants en 2022 :*

- Instrumentation du déversoir (point A2) en tête de lagune mis en service en avril 2022
- Après le curage du premier bassin d'infiltration en octobre 2021, le second bassin d'infiltration a également été curé en juillet 2022 avec le remplacement du matériel filtrant en fond des bassins

#### Système d'assainissement de Valluon :

##### *Situation administrative en 2022 :*

- Le jugement de conformité 2022 du système d'assainissement est conforme sous réserve de la réception du jugement de conformité par la DDTM en juin 2023.

##### *Faits Marquants en 2022 :*

- Épisodes fréquents de déversement en tête de lagune par temps de pluie (et notamment en période hivernale)
- Le curage des bassins 2 et 3 est programmé pour l'année 2023 et le curage du bassin 1 sera réalisé l'année suivante en 2024.
- Renouvellement de la pompe n°1 du poste Route de Pernes à Valluon

#### Système d'assainissement de La Thieuloye :

##### *Situation administrative en 2022 :*

- Le jugement de conformité 2022 du système d'assainissement est conforme sous réserve de la réception du jugement de conformité par la DDTM en juin 2023.

Le cahier de vie du système d'assainissement est en cours d'élaboration.

##### *Faits Marquants en 2022 :*

- Installation de deux débitmètres sur les conduites de refoulement du poste en entrée de lagune suite au passage de la DDTM lors d'une campagne d'autosurveillance qui a fait remonter le non-respect des termes de l'arrêté du 21/07/2015.



- Diminution de la consommation électrique de moitié

#### Système d'assainissement de Pernes-Floringhem :

##### *Situation administrative en 2022 :*

- Le jugement de conformité 2022 du système d'assainissement est conforme sous réserve de la réception du jugement de conformité par la DDTM en juin 2023.

##### *Faits Marquants en 2022 :*

- Réalisation de la phase n°2 et 3 du diagnostic du système d'assainissement (présentation en février 2023)
- Renouvellement de la pompe n°1 de recirculation et soutirage des boues
- Renouvellement du surpresseur du prétraitement
- Apport fréquent et massif d'Eaux Claires Parasites (ECP) en période hivernale
- Depuis le début de la crise pandémique, les boues liquides de la STEP de Pernes sont envoyées en traitement hygiénisant sur la STEP de Frévent
- Baisse importante de la consommation énergétique
- Renouvellement de la pompe n°2 du poste Salengro à Floringhem
- Renouvellement des 2 pompes du poste Rue du Guir 2 à Pernes
- Renouvellement de la pompe n°1 du poste Brandin à Pernes
- Renouvellement de la pompe n°1 du poste St Pol 2 à Pernes

#### Système d'assainissement de Frévent :

##### *Situation administrative en 2022 :*

- Le jugement de conformité 2022 du système d'assainissement est conforme sous réserve de la réception du jugement de conformité par la DDTM en juin 2023.

Un nouveau manuel système doit être établi.

##### *Faits Marquants en 2022 :*

- Vol et dégradation sur la station en mai 2022
- Audit sur le suivi agronomique et l'épandage des boues par la DDTM du 62 le 28 novembre
- Renouvellement des rizières et menuiseries du local d'exploitation suite au vol
- Renouvellement de l'aérotrol du débouleur
- Depuis le début de la crise pandémique, les boues liquides de la STEP de Pernes sont reçues pour traitement hygiénisant sur la STEP de Frévent

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200069672-20231025-02\_25102023-DE

## Système d'assainissement de Haute-côte :

### Situation administrative en 2022 :

- Le système d'assainissement de Haute-côte a fait l'objet début 2022 par les services en charge de la Police de l'Eau d'un rapport de manquement administratif concernant la lagune, mettant en demeure Ternois Com. Ce rapport demande la régularisation de la situation administrative de cette lagune (étude hydrogéologique, intégration du bassin d'infiltration, réparation de la conduite exutoire vers le bassin d'infiltration, possibilité de mise en place d'équipements d'auto-surveillance, rédaction d'un cahier de vie).

Le cahier de vie du système d'assainissement a été transmis aux autorités fin janvier 2023.

### Faits Marquants en 2022 :

- Renouvellement de la lame siphonée du déboureur

## 1.7.2 Propositions d'amélioration

### Points d'amélioration à envisager ou en cours sur la station d'épuration de Frévent :

- Instrumentation du bassin d'orage (mesure des volumes déstockés) en cours de finalisation
- Mesure du débit d'entrée : Création du regard de visite pour l'installation d'un débitmètre électromagnétique réalisé. Débitmètre restant à remplacer car le système initial n'était pas suffisamment étanche. Les trappes devront ensuite être installées
- Sécurisation du site avec installation de caméra factice, d'une détection d'intrusion, d'une alarme lumineuse et sonore pilotée par la télésurveillance : proposition technique transmise à la collectivité
- Aménagement d'une aire de stationnement de l'Unité Mobile de Déshydratation (UMDB) : proposition technique transmise à la collectivité
- Mise en place d'un SIGD pour l'utilisation de l'eau industrielle afin de limiter la consommation d'eau potable (préparation de polymère et nettoyage du site) : proposition technique à l'étude

### Points d'amélioration à envisager ou en cours sur la station d'épuration de St Poi Ville (Gauschin) :

- Agrandissement du local d'exploitation actuel (pas d'atelier sur la STEP)
- Amélioration du fonctionnement du dégrilleur (pièce d'origine plus fabriquée donc système alternatif à trouver)

### Points d'amélioration à envisager ou en cours sur la station d'épuration de Ternois Com :

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le

ID : 062-200069672-20231025-02\_25102023-DE

- Mise en place d'une régulation redox
- Renouvellement des 2 citernes de stockage des boues liquides et sécurisation du site : proposition technique à finaliser pour l'envoi à Ternois Com
- Sécurisation des postes de relèvement (trappes verrouillables en légères, barreaudage anti-chutes)
- Création d'un accès à l'arrière de la station pour les périodes de déstockage des boues (la barrière est installée)
- Amélioration du soutirage des boues du silo vers les bâches

### Points d'amélioration à envisager ou en cours sur la lagune de Croix-en-Ternois :

- Remise en état des bassins d'infiltration et curage du fossé du by-pass : proposition technique transmise à la collectivité
- Remplacement de 90 ml de clôture pour la sécurisation du site : proposition technique transmise à la collectivité

### Points d'amélioration à envisager ou en cours sur la lagune de Croissette-Héricourt :

- Remise en état des berges suite notamment à la détérioration provoquée par les nuisibles et la dégradation des souches qui permettaient de stabiliser les berges : proposition technique à l'étude

### Points d'amélioration à envisager ou en cours sur la lagune de Bonnières :

- Remise en état et stabilisation du chemin d'accès à la lagune : proposition technique à l'étude

### Points d'amélioration à envisager ou en cours sur les lagunes :

- Une bathymétrie des lagunes a été réalisée fin 2018 et un programme de curage priorisé suivant l'état des lieux. Les curages auraient dû commencer en 2022, mais, compte tenu du contexte pandémique interdisant l'épandage de boues liquides non hygiénisées, le programme de curage a été suspendu temporairement. Le programme de curage est relancé pour débuter en 2023 suite à la parution de l'arrêté du 7 février 2023, abrogeant l'arrêté du 30 avril 2020 relatif à l'hygiénisation des boues pour épandage.

## 2.1 Les consommateurs et l'assiette de la redevance

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2021	2022	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis	7 304	7 400	1,3%
Abonnés sur le périmètre du service	7 302	7 399	1,3%
Autres services (réception d'effluent)	2	1	-50,0%
Assiette de la redevance (m3)	618 739	652 626	5,5%
Assiette collective sur le périmètre du service	618 739	652 626	5,5%

### → Les principaux indicateurs de la relation consommateurs

	2021	2022	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	163	141	-16,1%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	838	755	-9,9%
Taux de mutation	11,8%	10,5%	-11,0%

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

	2021	2022	N/N-1
Satisfaction globale	78	80	+2
La continuité de service	92	99	+7
Le niveau de prix facturé	52	55	+6
La qualité du service client offert aux abonnés	78	82	+4
Le traitement des nouveaux abonnements	82	78	-4
L'information délivrée aux abonnés	75	77	+2

	2021	2022
Taux d'impayés	5,10%	4,92%
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	94 211	94 722
Montant facturé N-1 en € TTC	1 846 023	1 905 799

En 2022, le montant des abandons de créance s'élève à 72. Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par au tableau ci-après :

	2021	2022
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social	13	1
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité (€)	449,99	72,48
Assiette totale (m3)	618 739	652 626

### → Les échéanciers de paiement

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2021	2022
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	315	250

Usines de dépollution	Capacité épuratoire en DBO5 (kg/j)	Capacité équivalente habitant (EH)	Capacité hydraulique (m3/j)
LAGUNE - BONNIERES	30	350	110
LAGUNE - BOUBERS SUR CANCHE	60	700	180
LAGUNE - CROISSETTE / HENICOURT	27	450	200
LAGUNE - CROIX EN TERNOIS	20	386	90
LAGUNE - FORTEL EN ARTOIS		189	
LAGUNE - HAUTEBOITE		150	
LAGUNE - MUMCO	36	600	90
LAGUNE - THIEULOYE	34	450	500
LAGUNE - VALHUON	27	450	80
MINI STEP - CONTEVILLE	5	90	11
STEP - FREVENT	350	5 000	700
STEP - PERNES	162	2 700	860
STEP - SAINT-POL - Ville	540	9 000	2 400
Capacité totale :	1 285	23 820	5 160

Capacité épuratoire en kg de DBO5/j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, séparées en 3 fractions par une barre de 50g de DBO5 par habitant et par jour.



Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200069672-20231026-02\_25102023-DE

#### Postes de refoulement / relèvement

	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
PR - AUBROMETZ - chemin des sapins	Non	
PR - BOUBERS SUR CANCHE - RUE DES PONTS	Non	
PR - CROISSETTE - Calvaire	Non	
PR - CROISSETTE - rue de ST POL	Non	
PR - CROIX EN TERNOIS PIERREMONT	Non	
PR - FLORINGHEM - BRANDIN	Oui	42
PR - FLORINGHEM - ROGER SALENGRO	Oui	30
PR - FREVENT - CAMPING DES LONGUIGNEULES	Non	
PR - FREVENT - CITE BRIQU	Non	
PR - GAUCHIN VERLOINGT - rue de Troisvaux	Non	16
PR - GAUCHIN VERLOINGT - RUE DU MOULIN	Non	19
PR - LA THIEULOYE - RUE DE BAIJS	Non	
PR - LA THIEULOYE - 19 MARS 1962	Non	
PR - PERNES - RUE DE LA GARE	Non	30
PR - PERNES EN ARTOIS - RUE DE SAINT POL EU 1	Non	
PR - PERNES EN ARTOIS - RUE DE SAINT POL EU 2	Non	
PR - PERNES EN ARTOIS - 8 MAI	Oui	10
PR - RAMECOURT - RUE CHARLES CHOPIN	Non	11
PR - ROELLECOURT - FACE AU 61 RD 8	Non	11
PR - SAINT MICHEL SUR TERNOISE - PONT SNCF RD8	Non	28
PR - SAINT MICHEL SUR TERNOISE - TACHINCOURT	Non	27
PR - SAINT POL SUR TERNOISE - RUE DES GRANGES	Non	6
PR - VALHUON - RUE D'ANTIN	Non	30
PR - VALHUON - RUE DE PERNES	Non	50
PR AERO - AUBROMETZ - CHEMIN DES SAPINS	Non	
PR AERO - BONNIERES - CHEMIN DE LA FORÊT	Non	
PR AERO - BONNIERES - RUE D'ALLONGE	Non	
PR AERO - BONNIERES - RUE DE BUCQUOY	Non	
PR AERO - BONNIERES - RUE DE FREVENT	Non	
PR AERO - BONNIERES - RUE DU SAC	Non	
PR AERO - BOUBERS SUR CANCHE - CITE MAGENTA	Non	
PR AERO - BOUBERS SUR CANCHE - RUE DU BOURG	Non	
PR AERO - CONCHY SUR CANCHE - RUE MARIN / ST POL	Non	
PR AERO - LIGNY SUR CANCHE - RUE DU MARAIS	Non	
PR AERO - LIGNY SUR CANCHE - RUE DU MOULIN	Non	
PR AERO - MONCHEL SUR CANCHE - RUE DE ST POL	Non	

#### Autres installations

Autres installations assainissement: OD6-ST POL EXUTOIRE DO 4 A ET B

BO - GAUCHIN VERLOINGT - Rue d'EPS
BO - PERNES EN ARTOIS - RESIDENCE DU GUIT
DO - BONNIERES - Amont Lagune (pâturage)
DO - FREVENT
DO - HAUTEBOITE - Amont Lagune (parking)
DO - SAINT POL SUR TERNOISE - 01
DO - SAINT POL SUR TERNOISE - 02
DO - SAINT POL SUR TERNOISE - 03
DO - SAINT POL SUR TERNOISE - 04A
DO - SAINT POL SUR TERNOISE - 04B
DO - SAINT POL SUR TERNOISE - 04
DO - SAINT POL SUR TERNOISE - 07
DO - SAINT POL SUR TERNOISE - 08
DO - SAINT POL SUR TERNOISE - 09
DO - SAINT POL SUR TERNOISE - 10
DO - SAINT POL SUR TERNOISE - 11
DO - SAINT POL SUR TERNOISE - 12
DO - SAINT POL SUR TERNOISE - 13
DO - Saint Pol/Ternoise - rue calandre
DO - Saint Pol/Ternoise - rue de berchalet
DO - Saint Pol/Ternoise - rue de Biesbure
DO - Saint Pol/Ternoise - rue de Camot

#### → Les canalisations, branchements et équipements

	2021	2022	14/24
<b>Canalisations</b>			
Longueur totale du réseau (km)	138,3	229,3	0,7%
Canalisations aux usages (m)	72 515	72 392	1,3%
dont gravitaires (m)	57 228	52 040	1,4%
dont refoulement (m)	24 286	20 292	0,0%
Canalisations unitaires (m)	66 581	66 770	0,3%
dont gravitaires (m)	55 140	55 329	0,3%
dont refoulement (m)	1 441	1 441	0,0%
Canalisations flexibles (eu)	207	207	0,0%
dont gravitaires (m)	207	207	0,0%
<b>Branchements</b>			
Nombre de branchements aux usages séparatifs ou unitaires	2 518	2 554	1,3%
<b>Ouvrages annexes</b>			
Nombre de bouches d'égout, grilles avaloirs	782	815	4,7%
Nombre de regards	3 513	3 545	1,0%
Nombre de déversoirs d'orage	25	27	8,0%

DN 800 (mm) - Béton						Envoyé en préfecture le 30/10/2023 Reçu en préfecture le 30/10/2023 Publiée le ID : 062-200069672-20231025-02_25102023-DE
DN 800 (mm) - indéterminé						
DN 1800 (mm) - indéterminé	12					
DN indéterminé (mm) - Béton						
DN indéterminé (mm) - Façade	384					
DN indéterminé (mm)	4 735	1 528		2 262	2 442	
DN indéterminé (mm) - PVC	2					

### 3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complex ou par un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
<b>RESEAU GAUCHIN VERLOINGT</b>		
P1 RUE DE TROISVALLX		
POMPE 1	Renouvellement	Compte
POMPE 2	Renouvellement	Compte
<b>RESEAU RAMECOURT</b>		
P1 CHARLES CHOPIN		
POMPE 1	Renouvellement	Compte
POMPE 2	Renouvellement	Compte
<b>RESEAU SAINT MICHEL EN TERMOISE</b>		
P1 RDE PONT SINC		
POMPE 1	Renouvellement	Compte
POMPE 2	Renouvellement	Compte
<b>RESEAU SAINT POL EN TERMOISE</b>		
SONDE RESEAU RUE DES FERBONNIERS		
ENSEMBLE POUCE TRANSMETTEUR	Renouvellement	Compte
<b>UDEP SAINT POL SUR TERMOISE - 9 000 EU</b>		
P1 EAUX USEES TEMPS SEC		
DEBITMETRE	Renouvellement	Compte
DEBITILLEUR D'EGIT	Renouvellement	Compte
<b>BASSIN D'ORAGE</b>		
POMPE 1	Renouvellement	Compte
POMPE 2	Renouvellement	Compte
<b>PRETRAITEMENTS</b>		
TAMIS ROTATIF	Renouvellement	Compte
<b>COMPACTEUR DES REFUS</b>	Renouvellement	Compte



TRAITEMENT DES BOUES		
POMPE A VIS REPRISE BOUES 1	Renouvellement	Compte
POMPE DOSEUSE LAIT DE CHAUX 2	Renouvellement	Compte
POMPE DE GAVAGE FILTRE PRESSE	Renouvellement	Compte
POMPE DE FINITION	Renouvellement	Compte
FILTRE PRESSE	Rénovation	Compte
OUVRAGE DE REJET		
MESURE DE DEBIT	Renouvellement	Compte
POSTE TOUTES EAUX		
POMPS TOUTES EAUX 1	Renouvellement	Compte
POMPS TOUTES EAUX 2	Renouvellement	Compte
RESEAU VALLEE DE LA CANCHE		
COMPRESSEUR - BOUBERS SUR CANCHE - CITE MAGENTA		
BALLON	Renouvellement	Compte
PR AERO - CONCHY SUR CANCHE - RUE DE MARIN		
COFFRET DE COMMANDE PNEUMATIQUE	Renouvellement	Compte
PR AERO - MONCHEL SUR CANCHE - RUE DE SAINT POI		
COFFRET DE COMMANDE PNEUMATIQUE	Renouvellement	Compte
CUVE AEROEJECTEUR	Renouvellement	Compte
LAGUNE DE HAUTECOTE		
LAGUNE DE HAUTECOTE		
CLOISON SIPHOIDE DEROURBEUR	Renouvellement	Compte
RESEAU CROISSETTE HERICOURT		
PR CALVAIRE		
POMPE 1	Rénovation	Compte
POMPE 2	Renouvellement	Compte
FREVENT USINE D'EPURATION		
POSTE DE RELEVEMENT		
MOTO-REDUCTEUR D'ORILLER	Renouvellement	Compte
DESHUIEUR DESSABLEUR		
AEROFLOT	Renouvellement	Compte
FOSSE RECEP MATIERES VIDANGE		
OPOMPE DE REPRISE	Renouvellement	Compte
EQUIPEMENTS ELECTRIQUES		
OGAUTOMATE	Renouvellement	Compte
SUPERVISION	Renouvellement	Compte
MATERIELS DIVERS		
MENUISERIES LOCAL EXPLOITATION	Renouvellement	Compte
RESEAU VALHUON		
VALHUON PR RUE DE PERNES		
POMPE 1	Renouvellement	Compte

RESEAU PERNES		
PERNES PR RUE DE SAINT POI 2		
POMPE 1		
PERNES PR RUE DU DUIT 2		
POMPE 1	Renouvellement	Compte
POMPE 2	Renouvellement	Compte
RESEAU FLORINGHEM		
FLORINGHEM PR RUE BRANDIN		
POMPE 1	Renouvellement	Compte
FLORINGHEM PR RUE SALEMOND		
POMPE 2	Renouvellement	Compte
USINE D'EPURATION DE PERNES - 2700 EH		
PRETRAITEMENTS		
SURPRESSEUR	Renouvellement	Compte
EXTRACTION - RECIRCULATION DES BOUES		
POMPE 1	Renouvellement	Compte

Envoyé en préfecture le 30/10/2023

Reçu en préfecture le 30/10/2023

Publié le

ID : 062-200069672-20231025-02\_25102023-DE

#### → Les réseaux et tranchements

Réseaux	Quantité renouvelée dans l'exercice	Mode de gestion
Réseau (lot)		
AVALEURS ET BOUCHES EGOUT	8	Compte
TRANCHES DE REPAR	8	Compte

#### 3.4.2 Les travaux neufs réalisés

##### → Les installations

Afin de fiabiliser le fonctionnement de l'unité de traitement, d'importants travaux ont été réalisés au titre de l'année 2022, en partenariat avec la collectivité et l'exploitant :

##### • Système d'assainissement de Saint-Pol-Ville :

- Suivi et fin adaptation des postes de télé-surveillance pour passage au GPRS
- Mise en place du pilotage de l'aération du BA par Intelligence Artificielle (projet pilote sur la Région)

• **Système d'assainissement de Frévent :**

- Renouvellement des trappes d'accès aux brosses d'aération du BA

• **Système d'assainissement de Boubers-Sur-Canche (Ligny sur Canche, Boubers sur Canche, Monchel sur Canche, Conchy sur Canche, Aubrometz) :**

Les travaux suivants ont été réalisés en 2022 :

- Lagune de Boubers sur canche : Renforcement des berges sur une dizaine de mètres de la dernière lagune de finition située en amont du point A4

• **Système d'assainissement de Bonnières :**

Les travaux suivants ont été réalisés en 2022 :

- Lagune : curage du second bassin d'infiltration avec remplacement du matériau filtrant en fond de bassin
- Lagune : Instrumentation du déversoir en tête de lagune

• **Système d'assainissement de Nuncy :**

Les travaux suivants ont été réalisés en 2022 :

- Lagune : Instrumentation du déversoir en tête de lagune

• **Tous sites :**

Pour pallier à l'arrêt programmé par les opérateurs téléphoniques des supports de communication analogiques RTC et GSM Data CSD qui équipaient les installations de télésurveillance, nous avons procédé au basculement des installations concernées en mode de communication GSM-3 (concerne 23 installations). Cette adaptation s'est avérée nécessaire pour maintenir la télésurveillance des installations. Les modifications ont été terminées en 2022.

## 4.1 La maintenance du

Envoyé en préfecture le 30/10/2023

Reçu en préfecture le 30/10/2023

Publié le

ID : 062-200069672-20231026-02\_25102023-DE



On distingue deux types d'intervention :

- ✓ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ✓ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



### La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

### → Les opérations de maintenance des installations

Le suivi des postes de relèvement et des stations d'épuration fait l'objet d'un suivi régulier par des agents spécialisés ayant des connaissances pointues en électromécanique (habilitations électrique permettant d'intervenir en dépannage).

Chaque installation fait l'objet de fiches techniques et descriptives.

Les agents possèdent des PDA avec les installations répertoriées dans le logiciel GAMA, celui-ci permet de tracer leur passage et d'assurer le suivi des différentes opérations de maintenance et d'exploitation.

Les informations transmises par les installations télésurveillées font l'objet d'une exploitation centralisée, des bilans de suivi de fonctionnement journaliers et mensuels avec mise en place de régies d'anomalies.

Ils permettent :

- Le suivi à distance du fonctionnement des installations
- La connaissance précise des temps de fonctionnement, du nombre de démarrage des pompes.
- La détection rapide d'un fonctionnement anormal permettant d'intervenir sur l'installation avec même d'avoir une détection sur le pompage.
- L'estimation des volumes pompés
- La connaissance des rejets au milieu naturel pour les postes équipés de trop-pleins

En fonction des tournées des agents d'exploitation et des alarmes transmises par le système de télégestion ; les opérations d'entretien et de maintenance sont planifiées sur les ouvrages (interventions électromécaniques, curage, nettoyage...).

Les principales opérations d'entretien et de maintenance assurées au cours de cet exercice sont pour l'ensemble des ouvrages :

- La maintenance électromécanique des équipements ;
- Le curage des bâches de réception à l'aide d'engin d'assainissement ;
- Le nettoyage des paniers de dégrillage et l'évacuation des déchets ;
- Le nettoyage des abords.

Les **contrôles réglementaires** des installations électriques des postes de relèvement et des stations d'épuration ont été réalisés en 2022 par un organisme professionnel agréé.

→ Les opérations de maintenance des réseaux et branchements

Travaux d'entretien sur le réseau	2021	2022	%/N-1
Nombre de remplacements de tampons	6	7	16,7%

→ L'auscultation du réseau de collecte

Interventions d'inspection et de contrôle	2021	2022	%/N-1
Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml)	-	618	-

→ Le curage

Interventions de curage préventif	2021	2022	%/N-1
Nombre d'interventions sur réseau	418	18	-95,7%
sur branchements	0	1	100%
sur canalisations	29	17	-41,4%
sur accessoires	389	0	-100,0%
sur bouches d'égout, grilles avaloirs	389	0	-100,0%
Longueur de canalisation curée (ml)	6 303	5 705	-9,5%

Interventions curatives	2021	2022	%/N-1
Nombre de démolitions sur réseau	92	46	-50,0%
sur branchements	57	33	-42,1%
sur canalisations	33	12	-63,6%
sur accessoires	2	1	-50,0%
sur bouches d'égout, grilles avaloirs	2	1	-50,0%
Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de démolition (ml)	890	625	-29,8%

En 2022, le taux de curage curatif sur branchements

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200069672-20231025-02\_25102023-DE

→ Les points « noirs » du réseau de collecte

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage (P252.2) permet à la fois de mettre en évidence la présence de défauts structurels ponctuels et d'évaluer les stratégies d'exploitation mises en œuvre pour pallier ces défauts. Ces défauts sont naturellement susceptibles de constituer des points prioritaires d'amélioration.

	2021	2022	%/N-1
Nombre total de points concernés sur le réseau	18	16	-11,1%
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	138 096	139 102	0,7%
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km	13,03	11,50	-11,7%

Liste des points noirs identifiés et actions réalisées/à prévoir :

COMMUNE	TYPE	OUVRAGE/RUE	PROBLEMES CONSTATES	ACTIONS REALISEES 2022	ACTIONS A PREVOIR
Floirghem	Réseau unitaire	Rue Brandin	Réseau en mauvais état	Réparations ponctuelles (cunettes, étanchéité) suite étude diag	Prévoir les travaux de renouvellement
Floirghem	Réseau unitaire	PA Rue Brandin et Rue Salengro	Possibilité de déversement/inondations par temps de pluie	Etude diagnostic périodique	Etude en cours pour optimiser la gestion des eaux de ruissellement
Floirghem	Réseau unitaire	Réseau de transfert entre Floirghem et Psmas D916	Casse du réseau en amontement, réseau très fragilisé	Réparation ponctuelle effectuée + Devis ITV	ITV (en attente validation élève) puis renouvellement

Pernes	Réseau Unitaire	Rue de Blaringhem	Présence de sources drainées en permanence via le réseau unitaire plutôt que par le réseau EP	Région en bâtiment avec Tenniscourt	Proportion de travaux de dé- raccordement des sources
GAUCHIN VERLONGT	RESEAU SEPARATIF	RESEAU EU HOPITAL	Fort encrassement sur réseau difficilement accessible (pâturage, accès non carrossable) +/- 400m	Surveillance	Curage préventif - Sous réserve d'accès à périmètre
ST POL	RESEAU UNITAIRE	RUE DE FRUGES	Siphon	Curage complet	Surveillance + Sûreté de la sonde de niveau
ST POL	RESEAU UNITAIRE	PLACE LEBEL	Avaires + réseau unitaire fortement sollicité lors des marchés, foires, réseau fortement encrassé	Surveillance	Surveillance + Curage si besoin
GAUCHIN VERLONGT	RESEAU SEPARATIF	RUE DU MARAIS (STP)	Claque anti-retour (découvert en avril 2012)	Curage préventif	Surveillance
BOUBERS SUR CANCHE	RESEAU UNITAIRE	22 RUE D'HERDIN	Encrassement important du réseau lié aux problématiques de ruissellement Rue Dussart	Curage complet + Proposition d'installation d'un piége à chaleur	Surveillance + curage si besoin
FORTELE EN ARTOIS	RESEAU UNITAIRE	ANGLE RUES DE BONNIERES ET DES ROSIERS	Diamètre réseau insuffisant (DN300) par rapport au bassin versant rejette	Curage complet en remplacement d'une fosse	Surveillance + Gestion des eaux de ruissellement à revoir

FREVENT	RESEAU EAUX USEES	Rue des Ayres	Bouchures récurrentes, faible diamètre	Surveillance	Curage préventif / Vérification préventive tranchées
FREVENT	RESEAU EAUX USEES	Rue Lebas	Bouchures récurrentes sur réseau faible diamètre DN150	Interventions ponctuelles de démantèlement	Curage préventif
FREVENT	RESEAU EAUX USEES	Rues Grefath et Jean Moulin	Manque de pente, réseau peu profond et présence de inertes	Création de cuvettes	Curage préventif
FREVENT	RESEAU EAUX USEES	Cité Magnier	Problème d'accessibilité et de bouchures récurrentes sur le réseau DN150	Interventions ponctuelles de démantèlement	Voir pour création d'accès + Surveillance
FREVENT	RESEAU EAUX USEES	Stade de Football	Problématique d'accessibilité au réseau sur environ 180 m	Information transmise	Voir pour création d'accès
FREVENT	RESEAU EAUX USEES	Amont STP	Problématique d'accessibilité au réseau sur environ 80 m	Information transmise	Voir pour création d'accès

#### Pour mémoire, les points de vigilance concernant le réseau pluv

- Rue de la Gare à PERNES : le collecteur EP récupère les eaux usées du réseau EU effectués en 2020 (délai de raccordement 2 ans).
- Rue de Pressy à PERNES : l'ensemble des habitations collectées de la rue se rejette dans le cours d'eau à proximité
- 95 Rue de l'Eglise à PERNES : problématique de ruissellement
- Rue de Bours à VALHUON : Présence d'eaux usées dans le fossé car installation non raccordée sur l'EU (rapport transmis)
- Rue Labony à PERNES : Mauvais raccordements repérés dans le cadre de l'étude de diagnostic périodique

#### Pour mémoire, rappel de travaux ayant permis de supprimer des points noirs sur le commune de Frévent :

- Cité de la Blanchisserie : travaux réalisés précédemment (suite problème d'inondation)
- Rue Roger Salengro : travaux réalisés précédemment
- Angle Rues Douriens et Ferry : bouchures récurrentes générant de l'eau en cave. ITV réalisée en 2021 puis travaux proposés. Travaux réalisés début 2023.

#### 4.2.2 La maîtrise des déversements en milieu naturel

##### → La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifiés :

Nombre de points de rejet	2021	2022
Nombre d'usines de dépollution	24	14
Nombre de déversoirs d'orage	25	27
Nombre de trop-pleins de postes de relèvement/refoulement	3	3

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » [P255.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :



Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte

	Barème	Valeur ICR
<b>Partie A : Eléments communs à tous les types de réseaux (100 points)</b>		
Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	20	20
Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	10	10
Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement	20	20
Mesures débit et pollution sur les points de rejet	30	30
Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration	10	10
Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur	10	10
<b>Total Partie A</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
<b>Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)</b>		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10	0
<b>Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)</b>		
Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage	10	10
<b>Total</b>	<b>120</b>	<b>110</b>

#### → La conformité des équipements d'épuration [P204.3]

Cet indicateur [P204.3] permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU. Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité de chacune des STEU est établie par les services de l'Etat et est adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

#### → La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il [P205.3] est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci-dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l'autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Cref) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L'évaluation est réalisée en écartant les bilans non conformes correspondant à un débit arrivant en entrée de la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...). Il s'agit donc d'une évaluation de la conformité locale (et non d'une évaluation de la conformité nationale/européenne).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté préfectoral local ou arrêté du 21 juillet 2015 à défaut).

21

Envoyé en préfecture le 30/10/2023

Reçu en préfecture le 30/10/2023

Publié le

ID : 062-200089672-20231025-02\_25102023-DE

#### Conformité réglementaire des rejets

LAGUNE - BOURNÈRES	0,00
LAGUNE - BOUBERS SUR CANCHE	100,00
LAGUNE - CROISSETTE / HERICOURT	100,00
LAGUNE - CROIX EN TERNOIS	100,00
LAGUNE - HUNCO	100,00
LAGUNE - THIEULOYE	100,00
LAGUNE - VALHUON	100,00
STEP - FREVENT	100,00
STEP - PERNES	100,00
STEP - SAINT-POI - Ville	100,00

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

#### → La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3]

Cet indicateur [P254.3], qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'eau ou les règles nationales (arrêté du 21 juillet 2015), rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans non conformes correspondant à un débit entrant dans la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

Conformité des performances des équipements d'épuration	2021	2022
<b>Performance globale du service (%)</b>	<b>95</b>	<b>95</b>
STEP - FREVENT	94	100
STEP - PERNES	100	100
STEP - SAINT-POI - Ville	94	94

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Cette conformité est évaluée en retenant les règles définies par la réglementation en vigueur et incluses dans les outils mis à disposition par le Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local)). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

#### → Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et le stockage en décharge agréée.

	2021	2022
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100	100
STEP - FREVENT	100	100
STEP - PERNES	100	100
STEP - SAINT-POL - Ville	100	100

#### LAGUNE - BONNIERES

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

	2022
Débit de référence (m³/s)	48
Capacité nominale (kg/s)	18

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (\*)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Prot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	250,00	35,00					
Concentration résiduelle en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	400,00	70,00	150,00				
Charge maximale à respecter (kg/s)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	60,00	60,00	50,00				

\* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Prot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêté préfectoral ou local.

#### LAGUNE - BOM

Envoyé en préfecture le 30/10/2023

Reçu en préfecture le 30/10/2023

Publié le

ID : 062-200069672-20231025-02\_25102023-DE

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

	2022
Débit de référence (m³/s)	168
Capacité nominale (kg/s)	62

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (\*)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Prot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan		35,00	150,00				
Concentration résiduelle en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	400,00	70,00	150,00				
Charge maximale à respecter (kg/s)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	60,00	60,00					

\* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Prot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêté préfectoral ou local.

#### LAGUNE - CROISSETTE / HERICOURT

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

	2022
Débit de référence (m³/s)	280
Capacité nominale (kg/s)	27

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (\*)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Prot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	200,00	35,00					
Concentration résiduelle en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	400,00	70,00	85,00				
Charge maximale à respecter (kg/s)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	60,00	60,00	50,00				

\* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Prot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêté préfectoral ou local.



### LAGUNE - CROIX-TERRENOIS

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

	2022
Débit de référence (m³/j)	50
Capacité nominale (kg/j)	20

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (\*)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	200,00	35,00					
Concentration réductible en azote (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	400,00	70,00	150,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	60,00	60,00	50,00				

\* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêté préfectoral locaux.

### LAGUNE - NUNCO

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

	2022
Débit de référence (m³/j)	90
Capacité nominale (kg/j)	36

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (\*)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	200,00	35,00					
Concentration réductible en azote (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	400,00	70,00	150,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	60,00	60,00	50,00				

\* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêté préfectoral locaux.

### LAGUNE - TRIFUOYE

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

	2022
Débit de référence (m³/j)	50
Capacité nominale (kg/j)	20

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (\*)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	200,00	35,00	150,00	30,00			
Concentration réductible en azote (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	400,00	70,00	150,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	60,00	60,00	60,00	50,00			

\* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêté préfectoral locaux.

### LAGUNE - VALHUON

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

	2022
Débit de référence (m³/j)	80
Capacité nominale (kg/j)	22

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (\*)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	200,00	35,00					
Concentration réductible en azote (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	400,00	70,00	150,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	60,00	60,00	50,00				

\* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêté préfectoral locaux.

#### STEP - FREVENT

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

	2013
Débit de référence (m³/j)	917
Capacité nominale (kg/j)	850

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (\*)

	DICO	DBO5	MES	NTK	INGL	NIH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/l) (*)							
moyenne journalière par bilan	125,00	25,00	35,00		15,00		5,00
moyenne annuelle							2,00
Concentration résiduelle en sortie (mg/l)							
moyenne journalière par bilan	250,00	50,00	85,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	75,00	80,00	90,00		70,00		80,00
moyen annuel							

\* : En général, pour les paramètres NTK, MES, et Ptot, les conformités se jugent en moyenne annuelle, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indicateurs complémentaires d'arrêté préfectoraux locaux.

#### STEP - PERRENS

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

	2022
Débit de référence (m³/j)	1 008
Capacité nominale (kg/j)	162

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (\*)

	DICO	DBO5	MES	NTK	INGL	NIH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/l) (*)							
moyenne journalière par bilan	125,00	25,00	35,00				
Concentration résiduelle en sortie (mg/l)							
moyenne journalière par bilan	250,00	50,00	85,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	75,00	80,00	90,00				
moyen annuel							

\* : En général, pour les paramètres NTK, MES, et Ptot, les conformités se jugent en moyenne annuelle, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indicateurs complémentaires d'arrêté préfectoraux locaux.

#### STEP - SAINT

Envoyé en préfecture le 30/10/2023

Reçu en préfecture le 30/10/2023

Publié le

ID : 062-200069672-20231028-02\_25102023-DE

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

	2022
Débit de référence (m³/j)	4 665
Capacité nominale (kg/j)	540

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (\*)

	DICO	DBO5	MES	NTK	INGL	NIH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/l) (*)							
moyenne journalière par bilan	125,00	25,00	35,00				2,00
moyenne annuelle					15,00		
Concentration résiduelle en sortie (mg/l)							
moyenne journalière par bilan	250,00	50,00	85,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan							
moyen annuel							

\* : En général, pour les paramètres NTK, MES, et Ptot, les conformités se jugent en moyenne annuelle, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indicateurs complémentaires d'arrêté préfectoraux locaux.

## 5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-96 du 1<sup>er</sup> février 2016.

→ Le CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

**Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation**  
**Année 2022**  
 (en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: G551A - SAINT POL/TERNOISE ASST COLLECTIF

Assainissement

LIBELLE	2021	2022	Ecart %
<b>PRODUITS</b>	<b>1 610 888</b>	<b>2 219 664</b>	<b>37,79 %</b>
Exploitation du service	712 468	1 148 610	
Collectivités et autres organismes publics	834 102	943 716	
Travaux attribués à titre exclusif	68 667	124 798	
Produits accessoires	4 629	2 541	
<b>CHARGES</b>	<b>1 597 062</b>	<b>2 074 100</b>	<b>29,87 %</b>
Personnel	258 548	324 610	
Energie électrique	58 483	88 797	
Produits de traitement	31 285	67 002	
Analyses	14 371	12 842	
Sous-traitance, matières et fournitures	176 470	204 915	
Impôts locaux et taxes	11 172	23 373	
Autres dépenses d'exploitation	68 805	121 583	
Télécommunications, poste et télégestion	7 824	12 809	
engins et véhicules	34 861	43 688	
informatique	20 535	44 880	
assurances	4 586	6 304	
locaux	14 705	29 788	
autres	23 824	16 164	
Frais de port	318	300	
Contribution des services centraux et recherche	41 220	76 218	
Collectivités et autres organismes publics	834 102	943 716	
Charges relatives aux renouvellements	90 276	100 730	
fonds contractuel (renouvellements)	90 276	100 730	
Charges relatives aux investissements	6 040	9 328	
programme contractuel (investissements)	6 040	9 328	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contingence recouvrement	18 276	20 097	
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>13 824</b>	<b>145 564</b>	<b>NS</b>
Impôt sur les sociétés (calcul nominal)	3 801	36 380	
<b>RÉSULTAT</b>	<b>10 024</b>	<b>109 184</b>	<b>NS</b>

Conforme à la circulaire FP25 du janvier 2006

06/03/2023

→ L'état détaillé des produits

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Envoyé en préfecture le 30/10/2023

Reçu en préfecture le 30/10/2023

Publié le

ID : 062-200069872-20231025-02\_25102023-DE

Etat détaillé

Année 2022

Collectivité: G551A - SAINT POL/TERNOISE ASST COLLECTIF

Assainissement

LIBELLE	2021	2022	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	800 806	1 065 724	NS
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	553 168	858 375	
dont variation de la part estimée sur consommations	107 436	127 349	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	51 803	82 786	20,00 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	51 803	82 786	
<b>Exploitation du service</b>	<b>712 498</b>	<b>1 148 610</b>	<b>NS</b>
Produits : part de la collectivité contractante	702 428	884 160	14,49 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	703 158	738 183	
dont variation de la part estimée sur consommations	- 711	5 988	
Redevance Modernisation réseau	131 877	136 585	5,98 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	128 196	138 364	
dont variation de la part estimée sur consommations	3 680	1 192	
<b>Collectivités et autres organismes publics</b>	<b>834 102</b>	<b>943 716</b>	<b>13,14 %</b>
<b>Produits des travaux attribués à titre exclusif</b>	<b>68 667</b>	<b>124 798</b>	<b>85</b>
<b>Produits accessoires</b>	<b>4 629</b>	<b>2 541</b>	<b>-42,95 %</b>

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

08/03/2023

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessous peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

## 6.1 Le bilan énergétique du patrimoine

→ Bilan énergétique détaillé du patrimoine

Usine de dépollution

	2021	2022	N/N-1
<b>LAGUNE - BOUBERS SUR CANCHE</b>			
(Eau de consommation due à la distribution du volume traité en 2022)			
Energie relevée consommée (kWh)	24 463	800	-96,7%
<b>LAGUNE - MURICO</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	4 456	4 854	8,7%
<b>LAGUNE - DNEULOVE</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	5 940	2 806	-53,1%
<b>STEP - FREVENT</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	197 925	248 035	22,8%
<b>STEP - BERNES</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	118 022	113 298	-4,0%
<b>STEP - SAINT-POL - Vire</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	337 769	397 341	19,1%

Poste de relèvement



	2021	2022	%/N-1
PR - BOUBERS SUR CANCHE - RUE DES PONTS			
Energie relevée consommée (kWh)	247	58	-76,5%
PR - CROISSETTE - Calvaire			
Energie relevée consommée (kWh)	637	763	24,5%
PR - CROIX EN TERNOIS PIERREMONT (Hausse de consommation due à l'usure des pompes)			
Energie relevée consommée (kWh)	772	4 376	467,6%
PR - FLORINGHEM - BRANDIN			
Energie relevée consommée (kWh)	27 159	80 130	17,3%
PR - FLORINGHEM - ROGER SALENGRO			
Energie relevée consommée (kWh)	6 199	4 888	-21,1%
PR - FREVENT - CAMPING DES LONGUIGNEULES			
Energie relevée consommée (kWh)	HS	HS	-
PR - GAUCHIN VERLONGT - rue de Troisvaux (Baïsse de consommation due au remplacement des 2 pompes)			
Energie relevée consommée (kWh)	6 234	2 220	-64,4%
PR - GAUCHIN VERLONGT - RUE DU MOULIN			
Energie relevée consommée (kWh)	2 095	1701	-18,8%
PR - LA THIEULOYE - RUE DE BAUS			
Energie relevée consommée (kWh)	326	334	2,5%
PR - LA THIEULOYE - 19 MARS 1962			
Energie relevée consommée (kWh)	1 498	1 353	-9,7%
PR - PERNES - RUE DE LA GARE			
Energie relevée consommée (kWh)	2 726	2 757	3%
PR - PERNES EN ANTOIS - RUE DE SAINT POL EU 1 (Baïsse de consommation due au renouvellement de la Pompe 2 + J6 à la pluie)			
Energie relevée consommée (kWh)	11 845	5 862	-50,5%
PR - PERNES EN ANTOIS - 8 MAI (Hausse de consommation due à l'encrassement du poste et des pompes suralimentées)			
Energie relevée consommée (kWh)	1 417	4 070	187,2%
PR - VALHUON - RUE D'ANTIN (Baïsse de consommation due à la pluie)			
Energie relevée consommée (kWh)	865	383	-55,7%
PR - VALHUON - RUE DE PERNES			
Energie relevée consommée (kWh)	8 306	7 167	-13,7%
PR AERO - AUBROMETZ - CHEMIN DES SAPINS (Fonctionnement sur une année complète depuis les travaux en décembre 2022)			
Energie relevée consommée (kWh)	367	6 971	1799%
PR AERO - BONNIERES - CHEMIN DE LA FORÊT			
Energie relevée consommée (kWh)	3 239	2 830	-12,5%
PR AERO - BONNIERES - RUE D'ALLONGE			
Energie relevée consommée (kWh)	91	87	-4,4%
PR AERO - BONNIERES - RUE DE BUCCUOY (compteur Gaby HS)			
Energie relevée consommée (kWh)	27	0	-100%
PR AERO - BONNIERES - RUE DE FREVENT (Une vérification de relève sera effectuée)			
Energie relevée consommée (kWh)	79	597	555,7%

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200069672-20231025-02\_26102023-DE

PR AERO - BONNIERES - RUE DU SAC			
Energie relevée consommée (kWh)	79	67	-8,2%
PR AERO - BOUBERS SUR CANCHE - CITE MAGENTA (Baïsse de consommation due à plusieurs coupures EDF avec absence de campagne sur 15 jours)			
Energie relevée consommée (kWh)	15 348	62 343	-26,7%
PR AERO - BOUBERS SUR CANCHE - RUE DU BOURG			
Energie relevée consommée (kWh)	208	29	-85,7%
PR AERO - LIGNY SUR CANCHE - RUE DU MARAIS			
Energie relevée consommée (kWh)	-	6054	-
PR AERO - LIGNY SUR CANCHE - RUE DU MOULIN			
Energie relevée consommée (kWh)	543	473	-12,9%
PR AERO - MONCHEL SUR CANCHE - RUE DE ST POL			
Energie relevée consommée (kWh)	28	22	-15,4%
PR AERO - CONCHY SUR CANCHE - RUE DE MARIN			
Energie relevée consommée (kWh)	304 628	130 554	15,2%

#### Poste de refoulement

	2021	2022	%/N-1
PR - RAMECOURT - RUE CHARLES CHOPIN (Hausse de consommation due au remplacement des 2 pompes + incohérence EDF)			
Energie relevée consommée (kWh)	5452	8153	67,8%
PR - ROELLECOURT - FACE AU 62 RD B			
Energie relevée consommée (kWh)	3059	2404	-24,9%
PR - SAINT MICHEL SUR TERNOISE - PONT SNOE RD8			
Energie relevée consommée (kWh)	4240	9730	-10%
PR - SAINT MICHEL SUR TERNOISE - TACHINCOURT			
Energie relevée consommée (kWh)	3486	1299	-13,6%
PR - SAINT POL SUR TERROISE - RUE DES GRANGES			
Energie relevée consommée (kWh)	166	275	65,7%

#### Autres installations assainissement

	2021	2022	%/N-1
BO - PERNES EN ANTOIS - RESIDENCE DU GUM (Baïsse de consommation due au remplacement de la pompe 2)			
Energie relevée consommée (kWh)	12 582	8 682	-30,8%

## 6.2 Les données consommateurs par commune



Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
 Regu en préfecture le 30/10/2023  
 Publié le  
 ID : 062-200069672-20231025-02\_25102023-DE

	2021	2022	N/N-1
<b>AUBROMETZ</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	353	352	-0,3%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	59	62	5,1%
Assiette de la redevance (m3)	5 127	4 899	-4,4%
<b>BONNIERES</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	668	669	0,1%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	284	285	0,4%
Assiette de la redevance (m3)	26 251	22 609	-13,9%
<b>BOUBERS SUR CANCHE</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	600	585	-2,5%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	274	280	2,2%
Assiette de la redevance (m3)	24 156	19 433	-19,5%
<b>CONCHY SUR CANCHE</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	225	226	0,5%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	95	97	2,1%
Assiette de la redevance (m3)	7 853	6 472	-17,6%
<b>CONTEVILLE-EN-TERNOIS</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	87	85	-2,3%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	42	43	2,4%
Assiette de la redevance (m3)	2 426	2 600	7,2%
<b>CROISSETTE</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	281	271	-3,6%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	125	126	0,8%
Assiette de la redevance (m3)	3 607	3 837	6,4%
<b>CROIX EN TERNOIS</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	254	266	4,7%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	118	120	1,7%
Assiette de la redevance (m3)	9 983	9 758	-2,3%
<b>FLOUNGHEM</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	897	890	-0,8%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	277	279	0,7%
Assiette de la redevance (m3)	20 286	20 150	-0,7%
<b>FORTIL EN ARTOIS</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	216	218	0,9%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	95	94	-1,1%
Assiette de la redevance (m3)	7 866	8 017	1,9%
<b>PREVENT</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	3 555	3 479	-2,1%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	1 609	1 615	0,4%
Assiette de la redevance (m3)	146 029	142 239	-2,6%
<b>GAUCHIN VERLOINGT</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	131	130	-0,8%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	162	168	3,7%
Assiette de la redevance (m3)	19 585	14 418	-26,4%
<b>HERICOURT</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	98	93	-5,1%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	98	97	-1,0%

<b>LA THEULOYE</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	501	508	1,4%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	187	190	1,6%
Assiette de la redevance (m3)	14 722	12 895	-12,4%
<b>LIGNY SUR CANCHE</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	198	196	-1,0%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	78	81	3,8%
Assiette de la redevance (m3)	5 208	4 486	-13,9%
<b>MONCHEL SUR CANCHE</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	87	83	-4,6%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	98	95	-3,1%
Assiette de la redevance (m3)	2 597	4 133	66,6%
<b>MUNIC HAUTECOTE</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	488	504	3,3%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	191	187	-2,1%
Assiette de la redevance (m3)	5 520	18 701	337,1%
<b>PERNES</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 689	1 662	-1,6%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	666	712	6,9%
Assiette de la redevance (m3)	50 395	50 552	0,3%
<b>RAHECOURT</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	83	80	-3,6%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	102	106	3,9%
Assiette de la redevance (m3)	7 415	8 817	18,9%
<b>ROELLECOURT</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	164	163	-0,6%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	108	107	-0,9%
Assiette de la redevance (m3)	6 854	7 213	5,2%
<b>SAINT MICHEL SUR TERNOISE</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	238	237	-0,4%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	149	145	-2,7%
Assiette de la redevance (m3)	31 506	44 174	40,2%
<b>SAINT POL SUR TERNOISE</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	4 848	4 817	-0,6%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	2 425	2 429	0,2%
Assiette de la redevance (m3)	207 741	220 630	6,2%
<b>VALHUON</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	581	573	-1,4%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	199	201	1,0%
Assiette de la redevance (m3)	15 452	13 242	-13,6%

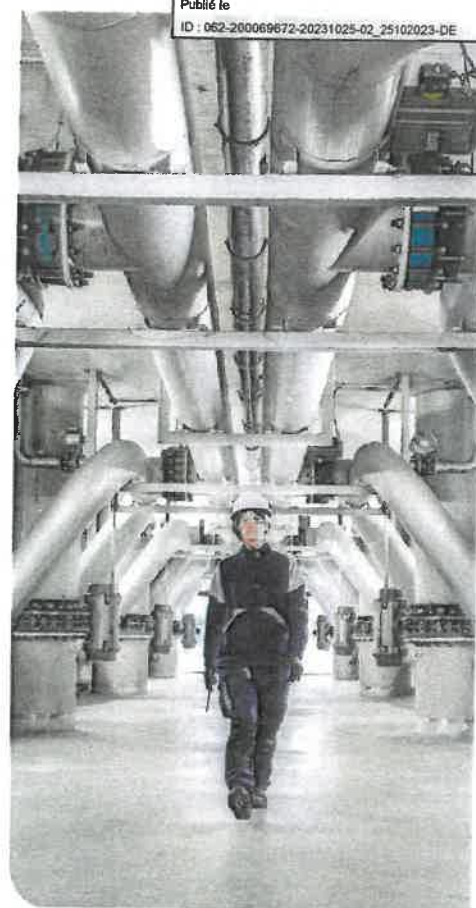


**RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE**  
CC du Ternois - Saint Pol Sur Ternoise Z.I.

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200069672-20231025-02\_25102023-DE

# 1.

L'ESSENTIEL DE  
L'ANNÉE







## 1.5 Autres chiffres clés de l'année 2022

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Conformité réglementaire des rejets (arrêt préfectoral)	Délegataire	0,0%	0,0%
LA GESTION DU PATRIMOINE	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Nombre de branchements aux usées et/ou unitaires	Délegataire	15	15
Nombre de branchements aux pnievies	Délegataire	0	0
Nombre de branchements needs	Délegataire	0	0
VP 077 Limière du réseau de collecte	collectivité (2)	m	m
Nombre de postes de relèvement	Délegataire	0	0
Nombre d'usines de dépollution	Délegataire	1	1
Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Délegataire	92 668 EH	92 668 EH
COLLECTE DES EAUX USEES	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Nombre de débranchements sur réseau	Délegataire	0	0
Longueur de canalisation curée en préventif	Délegataire	m	490 m
LA DE POLLUTION	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Volume arrivant (collecte)	Délegataire	1 388 579 m³	1 393 717 m³
VP 176 Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Délegataire	2 845 kg/j	2 658 kg/j
Charge moyenne annuelle entrante en 2H	Délegataire	44 825 t/j	44 310 t/j
Volume traité	Délegataire	1 398 979 m³	1 357 727 m³
L'EVACUATION DES SOUS-PRODUITS	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Masse de refus de triage évacués	Délegataire	2,0 t	0,0 t
Masse de sables évacués	Délegataire	5,7 t	0,0 t
Volume de graisses évacués	Délegataire	246,5 m³	67,2 m³
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Nombre de communes desservies	Délegataire	1	1
VP 056 Nombre total d'abonnés (clients)	Délegataire	10	10
- Nombre d'abonnés du service	Délegataire	13	20
- Nombre d'autres services (réception d'effluents)	Délegataire	0	0
VP 068 Assiette totale de la redevance	Délegataire	2 676 m³	3 618 m³
- Assiette de la redevance des abonnés du service	Délegataire	2 676 m³	3 618 m³
- Assiette de la redevance « autres services » (réception d'effluents)	Délegataire	0 m³	0 m³

(2) Les éléments de calcul cités du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délegataire	Mesure statistique d'entreprise	Mesure statistique d'entreprise
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délegataire	76 %	80 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délegataire	Non	Non
Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délegataire	Oui	Oui
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délegataire	En vigueur	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délegataire	Oui	Oui

30

## 1.6 L'essentiel de

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200068672-20231026-02\_25102023-DE

### 1.6.1 Principaux faits marquants de l'année

#### Rappel sur la situation administrative du système d'assainissement

Nous n'avons à ce jour pas reçu le jugement de conformité 2022 de la DREAL pour l'unité de traitement de Saint Pol ZI. Il devrait être non conforme d'après le jugement fait en interne.

L'unité de traitement dispose depuis le 7 novembre 2016 d'un arrêté préfectoral complémentaire redéfinissant les normes de rejets autorisées et les charges admissibles par le process épuratoire.

Pour pouvoir atteindre ces objectifs, nous accompagnons la Collectivité sur d'importants travaux de réhabilitation de la STEP depuis le printemps 2021, ces travaux devraient s'achever à la fin de l'année 2023. Ils concernent les points suivants :

- Construction d'un nouveau bassin d'aération et d'un poste de recirculation associé
- Réaménagement des arrivées des effluents
- Amélioration du bassin tampon existant
- Transformation d'un bassin d'aération en bassin tampon n°2
- Amélioration du fonctionnement du deuxième bassin d'aération
- Etc...

Le nouveau bassin d'aération a été mis en eau le 14 juin 2022, et permet, après une période de mise en route et plusieurs essais de réglages, d'améliorer significativement les performances de la station.





#### Suivi RSDE

Suite à l'arrêté complémentaire du 22 août 2018, relatif à la recherche des micro-polluants, la campagne initiale RSDE a été lancée début octobre 2013, sur la base de 6 campagnes sur 64 paramètres. Cette campagne initiale s'est achevée en 2014. Le rapport « campagne initiale RSDE » a été transmis à la Collectivité et la DREAL début 2015.

L'arrêté du 24/08/2017 modifie dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement. L'application de cet arrêté n'a pas fait l'objet d'un arrêté complémentaire. Nous avons sollicité l'avis de la DREAL sur l'application de cet arrêté pour lequel nous n'avons pas obtenu de retour. Nous assurons donc la surveillance pérenne suivant l'AP du 15/05/2015, l'AP du 07/11/2016 ne l'ayant ni modifié, ni abrogé.

Au titre de l'année 2022, dans le cadre de la surveillance pérenne, 17 substances ont été surveillées au point de rejet sur la base de quatre bilans moyen 24h (ajout de nouvelles substances par rapport à la campagne 2021)

#### Travaux réalisés sur l'unité de traitement en 2022 :

Afin de stabiliser le fonctionnement de l'unité de traitement, d'importants travaux de renouvellement ont été réalisés au titre de l'année 2022. Ils sont repris au chapitre 9.4 du présent rapport.

Des travaux d'aménagement ont également été réalisés dans le cadre du fonds de travaux de la station :

- Préparation du chantier de curage du BT 1 (réalisé en janvier 2023) pour le remplacement du système d'aération
- Curage du BT 2 (ancien BA 2) en juin 2022

#### Dysfonctionnements au cours de l'année 2022 :

Pour rappel, la mise en route et les essais du bassin d'aération créé dans le cadre des travaux a permis une amélioration des performances de la station à partir du mois de septembre 2022.

En complément, la station reçoit régulièrement des charges de pollution supérieures à celles autorisées dans le nouvel arrêté, avec des conséquences sur son fonctionnement. Ainsi, suite à l'accumulation de forts dépassements de DTG en entrée de STEP, nous avons rencontré au cours de l'année un épisode de dépassement élevé de paramètres en sortie de station, qui ont fait l'objet d'informations auprès des autorités.

Des informations aux autorités ont également été transmises en novembre 2022 en raison de la pénurie en Aquarhone nous obligeant à changer de réactifs pour le traitement du Phosphore. Malgré les essais réalisés en amont avec plusieurs produits, le réactif alternatif n'a pas suffi et la concentration en Phosphore a progressivement augmenté jusqu'au dépassement de la norme de rejet.

Une bouchure du réseau public le 15 décembre a engendré le déversement de 62 m3 d'eaux usées dans le milieu naturel.

#### Rejets des Industriels

Au titre de l'exercice 2022, les concentrations et charges les suivantes :

2022	HERTA	TRACOVAI	INSURELIA	BISARD
DCO (mg/l)	1880	2705	911	9977
MES (mg/l)	290	568	146	1255
Pt (mg/l)	24	12	11	28
DCO (kg/j)	2282	116	2555	1485
MES (kg/j)	952	24	306	468
Pt (kg/j)	30	0.5	29	11
Q rejet (m³/j)	1214	49	2582	573

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200089672-20231025-02\_25102023-DE

#### 1.6.2 Propositions d'amélioration

Des travaux d'amélioration et d'optimisation sont prévus dans le cadre de la réhabilitation de la STEP et actuellement en cours.

Néanmoins, nous vous proposons d'étudier les points ci-après :

- Création d'un véritable accès à l'arrière de la STEP, permettant ainsi de réaliser un sens de circulation à sens unique sur le site
- Rénovation du réfectoire et renouvellement du circuit électrique du bâtiment d'exploitation en cours
- Problématique d'éclairage sur le site (problématique l'hiver ou lors des interventions en astreinte) en cours
- Transformation de l'épandeur n°2 non utilisé actuellement en silo de stockage de boues épaissies avec agitateur, ce qui permettrait de lisser la concentration des boues sur la durée et d'éviter les retours de boues sceptiques sur les bassins biologiques
- Démantèlement du silo à chaux et de l'escalier d'accès en colimaçon de l'ancien bâtiment à côté de l'atelier boues (zones dangereuses)
- Décapage des ouvrages par sablage (mise à nu des bétons)
- Mise en place d'un pluviomètre sur le site (en cours - reste à gérer la partie archivage des données)
- Dissociation du rejet de la STEP de celui des eaux pluviales de la zone, en créant ainsi 2 points de rejet distincts à la Ternoise
- Métorisation du futur portail d'accès à la station

## 2.1 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.



L'engagement de Veolia en faveur de ce service consommateurs de proximité et de grande qualité, s'appuyant sur la densité de son ancrage territorial a permis à Veolia de devenir le premier opérateur de services d'eau et d'assainissement à obtenir l'attestation "Relation Client 100% France".

Délivrée par l'Association Française de la Relation Client (AFRC) et l'Association Origine France Garantie, elle certifie que toutes les équipes relations consommateurs des activités eau et assainissement de Veolia sont basées sur le territoire français, et bénéficient d'un contrat de travail en droit français. Elle est précédée d'un audit initial de l'AFRCOR.

Cette certification garantit que :

- 100 % des 11 Centres de Relation Client sont implantés en France ;
- 100 % des 1500 collaborateurs et conseillers clientèle impliqués dans cette relation bénéficient de contrats de droit français ;
- 100 % des consommateurs de services publics d'eau et d'assainissement, dont la relation usagers est confiée à Veolia bénéficient d'une proximité et d'une qualité "made in France".

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- ✓ la qualité de l'eau
- ✓ la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité...
- ✓ la qualité de l'information adressée aux abonnés

Envoyé en préfecture le 30/10/2023

Reçu en préfecture le 30/10/2023

Publié le

ID : 062-200069672-20231025-02\_25102023-DE

NB : En 2021, Veolia a modifié le mode de collecte de ses par téléphone à des interviews en ligne (des consommateurs répondant à un questionnaire). Cette évolution par consommateurs par en et de disposer ainsi de données plus robustes.

Ce changement de méthode peut cependant avoir pour effet un repli plus ou moins net des taux de satisfaction relevés. En effet, comme le confirme l'audit Ipsos, en charge de ces enquêtes, un écart d'une dizaine de points à la baisse est couramment observé lorsque l'on passe de l'interview téléphonique à l'e-mail. Deux causes cumulatives peuvent l'expliquer :

- ✓ Répondre à une sollicitation d'enquête par e-mail est une action volontaire et les consommateurs satisfaits sont plus enclins à cliquer sur le lien dans l'invitation pour répondre à ces enquêtes
- ✓ Dans le cadre d'une enquête téléphonique, inconsciemment, les interviewés associent l'enquêteur avec le service qu'il leur demande d'évaluer. Ils se montrent ainsi plus indulgents et donnent des notes moins sévères qu'ils ne l'auraient fait lors d'une enquête en ligne.

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

	2020	2021	2022	N/N-1
Satisfaction globale	85	78	80	+2
La continuité de service	84	82	83	+1
Le niveau de performance	64	52	55	+3
La qualité du service client offert aux abonnés	83	78	82	+4
La traçabilité des nouveaux raccordements	80	82	78	-4
L'information délivrée aux abonnés	77	75	77	+2



### Composition de votre eau !

Le cuivre, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque consommateur, qu'il soit abonné ou service ou habite en logement collectif sans abonnement direct peut demander la composition de son eau.



→ Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia

Par ces 5 promesses, Veolia souhaite se vouloir de placer les consommateurs des services publics d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service : nous leur devons chaque jour une eau potable distribuée à domicile, l'assainissement de leurs eaux usées, mais aussi un accompagnement, une réactivité et une transparence sans faille.

- #1 Qualité : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».
- #2 Intervention : « Nous réagissons et nous aidons à faire face aux incidents »
- #3 Budget : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »
- #4 Service : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »
- #5 Conseil : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

## 3.4 Gestion du patrimoine

### 3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ Les installations

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
<b>PRETRAITEMENT</b>		
DESSABLAGES		
POMPE A BULLES	Renouvellement	Compte
ANALYSE / MESURE		
ANALYSEUR COT	Rénovation	Compte
<b>TRAITEMENT BIO A BOUES ACTIVEES</b>		
ZONE D'AEROBIE		
AMITATEUR 2 BA 2	Renouvellement	Compte
<b>CLARIFICATION</b>		
ANALYSE / MESURE		
DETECTION VOILE DE BOUES FOND SUCEUR 1	Rénovation	Compte
<b>RECIRCULATION DES BOUES</b>		
VANNE D'ISOLEMENT PPE 1 CLARIF SUCE 1	Renouvellement	Compte
CLAPET PPE 1 CLARIF SUCE 1	Renouvellement	Compte
VANNE D'ISOLEMENT PPE 2 CLARIF SUCE 1	Renouvellement	Compte
CLAPET PPE 2 CLARIF SUCE 1	Renouvellement	Compte
VANNE D'ISOLEMENT PPE 1 CLARIF RACLE 2	Renouvellement	Compte
CLAPET PPE 1 CLARIF RACLE 2	Renouvellement	Compte
VANNE D'ISOLEMENT PPE 2 CLARIF RACLE 2	Renouvellement	Compte
CLAPET PPE 2 CLARIF RACLE 2	Renouvellement	Compte

Envoyé en préfecture le 30/10/2023		
Reçu en préfecture le 30/10/2023		
Publié le :		
ID : 062-200069672-20231025-02_25102023-DE		
REJET EAUX EPUREES		
ANALYSE / MESURE		
MESURE DU PH ET TO		
EXTRACTION DES GRAISSES		
POMPE DES GRAISSES	Rénovation	Compte
POMPE DE SOLLEVAGE DES GRAISSES		
UNITE DE CONTROLE / COMMANDE		
ORGANES DE CONTROLE / COMMANDE	Renouvellement	Compte
AUTOMATE DESHYDRATATION		
LABORATOIRE		
UTILITES	Renouvellement	Compte
POMPE A VIDE AIR		

## 4.1 La maintenance du patrimoine

On distingue deux types d'interventions :

- ✓ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ✓ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.

**La gestion centralisée des interventions**

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné en attente d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

#### Conformité réglementaire des rejets

STEP - SAINT-POL - 21

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Arrêté préfectoral

0,00

0,00

#### → La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (P254.3)

Cet indicateur (P254.3), qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau ou les règles nationales (arrêté du 21 juillet 2015), rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans non conformes correspondant à un débit entrant dans la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

#### Conformité des performances des équipements d'épuration

	2020	2021	2022
Performance globale du service (%)	59	56	48
STEP - SAINT-POL - 21	53	56	48

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Cette conformité est évaluée en retenant les règles définies par la réglementation en vigueur et incluses dans les outils mis à disposition par le Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local)). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

#### → Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes (P206.3)

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et le stockage en décharge agréée.

	2020	2021	2022
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100	100	100
STEP - SAINT-POL - 21	100	100	100

#### 4.3.2 Bilan d'exploitation et conformité par station

Les données de bilan et conformité sont détaillées en annexe du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'auto-surveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.

#### STEP - SAINT-POL

Envoyé en préfecture le 30/10/2023

Reçu en préfecture le 30/10/2023

Publié le

ID : 062-200069672-20231025-02\_25102023-DE

#### Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'auto-surveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

#### Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

	2022
Débit de référence (m³/j)	5 615
Capacité nominale (kg/j)	5 700

#### Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (\*)

	DCO	DBO5	MES	NTK	TVGL	TRH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	90,00	20,00	30,00	15,00	25,00		1,50
Concentration réhabilitaire en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	250,00	50,00	85,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
journalière par bilan	505,00	112,00	168,00	84,00	140,00		8,40
Rendement minimum moyen (%)							

\* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes mensuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, celle nous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêté préfectoral, jusqu'à.

## 5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-95 du 1<sup>er</sup> février 2016.

#### → Le CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.



VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation  
Année 2022  
(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: G552A - ST POL SUR TERNOISE ZI DSP-ASS

Assainissement

LIBELLE	2021	2022	Ecart %
<b>PRODUITS</b>	<b>1 018 550</b>	<b>1 152 002</b>	<b>13,10 %</b>
Exploitation du service	854 001	1 008 901	
Collectivités et autres organismes publics	164 549	143 442	
<b>CHARGES</b>	<b>1 072 382</b>	<b>1 225 349</b>	<b>14,26 %</b>
Personnel	191 179	219 583	
Energie électrique	107 797	87 209	
Produits de traitement	154 280	189 282	
Analyses	14 908	47 339	
Sous-traitance, matières et fournitures	218 010	240 181	
Impôts, taxes et taxes	7 605	11 442	
Autres dépenses d'exploitation	35 128	82 280	
télécommunications, poste et télégraphie	5 538	7 672	
engins et véhicules	16 215	24 755	
informatique	21 444	32 831	
assurances	4 828	5 585	
locaux	15 482	30 507	
autres	- 28 381	- 19 001	
Frais de contrôle	2 400	2 280	
Contribution des services centraux et recherche	44 913	60 382	
Collectivités et autres organismes publics	104 549	143 442	
Charges relatives aux renouvellements	53 617	53 749	
fonds contractuel (renouvellements)	53 617	53 749	
Charges relatives aux investissements	77 859	88 222	
programme contractuel (investissements)	26 619	27 018	
fonds contractuel (investissements)	51 240	61 204	
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>- 53 832</b>	<b>- 73 347</b>	<b>-36,25 %</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>- 53 832</b>	<b>- 73 348</b>	<b>-36,25 %</b>

Conforme à la situation FP22 de janvier 2023

06/03/2023

→ L'état détaillé des produits

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.  
Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200085672-20231025-02\_25102023-DE

Etat détaillé des produits (1)  
Année 2022

Collectivité: G552A - ST POL SUR TERNOISE ZI DSP-ASS

Assainissement

LIBELLE	2021	2022	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	222 150	355 689	NS
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	60 500	319 988	
dont variation de la part estimée sur consommations	161 651	35 702	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	580 611	561 608	1,00 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	280 150	390 821	
dont variation de la part estimée sur consommations	290 460	16 787	
Cotisations au fond contractuel	61 240	61 204	10,45 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	31 240	87 204	
<b>Exploitation du service</b>	<b>854 001</b>	<b>1 008 501</b>	<b>18,16 %</b>
Produits : part de la collectivité contractante	104 549	143 442	-12,83 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	88 710	147 569	
dont variation de la part estimée sur consommations	75 839	- 4 118	
<b>Collectivités et autres organismes publics</b>	<b>164 549</b>	<b>143 442</b>	<b>-12,83 %</b>

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimales, le total des produits ci-dessus peut être inférieur à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

Les principales évolutions des produits et des charges sont les suivantes :

→ Explications sur l'impact inflation sur les CARE

★ Une année marquée par de fortes variations de prix

L'année 2022 a été marquée par un très fort retour de l'inflation qui a bouleversé les équilibres budgétaires prévus des services aux collectivités, parmi lesquels ceux de l'eau et de l'assainissement.

Cette inflation s'est inscrite dans un contexte d'incertitudes multiples et grandissantes depuis la fin 2021, et rendant les prix des matières, des services et de l'énergie très volatiles : impacts de la crise COVID sur les approvisionnements de composants et de matières premières, impact de la guerre en Ukraine sur l'énergie, réduction des capacités de production d'électricité nucléaire en France.

Depuis de nombreuses années, les services Achat de Veolia élaborent des prévisions d'évolution des marchés, et des stratégies d'approvisionnement à 2/3 ans visant à limiter les risques de volatilité de nos prix d'achat. Ces stratégies avaient peu d'impact en période de grande stabilité de l'inflation, mais elles se sont révélées utiles en 2022 pour limiter les violents impacts de la crise.

Sur l'énergie :

- rappelons tout d'abord que le prix de l'énergie est régulé pour partie (ARENH) et que cela ne couvre qu'une partie de l'alimentation des services d'eau et d'assainissement globalement ; les services sont ainsi soumis pour partie aux prix du marché, de même que les achats électriques des autres services publics,
- de 50 euros/MWh en début d'année 2021, le prix de base du marché (non régulé) est passé à plus de 200 euros/MWh dès décembre 2021, et est monté jusqu'à 700 euros à l'été 2022.
- une stratégie de couverture de ces coûts d'énergie non régulés, prise mi-2021 pour les années 2022 et 2023 a permis de limiter les effets de l'inflation sur certains de nos contrats.
- en outre, l'Etat a mis en place courant 2022 un dispositif supplémentaire "bouclier" (ARENH+) qui a permis de réduire les volumes d'achat à acheter sur le marché, ce qui a permis d'améliorer nos factures globales d'électricité sur l'année

Sur les réactifs :

- les prix moyens du marché des réactifs ont augmenté de 64% en 2022
- les contrats d'achats mutualisés au niveau français de Veolia ont permis de limiter nos coûts d'approvisionnement et de sécuriser l'approvisionnement malgré des crises ponctuelles liées à la pénurie de matières.

Sur les matériels et équipements :

- les prix moyens de ces marchés ont augmenté de 12% en 2022
- les contrats d'achats mutualisés au niveau mondial de Veolia ont permis de limiter cette hausse.

Plus globalement, sur certains contrats, la maîtrise des coûts, anticipée et opérée par Veolia, a permis de réduire le dérapage de certaines charges d'exploitation et de travaux, et d'éviter des demandes de révision très fortes des tarifs, à l'instar de ce que l'on observe sur de nombreuses collectivités pour 2023.

Après une inflation moyenne de 5,9% en 2022, les estimations montrent que pour 2023, elle va continuer d'impacter les prix fortement :

- la Banque de France prévoit une inflation comprise entre 4,7% et 6,9% selon ses scénarios
- l'OCDE estime l'inflation française autour de 5,8%
- les coûts d'énergie du marché devraient un peu baisser, et les coûts pour Veolia seront encore atténués sur certains contrats par les accords de couverture passés en 2021, ce qui ne sera plus du tout le cas en 2024.

Du fait de ces variations, il est alors important de mettre en place des indices de référence le plus proche de la réalité et de raccourcir les périodes de mise à jour comme cela l'a été proposé aux collectivités cette année.

**SIDEN  
SIAN**

**Noréode**  
Les Régions du SIDI-SIAN

# RAPPORT 2022

SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT



Communauté de Communes du Ternois

## LES CHIFFRES CLES DES COMMUNES COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU TERNOIS Les compétences transférées au SIDI-SIAN

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 052-200069672-20231025-02\_25102023-DE

Commune (1)	Eau potable (0 commune)	Assainissement collectif (1 commune)	Assainissement non collectif (0 commune)	Eau pluviales (0 commune)
AUXI-LE-CHATEAU	Commune	EPIC		Commune

### Le Service Public d'Assainissement Collectif des communes

Adhésion et expiration du service

L'agglomération d'assainissement est constituée :

- des abonnés raccordés aux réseaux de collecte des eaux usées ;
- des abonnés non raccordés mais potentiellement raccordables.

Commune	Date d'adhésion EPIC	Date de l'ère adhésion de la commune	Exploitant du service
AUXI-LE-CHATEAU	29/12/2017	31/12/2018	SIDI-SIAN Noréode Assainissement

### Les communes et leurs agglomérations d'assainissement collectif

Commune	Agglomération d'assainissement et station d'épuration
AUXI-LE-CHATEAU	AUXI-LE-CHATEAU

### Les agglomérations d'assainissement collectif et leurs stations d'épuration

Le zonage d'assainissement des communes

Commune	Logements en zone d'assainissement collectif	Logements en zone d'assainissement collectif à raccorder
AUXI-LE-CHATEAU	1 323	

Le linéaire des réseaux de collecte d'assainissement collectif des communes

Commune	Réseau unitaire / Km	Réseau séparatif unit / Km
AUXI-LE-CHATEAU		14,39

Les stations de pompage d'eau usée des communes

Stations de pompage (3)
AUXI-LE-CHATEAU SR chemin du Pont Rouge
AUXI-LE-CHATEAU SR rue Commune de Paris
AUXI-LE-CHATEAU SR rue Roger Salengro

Les données sont issues des renseignements

Commune	Nombre total de déversoirs d'orage (et trop-pleins autosurveillés)	Nombre de déversoirs d'orage auto-surveillés (et trop-pleins autosurveillés)
AUXI-LE-CHATEAU	3	

Nombre d'interventions du service d'assainissement collectif dans les communes en 2022

Interventions sur branchement assainissement	Interventions sur réseau assainissement
0	2

Le programme de travaux d'assainissement collectif des communes adopté par l'assemblée délibérante au cours de la dernière séance

Libellé de l'opération (travaux)	Montant / € HT	Année prévisionnelle votée	Affectée sur
AUXI-LE-CHATEAU - Rue du Pont Neuf	340 000,00	2022	2022

Tarif global du service d'assainissement collectif

Tarif global du service d'assainissement collectif	Année 2022	Année 2023	Evolution %
Abonnement mensuel en € HT	4,40	4,40	0 %
Partie proportionnelle en € HT	2,042	2,289	12,0 %
Modernisation des réseaux (agence de l'Eau) en € HT	0,240	0,200	-4,0 %
TVA	10 %	10 %	0 %

Les données sont issues des renseignements

Paramètres	DBO5	DCO	MES	P	NGL	N-AM4+
Norme expectative (mg/l)	25,00	125,00				
Norme concentration admissible (mg/l)	30	250	85		30	
Norme reassept (°C)						
Nb dépassements autorisés/an	2	2	2	0	0	0

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200069672-20231025-02\_25102023-DE

Les données

Paramètres	DBO5	DCO	MES	P	NGL	N-AM4+
Charge organique 2022 (gpg)	1,04	6,18	0,78	0,13	1,16	0,27
Rendement 2022 (%)	86,86	87,88	98,41	85,88	95,78	98,70
Score produit 2022 (TMS)	38,66					38,66
Score évalueur 2022 (TMS)						38,66

Indicateurs de conformité et conformité : C = Conforme, NC = Non conforme

Paramètres	Indicateurs	Valeur 2022
P204.3	Conformité des performances d'épuration au regard de l'acte individuel (en %)	100,00
P205.3	Conformité de la collecte des effluents	C
P204.1	Conformité des équipements d'épuration	C
P205.3	Conformité de la performance d'épuration	C

Les données sont issues des renseignements : l'indicateur C est par défaut rempli par le pilote de l'eau à la date d'émission ; la conformité est consultable sur le site internet officiel du Ministère de l'Énergie, du Développement durable et de l'Énergie à l'adresse <http://mesureperformanceassainissement.durc.fr/> - Mode opératoire : Chercher le nom de la station de traitement puis voir un des sur le site internet, puis aller dans l'onglet "Indicateurs de conformité" - Mode opératoire : Chercher le nom de la station de traitement puis voir un des sur le site internet, puis aller dans l'onglet "Indicateurs de conformité"

## Fiche 2022 Agglomération d'assainissement : AUXI-LE-CHATEAU

### Tratement des effluents

Coverge d'épuration / Code Nomade : AUXI-LE-CHATEAU STSP rue du Cheval / AA-0440

Maire d'ouvrage : SIDEN-SIAN - Exploitant : SIDEN-SIAN PECQUENCOURT SUD

Date de mise en service : 17/08/2011

Type de station : Basse activité séparation prolongée

Milieu récepteur : l'Aathie

Date (déclaration / d'autorisation) : 16/08/2011

Capacité nominale : 3 600 EH

### Communes associées

Nom	Maire d'ouvrage	Exploitant du réseau	Agence de l'eau
AUXI-LE-CHATEAU	Siden-Sian	Siden-Sian Pecquencourt Sud	Agence de l'Eau Artois-Picardie

### Caractéristiques d'épuration

Paramètres	DBO5	DCO	MES	P	NGL	N-AM4+
Capacité (gpg/jour)	218,0	887,0	364,0	10,0		48,0
Charge organique 2022 (gpg/jour)	87,23	288,85	134,40	3,31	27,59	27,69
Débit nominal (m³/jour)		1 080				1 080
Débit de pointe conventionnel (m³/j)		80				128 578
						Volume traité (m³/jan) 2022

38



Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200069672-20231026-02\_28102023-DE

Facture Type en € au 1er Janvier 2022 base 120m3

Facture Type en € au 1er Janvier

		2022				2023				
AUXILLE-CHATEAU (62060)	Quantité	Prix unitaire	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC	Prix unitaire	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC	Variation 2023/2022
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES										
Partie fixe mensuelle (Norsade Assainissement)	12	4.4000	52.80	5.28	58.08	4.4000	52.80	5.28	58.08	0.00%
Partie proportionnelle (Norsade Assainissement)	120	2.0420	245.04	24.50	269.54	2.2890	274.68	27.47	302.15	12.10%
ORGANISMES PUBLICS										
Modernisation des réseaux (Agence de l'Eau)	120	0.2100	25.20	2.52	27.72	0.2000	24.00	2.40	26.40	-4.76%
Lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	120	0.3500	42.00	4.21	46.21	0.3200	38.40	3.84	42.24	-6.57%
		TOTAL	579.24	46.39	625.63	TOTAL	622.28	59.04	681.32	

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°03/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Droit de préemption urbain sur la commune de Buire au Bois</b>

La séance ouverte, le Président expose aux Délégués Communautaires que dans le cadre de ses compétences, la Communauté de Communes du Ternois, exerce de plein droit la compétence en matière de PLU, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale depuis le 1er janvier 2017. Ceci a pour conséquence le transfert de plein droit du Droit de Préemption Urbain à la Communauté de Communes du Ternois.

La commune de Buire au Bois souhaite instaurer un droit de préemption urbain à son bénéfice sur la parcelle AB162 d'une contenance totale de 688 m<sup>2</sup>, dans le but d'aménager :

- un cheminement facilité pour accéder au cimetière et à l'église
- un espace naturel.



Vu l'article L.124-1 du Code de l'urbanisme,  
Vu les articles L.211-1 et R.211-2 du Code de l'urbanisme,  
Vu la demande de la commune de Buire au Bois en date du 26 juillet 2023 ;

M. le Président propose aux Membres du Conseil Communautaire d'instituer le droit de préemption urbain au bénéfice de la commune de Buire au Bois sur la parcelle AB 162 d'une contenance totale de 688 m<sup>2</sup>, dans le but d'aménager :

- un cheminement facilité pour accéder au cimetière et à l'église
- un espace naturel.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'instituer le droit de préemption urbain au bénéfice de la commune de Buire au Bois sur la parcelle AB 162 d'une contenance totale de 688 m<sup>2</sup>, dans le but d'aménager :

- un cheminement facilité pour accéder au cimetière et à l'église
- un espace naturel.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 30/10/23  
et publication et notification le 30/10/23



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°04/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 112 (113-1)	POUR : 112 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Droit de Prémption Urbain sur la commune d'AUMERVAL</b>

*La séance ouverte, M. Jean BRUYANT Maire de Bailleul les Pernes ne prendra pas part au débat, ni au vote de cette délibération, pour éviter tout conflit d'intérêt, au titre du pouvoir donné par M. François COUVREUR, Maire d'AUMERVAL.*

M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que dans le cadre de ses compétences, la Communauté de Communes du Ternois, exerce de plein droit la compétence en matière de PLU, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale depuis le 1er janvier 2017. Ceci a pour conséquence le transfert de plein droit du Droit de Prémption Urbain à la Communauté de Communes du Ternois.

La commune d'Aumerval souhaite instaurer un droit de préemption urbain à son bénéfice sur les parcelles AC54, AC55 et AC131 d'une contenance totale de 3 896 m².

Le bien sur ces parcelles a brûlé en décembre 2022 et se situe au 23 et 25 La Place à Aumerval. La commune d'Aumerval souhaiterait récupérer un des hangars pour en faire un lieu de stockage.

Dans le logement, un béguinage serait créé pour les personnes âgées, en plein cœur du village.





Vu l'article L.124-1 du Code de l'urbanisme,  
Vu les articles L.211-1 et R.211-2 du Code de l'urbanisme,  
Vu la demande de la commune d'Aumerval en date du 31 juillet 2023 ;

M. le Président propose aux Membres du Conseil Communautaire d'instituer le droit de préemption urbain au bénéfice de la commune d'Aumerval sur les parcelles AC54, AC55 et AC131 d'une contenance totale de 3 896 m<sup>2</sup>, dans le but de créer un lieu de stockage et un béguinage.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### DECIDE :

D'instituer le droit de préemption urbain au bénéfice de la commune d'Aumerval sur les parcelles AC54, AC55 et AC131 d'une contenance totale de 3 896 m<sup>2</sup>, dans le but de créer un lieu de stockage et un béguinage.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le

30/10/23  
30/10/23



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°05/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme Infracommunautaire du Pernois et bilan de la concertation</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires :

VU la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite loi Grenelle II ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 dite « loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové » (ALUR) ;

VU la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 à R.153-7 ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment le livre 1<sup>er</sup> chapitre IV (Articles R104-11 à R104-14) ;

VU la délibération du Syndicat Mixte du SCoT du Pays du Ternois en date du 07 avril 2016 approuvant le SCoT du Pays du Ternois ;

VU la délibération en date du 10 avril 2019 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Infracommunautaire du Pernois (PLUi), définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de concertation.

Il sera rappelé au conseil communautaire les conditions dans lesquelles le projet de PLUi a été mené, à quelle étape de la procédure il se situe et présente ledit projet.

En application de l'article L.103-6 du code de l'urbanisme; le bilan de la concertation dont a fait l'objet l'élaboration du projet de PLUi doit être tiré et, en application de l'article L.153-14 du même code, ledit document doit être arrêté par délibération du conseil communautaire et communiqué pour avis aux personnes mentionnées aux articles L.153-16, L.153-17 et L.153-18 du code de l'urbanisme.

Pour rappel, voici les objectifs de l'élaboration du PLUi :

L'élaboration du Plan local d'urbanisme infracommunautaire du Pernois prescrit en conseil communautaire du 10 avril 2019 représente pour la collectivité une opportunité de mener une réflexion sur son développement à moyen terme afin d'assurer un urbanisme maîtrisé. Les objectifs poursuivis dans le cadre de ce PLUi sont les suivants :

**A. Objectifs réglementaires**

1. L'équilibre entre :

- a. Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b. Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
- c. Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d. La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e. Les besoins en matière de mobilité ;

2. La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3. La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipements commerciaux, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;
4. La sécurité et la salubrité publiques ;
5. La prévention des risques naturelles prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
6. La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
7. La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;
8. La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.

**B. Objectifs spécifiques du territoire**

En matière de développement urbain :

- Lutter contre l'étalement urbain et maîtriser la périurbanisation ;
- Prendre en compte et préserver les besoins en surfaces agricoles ;

- Promouvoir et favoriser les modes d'habitats et d'élaboration de logements durables dans une perspective de rationalisation de la consommation des espaces et de la recherche de qualité des paysages et des formes urbaines ;
- Mettre en cohérence au sein d'un document unique, les politiques engagées en matière de transport-mobilité, développement économique, équipements, préservation de l'environnement et du patrimoine local ;
- Préserver et valoriser l'environnement et le cadre de vie ;
- Articuler les politiques d'aménagement, d'habitat et de déplacement dans un seul document et les traduire dans des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ;
- Promouvoir de nouvelles formes urbaines orientées vers une gestion économe de l'espace.

#### En matière d'habitat :

- Identifier des potentialités foncières (renouvellement du bâti) et définir une stratégie foncière ;
- Réhabilitation d'îlots dégradés dans les centres bourgs ;
- Caractériser les besoins des habitants actuels et futurs afin de proposer une offre adéquate de logements ;
- Accompagner le projet de développement et d'accueil du territoire en articulant le développement urbain et opérationnel et la programmation de logements sociaux ;
- Offrir de nouvelles conditions d'accueil afin de répondre aux besoins des populations en place, à venir et aux parcours résidentiels des ménages ;
- Favoriser la mixité sociale et améliorer l'adéquation entre offre et demande de logements en définissant des objectifs adaptés aux communes en fonction de leurs équipements et de leur rapport à la centralité ;
- Développer l'offre à destination des personnes en difficultés et des publics spécifiques (jeunes actifs, étudiants, personnes âgées, gens du voyage, ...) ;
- Permettre à tous un parcours résidentiel choisi de qualité et adapté aux besoins ;
- Promouvoir un habitat solidaire et durable ;
- Diminuer la précarité énergétique ;
- Promouvoir le renouvellement urbain dans les centres urbains ;

#### En matière de développement économique :

- Préserver et conforter les zones d'activités du territoire :
  - Développer et structurer un territoire attractif ;
  - Optimiser le fonctionnement des zones existantes ;
  - Conforter la zone d'activités de Pernes.
- Préserver et développer l'économie agricole ;
- Renforcer la dynamique commerciale du territoire :
  - Renforcer la dynamique commerciale dans les bourgs-centres en mettant en valeur le circuit commercial en lien avec les espaces publics ;
  - Renforcer la dynamique commerciale du territoire et assurer la mixité des fonctions au sein des villes et villages ;

#### En matière d'environnement :

- Adapter les règles d'urbanisme aux nouvelles normes de performance énergétique et aux nouvelles formes d'habitat (habitat résilient) ;
- mettre en cohérence les surfaces ouvertes à l'urbanisation avec la connaissance des risques d'inondation ;
- Poursuivre la mise en œuvre de la trame verte et bleue et s'appuyer sur les richesses existantes du territoire en termes de paysage, d'entrée de ville, de patrimoine, d'espaces naturels et agricoles pour définir un projet garant de l'identité locale ;

#### En matière de tourisme :



- Anticiper et promouvoir le développement du tourisme vert en s'appuyant sur les richesses environnementales du territoire ;
- Conforter l'attractivité du territoire dans une démarche de valorisation environnementale ;
- Diversifier l'offre d'hébergements touristiques ;
- Prendre appui sur la richesse environnementale ;

Pour rappel, les modalités de concertation qui ont été prescrites dans la délibération de prescription :

**Outils d'information :**

- Affichage de la délibération pendant toute la durée de l'étude ;
- Exposition publique ;
- Affichage dans les lieux publics (mairies, agences TERNOISCOM ...) de panneaux d'exposition ;
- Mise à disposition du dossier au siège de TernoisCom ;
- Mise en place d'une information régulière dans les Bulletins d'informations TERNOISCOM ;

**Outils à disposition du public pour s'exprimer et engager le débat :**

- Un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis à disposition du public tout au long de la procédure, au sein du service urbanisme intercommunal ainsi que dans les communes ;
- Réunion publique avec la population ;
- Mise à disposition, sur le site internet de la Communauté de Communes, d'éléments d'information sur l'état d'avancement de la procédure ;

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article L103-6 du code de l'urbanisme, il doit être tiré le bilan de la concertation ;

**CONSIDERANT** que la concertation préalable à l'arrêt du projet s'est déroulée dans des conditions compatibles avec les exigences légales.

Après avoir entendu l'exposé du Président :

**ENTENDU** le débat au sein du conseil communautaire en date du 18 octobre 2022 sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable, conformément à l'article L.153-12 du code de l'urbanisme ;

**VU** le bilan de la concertation préalable ;

**VU** le projet de PLUi et notamment le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement et ses documents graphiques associés, les annexes, l'évaluation environnementale et son résumé non technique ;

**CONSIDERANT** que le projet de PLUi est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration et aux organismes qui ont demandé à être consultés ;

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

**ENTENDU** l'exposé de son Président ;

**APRES** en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

- **TIRE** le bilan de la concertation conformément à l'article L103-6 du code de l'urbanisme et considère ce bilan comme favorable.

- **ARRETE** le projet de Plan Local d'Urbanisme infracommunautaire du Pernois conformément à l'article L.153-14 du Code de l'Urbanisme.

- **PRECISE** que le projet du PLUi arrêté sera notifié pour avis conformément aux articles L.153-16 à L.153-17 :

- aux personnes publiques associées,
- à la commission départementale des espaces naturels agricoles et forestiers (CDPENAF),
- aux communes limitrophes et établissements publics de coopération intercommunale qui ont demandé à être consultés sur le projet.

- **INFORME** que les personnes publiques mentionnées aux articles L.132-12 et L.132-13 pourront en prendre connaissance si elles le demandent.

- **AUTORISE** Monsieur le Président à soumettre ensuite le projet de PLUi du Pernois, assorti des avis recueillis, à une procédure d'enquête publique dans les conditions prévues par le Code de l'Urbanisme ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président à procéder ensuite aux modifications éventuelles pour tenir compte des avis recueillis et des résultats de l'enquête publique

- **RAPPELLE** qu'un PLUi-HM à l'échelle de la Communauté de Communes du Ternois a été prescrit par délibération du 29.06.2022, qui couvrira l'intégralité de TernoisCom et ses 103 communes, amènera une évaluation dans la mise en œuvre du PLUi du Pernois et une évolution dans l'écriture du PADD et du règlement.

La délibération et le projet de PLUi seront transmis à M. le Préfet du Pas-de-Calais.

Conformément à l'article R 153-3 du Code de l'Urbanisme, la délibération sera affichée au siège de l'établissement public de coopération intercommunale et en mairie des communes membres concernées pendant un délai d'un mois.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 30/10/23

et publication et notification le 30/10/23



Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Marc BRIDOUX



## Bordereau d'acquiescement de transaction

Collectivité : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS  
Utilisateur : UT\_200069672 UT\_200069672

### Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	05_25102023
Objet :	ARRET DU PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME INFRACOMMUNAUTAIRE DU PERNOIS ET BILAN DE LA CONCERTATION
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-10-30 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	2.1.2 - PLU
Identifiant unique :	062-200069672-20231030-05_25102023-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

### Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b> Nom métier : 062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_0.xml	text/xml	3.4 Ko
<b>Document principal (Délibération)</b> Nom original : 05.25102023 Arr__t Projet PLUi du Pernois.pdf Nom métier : 99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	261.5 Ko
<b>Document principal (Délibération)</b> Nom original : Aumerval.pdf Nom métier : 99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	1.6 Mo
<b>Document principal (Délibération)</b> Nom original : Bailleul_les_Pernes.pdf Nom métier : 99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_3.pdf	application/pdf	2 Mo
<b>Document principal (Délibération)</b> Nom original : Bours.pdf	application/pdf	9 Mo



Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_4.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	801 Ko
Nom original : Conteville_en_Ternois.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_5.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	10.3 Mo
Nom original : Floringhem.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_6.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	1.5 Mo
Nom original : Fontaine_les_Hermans.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_7.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	1.3 Mo
Nom original : Hestrus.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_8.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	798.1 Ko
Nom original : Huclier.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_9.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	4.6 Mo
Nom original : La Thieuloye.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_10.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	8.9 Mo
Nom original : Marest.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_11.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	1.4 Mo
Nom original : N__don.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_12.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	2.2 Mo
Nom original : N__donchel.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_13.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	9.3 Mo
Nom original : Pernes.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_14.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	2.5 Mo
Nom original : Pressy.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_15.pdf		



<b>Document principal (Délibération)</b> Nom original : Sachin.pdf Nom métier : 99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_16.pdf	application/pdf	3.2 Mo
<b>Document principal (Délibération)</b> Nom original : Sains_les_Pernes.pdf Nom métier : 99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_17.pdf	application/pdf	4 Mo
<b>Document principal (Délibération)</b> Nom original : Tangry.pdf Nom métier : 99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_18.pdf	application/pdf	1.2 Mo
<b>Document principal (Délibération)</b> Nom original : Valhuon.pdf Nom métier : 99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_19.pdf	application/pdf	7 Mo
<b>Document principal (Délibération)</b> Nom original : 1. Diagnostic agricole.pdf Nom métier : 99_DE-062-200069672-20231030-05_25102023-DE-1-1_20.pdf	application/pdf	78.6 Mo

### Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
En attente d'être postée	30 octobre 2023 à 14h31min59s	Dépôt dans un état d'attente
Posté	30 octobre 2023 à 14h32min03s	La transaction a été postée par l'agent télétransmetteur Marc
En attente de transmission	30 octobre 2023 à 14h32min43s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	30 octobre 2023 à 14h33min07s	Transmis au MI
Acquittement reçu	30 octobre 2023 à 14h33min23s	Reçu par le MI le 2023-10-30

## Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS  
Utilisateur : UT\_200069672 UT\_200069672

### Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	05A_25102023
Objet :	DOCUMENTS COMPLEMENTAIRE PLU PERNOIS
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-10-25 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	2.1.2 - PLU
Identifiant unique :	062-200069672-20231025-05A_25102023-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

### Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b>	text/xml	1.3 Ko
Nom métier :		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	45.8 Mo
Nom original : 1.1 Tome I_Rapport de Pr__sentation_Diagnostic.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05A_25102023-AU-1-1_1.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	13.9 Mo
Nom original : 1.2 Tome II_Justifications.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05A_25102023-AU-1-1_2.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	76.1 Mo
Nom original : 1.3 Tome III_Evaluation Environnementale.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05A_25102023-AU-1-1_3.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	6.8 Mo
Nom original : 1.4_R__sum__ non technique.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05A_25102023-AU-1-1_4.pdf		

### Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
En attente d'être postée	30 octobre 2023 à 14h39min14s	Dépôt dans un état d'attente
Posté	30 octobre 2023 à 14h39min19s	La transaction a été postée par l'agent télétransmetteur Marc
En attente de transmission	30 octobre 2023 à 14h39min41s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	30 octobre 2023 à 14h40min07s	Transmis au MI
Acquittément reçu	30 octobre 2023 à 14h40min26s	Reçu par le MI le 2023-10-30



## Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS

Utilisateur : UT\_200069672 UT\_200069672

### Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	05B_25102023
Objet :	DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES PLU DU PERNOIS
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-10-25 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	2.1.2 - PLU
Identifiant unique :	062-200069672-20231025-05B_25102023-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

### Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b>	text/xml	1 Ko
Nom métier :		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	74.8 Mo
Nom original : 3. Fiches Patrimoine _1_.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05B_25102023-AU-1-1_1.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	81.3 Mo
Nom original : SUP.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05B_25102023-AU-1-1_2.pdf		

### Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
En attente d'être postée	30 octobre 2023 à 14h42min31s	Dépôt dans un état d'attente
Posté	30 octobre 2023 à 17h25min31s	La transaction a été postée par l'agent télétransmetteur Marc
En attente de transmission	30 octobre 2023 à 17h26min11s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	30 octobre 2023 à 17h26min34s	Transmis au MI
Acquittement reçu	30 octobre 2023 à 17h26min51s	Reçu par le MI le 2023-10-30



## Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS

Utilisateur : UT\_200069672 UT\_200069672

## Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	05C_25102023
Objet :	DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES PLU <sup>i</sup> DU PERNOIS
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-10-25 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	2.1.2 - PLU
Identifiant unique :	062-200069672-20231025-05C_25102023-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

## Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b>	text/xml	2.5 Ko
Nom métier :		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	4.2 Mo
Nom original : Aumerval.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05C_25102023-AU-1-1_1.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	9.3 Mo
Nom original : Bailleul_l_s_Pernes.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05C_25102023-AU-1-1_2.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	21.5 Mo
Nom original : Bours.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05C_25102023-AU-1-1_3.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	7.8 Mo
Nom original : Conteville_en_Ternois.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05C_25102023-AU-1-1_4.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	12.7 Mo

Nom original : Floringhem.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05C\_25102023-AU-1-1\_5.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 9.4 Mo

Nom original : Fontaine\_l\_s\_Hermans.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05C\_25102023-AU-1-1\_6.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 8.9 Mo

Nom original : Hestrus.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05C\_25102023-AU-1-1\_7.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 5.9 Mo

Nom original : Huclier.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05C\_25102023-AU-1-1\_8.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 8.5 Mo

Nom original : La Thieuloye.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05C\_25102023-AU-1-1\_9.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 15.1 Mo

Nom original : Marest.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05C\_25102023-AU-1-1\_10.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 12.4 Mo

Nom original : N\_don.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05C\_25102023-AU-1-1\_11.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 11.7 Mo

Nom original : N\_donchel.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05C\_25102023-AU-1-1\_12.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 25.8 Mo

Nom original : Pernes.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05C\_25102023-AU-1-1\_13.pdf

## Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
En attente d'être postée	30 octobre 2023 à 14h44min54s	Dépôt dans un état d'attente
Posté	30 octobre 2023 à 14h44min58s	La transaction a été postée par l'agent télétransmetteur Marc
En attente de transmission	30 octobre 2023 à 14h45min43s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	30 octobre 2023 à 14h46min01s	Transmis au MI
Acquittement reçu	30 octobre 2023 à 14h46min27s	Reçu par le MI le 2023-10-30



## Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS  
Utilisateur : UT\_200069672 UT\_200069672

### Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	05D_25102023
Objet :	DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES PLU DU PERNOIS
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-10-25 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	2.1.2 - PLU
Identifiant unique :	062-200069672-20231025-05D_25102023-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

### Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b>	text/xml	1.8 Ko
Nom métier :		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	92.4 Mo
Nom original : 3.1 Orientations d_Am__nagement et de Programmation sectorielles _1_.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05D_25102023-AU-1-1_1.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	4.6 Mo
Nom original : 5_R__glement.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05D_25102023-AU-1-1_2.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	3.1 Mo
Nom original : Bilan de la concertation Pernois.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05D_25102023-AU-1-1_3.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	14.8 Mo
Nom original : Pressy.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05D_25102023-AU-1-1_4.pdf		

<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	8.8 Mo
Nom original : Sains_l__s_Pernes.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05D_25102023-AU-1-1_5.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	10.7 Mo
Nom original : Sachin.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05D_25102023-AU-1-1_6.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	9.2 Mo
Nom original : Tangry.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05D_25102023-AU-1-1_7.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	11.7 Mo
Nom original : Valhuon.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05D_25102023-AU-1-1_8.pdf		

### Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
En attente d'être postée	30 octobre 2023 à 14h47min41s	Dépôt dans un état d'attente
Posté	30 octobre 2023 à 17h16min08s	La transaction a été postée par l'agent télétransmetteur Marc
En attente de transmission	30 octobre 2023 à 17h17min01s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	30 octobre 2023 à 17h17min24s	Transmis au MI
Acquittement reçu	30 octobre 2023 à 17h17min49s	Reçu par le MI le 2023-10-30



## Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS

Utilisateur : UT\_200069672 UT\_200069672

### Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	05E_25102023
Objet :	DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES PLU DU PERNOIS
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-10-25 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	2.1.2 - PLU
Identifiant unique :	062-200069672-20231025-05E_25102023-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

### Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b>	text/xml	2.1 Ko
Nom métier : 062-200069672-20231025-05E_25102023-AU-1-1_0.xml		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	749.4 Ko
Nom original : Arr__t__ Classement Sonore.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05E_25102023-AU-1-1_1.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	466.3 Ko
Nom original : Fiches servitudes.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05E_25102023-AU-1-1_2.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	15.9 Mo
Nom original : PPRI de la Clarence _ Aumerval.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05E_25102023-AU-1-1_3.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	15.6 Mo
Nom original : PPRI de la Clarence _ Bailleul_les_Pernes.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05E_25102023-AU-1-1_4.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	29.5 Mo

Nom original : PPRi de la Clarence \_ Bours.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05E\_25102023-AU-1-1\_5.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 18 Mo

Nom original : PPRi de la Clarence \_ Floringhem.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05E\_25102023-AU-1-1\_6.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 14.5 Mo

Nom original : PPRi de la Clarence \_ Fontaine\_les\_Hermans.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05E\_25102023-AU-1-1\_7.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 16.5 Mo

Nom original : PPRi de la Clarence \_ Marest.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05E\_25102023-AU-1-1\_8.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 20.6 Mo

Nom original : PPRi de la Clarence \_ N\_\_don.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05E\_25102023-AU-1-1\_9.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 20.1 Mo

Nom original : PPRi de la Clarence \_ N\_\_donchel.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05E\_25102023-AU-1-1\_10.pdf

## Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
En attente d'être postée	30 octobre 2023 à 14h49min34s	Dépôt dans un état d'attente
Posté	30 octobre 2023 à 14h49min37s	La transaction a été postée par l'agent télétransmetteur Marc
En attente de transmission	30 octobre 2023 à 14h50min00s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	30 octobre 2023 à 14h50min34s	Transmis au MI
Acquittement reçu	30 octobre 2023 à 14h50min56s	Reçu par le MI le 2023-10-30



## Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS  
Utilisateur : UT\_200069672 UT\_200069672

### Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	05F_25102023
Objet :	DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES PLUi DU PERNOIS
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-10-25 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	2.1.2 - PLU
Identifiant unique :	062-200069672-20231025-05F_25102023-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

### Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b>	text/xml	1.2 Ko
Nom métier : 062-200069672-20231025-05F_25102023-AU-1-1_0.xml		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	23.1 Mo
Nom original : 2_Projet d_Am_nagement et de D_vveloppement Durables _1_.pdf		
Nom métier : 99_AU-062-200069672-20231025-05F_25102023-AU-1-1_1.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	106 Mo
Nom original : 3.2 Orientations d_Am_nagement et de Programmation th_matiques _1_.pdf		
Nom métier : 99_AU-062-200069672-20231025-05F_25102023-AU-1-1_2.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	3.4 Mo
Nom original : 4. Consommation d_espaces.pdf		
Nom métier : 99_AU-062-200069672-20231025-05F_25102023-AU-1-1_3.pdf		

### Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
------	------	---------

En attente d'être postée	30 octobre 2023 à 14h53min55s	Dépôt dans un état d'attente
Posté	30 octobre 2023 à 14h53min58s	La transaction a été postée par l'agent télétransmetteur Marc
En attente de transmission	30 octobre 2023 à 14h55min29s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	30 octobre 2023 à 14h55min49s	Transmis au MI
Acquittement reçu	30 octobre 2023 à 14h56min13s	Reçu par le MI le 2023-10-30



## Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS

Utilisateur : UT\_200069672 UT\_200069672

## Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	05G_25102023
Objet :	DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES PLU <sup>i</sup> DU PERNOIS
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-10-25 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	2.1.2 - PLU
Identifiant unique :	062-200069672-20231025-05G_25102023-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

## Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b>	text/xml	2.1 Ko
Nom métier :		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	17.5 Mo
Nom original : PPRI de la Clarence _ Pernes.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05G_25102023-AU-1-1_1.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	16.9 Mo
Nom original : PPRI de la Clarence _ Pressy.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05G_25102023-AU-1-1_2.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	15.3 Mo
Nom original : PPRI de la Clarence _ Sachin.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05G_25102023-AU-1-1_3.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	13.7 Mo
Nom original : PPRI de la Clarence _ Sains_les_Pernes.pdf		
Nom métier :		
99_AU-062-200069672-20231025-05G_25102023-AU-1-1_4.pdf		
<b>Document principal (Autre document)</b>	application/pdf	13.7 Mo

Nom original : PPRi de la Clarence \_ Tangry.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05G\_25102023-AU-1-1\_5.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 15.8 Mo

Nom original : PPRi de la Clarence \_ Valhuon.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05G\_25102023-AU-1-1\_6.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 34.6 Mo

Nom original : PPRi de la Clarence.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05G\_25102023-AU-1-1\_7.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 2.8 Mo

Nom original : PPRi de la Lawe \_ La Thieuloye.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05G\_25102023-AU-1-1\_8.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 21.3 Mo

Nom original : PPRi de la Lawe.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05G\_25102023-AU-1-1\_9.pdf

**Document principal (Autre document)**

application/pdf 4.2 Mo

Nom original : Zonages arch\_\_ologiques.pdf

Nom métier :

99\_AU-062-200069672-20231025-05G\_25102023-AU-1-1\_10.pdf

## Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
En attente d'être postée	31 octobre 2023 à 10h00min19s	Dépôt dans un état d'attente
Posté	31 octobre 2023 à 10h00min32s	La transaction a été postée par l'agent télétransmetteur Marc
En attente de transmission	31 octobre 2023 à 10h00min51s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	31 octobre 2023 à 10h01min20s	Transmis au MI
Acquittement reçu	31 octobre 2023 à 10h01min45s	Reçu par le MI le 2023-10-31

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023  
Délibération n°06/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Arrêt du Projet du Plan de Mobilité Simplifié du Ternois et de sa déclinaison en Schéma Directeur des Modes Actifs</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires :

VU la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d'Orientation des Mobilités (LOM), et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité des personnes et de transport de marchandises ;

VU l'article L.1214-36-1 du Code des Transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du conseil communautaire n°4 du 19 mars 2021 relative à la prise de compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité dans le cadre de la loi LOM ;

VU l'arrêté préfectoral portant extension des compétences de la Communauté de Communes du Ternois ;

VU la délibération 2021/15 du Conseil Syndical du PETR Ternois-7 vallées portant sur l'élaboration d'un Plan de Mobilité Ternois et 7 vallées couplé au schéma directeur des modes actifs ;

VU la délibération n°28 du 12 juillet 2023 relative à la création du comité des partenaires mobilité de TernoisCom.

A la suite de la prise de compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) intervenue au 1<sup>er</sup> juillet 2021, le PETR Ternois-7vallées a lancé pour le compte de ses 2 intercommunalités membres, au titre de sa compétence de Schéma de Cohérence Territorial, une démarche

d'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) au sens de l'article L1214-36-1 du Code du transport. Ce PdMS y intègre une déclinaison spécifique de Schéma Directeur des Modes Actifs (SDMA). Mené conjointement à l'échelle du PETR, l'objectif fut d'aboutir pour chacune des intercommunalités à leurs propres documents de planification, notamment sur le contenu du plan d'actions.

Ces deux documents permettent de définir pour les 10 prochaines années (2024-2033) les ambitions et politiques publiques de TernoisCom en faveur des modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme, des transports en commun et de transports à la demande, des modes actifs, d'une amélioration de la communication et de la coordination d'acteurs, et ainsi répondre davantage aux besoins exprimés par la population.

La démarche s'appuie sur un diagnostic territorial mené en concertation avec les communes et la population via la réalisation d'une double enquête. 3 ateliers de co-construction du projet se sont tenus sur la période 2022-2023 pour réunir les acteurs locaux, les institutions et les élus volontaires.

Un comité technique et 3 comités de pilotage sont venus compléter le processus de construction du projet et de sa validation. Le PdMS et le SDMA ont été pré-validés le 27 juin 2023 par les membres du Comité de Pilotage PETR.

Les 6 axes d'intervention qui structurent la stratégie du PdMS sont les suivants :

- 1 : Agir pour des transports collectifs plus performants et mieux adaptés aux besoins des usagers
- 2 : Agir pour intensifier et sécuriser la pratique des modes actifs (SDMA)
- 3 : Agir pour faire évoluer la manière d'utiliser l'automobile
- 4 : Agir à travers une mobilité plus inclusive
- 5 : Agir à travers la communication et la sensibilisation aux changements de comportements
- 6 : Se doter des capacités à agir

Le PdMS se décline par un plan de 21 opérations détaillées. Chacune d'entre elles est déterminée en fonction de 3 niveaux de priorité différents et de son impact sur le report modal. Les axes 1 et 5 sont proposés comme prioritaires pour le territoire. Spécifiquement sur le SDMA, ce sont 84 km de linéaires cyclables qui ont été identifiés de niveau 1 dit de « potentiel très important », dont le projet de voie verte « d'Auxi à Saint-Pol » porté par le Conseil Départemental. Ce maillage prioritaire représente 24 itinéraires différents et 43% du maillage global identifié (avec les niveaux 2 et 3). Ce maillage prioritaire bénéficie d'un premier chiffrage pour faciliter la mise en œuvre opérationnelle et permettre de répondre à des appels à projet.

Considérant que le Plan de Mobilité Simplifié du Ternois et son Schéma Directeur des modes actifs ont été partagés avec l'ensemble des Maires lors de la Conférence organisée le 12 octobre 2023, il est donc prêt à être arrêté ;

Considérant que le dossier arrêté est composé des pièces suivantes :

- Rapport final valant PMS (septembre 2023) ;
- Rapport final du Schéma Directeur des modes Actifs (Juillet 2023)

Considérant qu'il est joint pour information au dossier les rapports approfondis suivants :

- Rapport Phase 1 : Diagnostic territorial (Juin 2022)
- Rapport Phase 2 : présentation des stratégies des PMS et SDMA (Mars 2023)
- Synthèse de la stratégie territoriale – Phase 2 (septembre 2023)
- Synthèse du plan d'actions – Phase 3 (septembre 2023)

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;



**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

**D'ARRETER** le projet de Plan de Mobilité du Ternois et sa déclinaison en Schéma Directeur des Modes Actifs annexé à la présente délibération ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à soumettre le projet de Plan de Mobilité Simplifié pour avis aux personnes publiques associées mentionnées à l'article L.1214-36-1 du Code des Transports ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à répondre à toute demande de consultation émanant d'un organisme ou d'une association mentionnée à l'article L.1214-36-1 du Code des Transports ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à consulter le comité des partenaires ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Président, à soumettre ensuite le projet de Plan de Mobilité Simplifié, assorti des avis recueillis, à une procédure de participation du public lors d'une réunion publique ainsi que dans les conditions prévues au II de l'article 123-19-1 du Code de l'Environnement ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à procéder aux modifications éventuelles pour tenir compte des avis recueillis et des résultats de la participation du public ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer toute pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le

30/10/23  
30/10/23



## Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS  
Utilisateur : UT\_200069672 UT\_200069672

### Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	06_25102023
Objet :	ARRET DU PROJET DU PLAN DE MOBILITE SIMPLIFIE DU TERNOIS ET DE SA DECLINAISON EN SCHEMA DIRECTEUR DES MODES ACTIFS
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-10-25 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.7 - Transports
Identifiant unique :	062-200069672-20231025-06_25102023-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

### Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b> Nom métier : 062-200069672-20231025-06_25102023-DE-1-1_0.xml	text/xml	1.2 Ko
<b>Document principal (Délibération)</b> Nom original : 06.25102023 Arr__t du Projet de Plan de Mobilit__ Simplifi__.pdf Nom métier : 99_DE-062-200069672-20231025-06_25102023-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	219.1 Ko
<b>Document principal (Délibération)</b> Nom original : CCT_Rapport final valant PMS_Arr__t Projet 251023.pdf Nom métier : 99_DE-062-200069672-20231025-06_25102023-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	12.5 Mo
<b>Document principal (Délibération)</b> Nom original : CCT_rapport_final SDMA_Arr__t Projet 251023.pdf Nom métier : 99_DE-062-200069672-20231025-06_25102023-DE-1-1_3.pdf	application/pdf	9.2 Mo

### Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
En attente d'être postée	30 octobre 2023 à 14h57min02s	Dépôt dans un état d'attente
Posté	30 octobre 2023 à 14h57min05s	La transaction a été postée par l'agent télétransmetteur Marc
En attente de transmission	30 octobre 2023 à 14h57min32s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	30 octobre 2023 à 14h57min39s	Transmis au MI
Acquittement reçu	30 octobre 2023 à 14h57min47s	Reçu par le MI le 2023-10-30

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°07/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Frévent</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires :

VU la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite loi Grenelle II ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 dite « loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové » (ALUR) ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.143-44 et L.143-50 ;

VU le code l'environnement et notamment l'article L126.1 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de Frévent approuvé le 18/02/2009 ;

VU la délibération du Syndicat mixte du SCoT du Pays du Ternois en date du 07 avril 2016 approuvant le SCoT du Pays du Ternois ;

VU la délibération n° 06/10.06.2021 du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Ternois en date du 10 juin 2021 prescrivant la déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU de Frévent ;

VU le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint qui s'est tenue le 14 février 2023, qui retrace les détails des avis émis par les personnes publiques associées ;



VU l'arrêté de la collectivité en date du 15 mai 2023 prescrivant l'enquête publique de cette présente procédure ;

VU le procès-verbal de synthèse du commissaire enquêteur émis en date du 10 juillet 2023 ;

Vu le retour de la Communauté de Communes du Ternois en réponse au procès-verbal du commissaire enquêteur en date du 18 juillet 2023 ;

VU le rapport, les conclusions motivées et l'avis favorable du commissaire enquêteur réceptionnés le 01 août 2023.

Pour rappel, une délibération avait été prise en date du 10 juin 2021 prescrivant la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Frévent. La mise en compatibilité concerne le déclassement en zone naturelle d'une réserve foncière économique à urbaniser de 9.2 hectares, située à l'ouest de la route de Bonnières (ZAL de Frévent).

Il est rappelé que le PLU de Frévent approuvé le 18 décembre 2009, prévoyait environ 12 ha de zone à urbaniser à vocation économique (1AUE) et de ce fait, le maintien de l'intégralité de ces réserves foncières en zone économique est incompatible avec les orientations du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT du Ternois prescrit le 7 avril 2016.

L'objectif est alors de modérer cette extension en gardant une superficie de 3 hectares située sur la zone d'activités légères (ZAL) de Frévent, dans la continuité sud de la zone existante. Ainsi, il a été également rappelé qu'une partie de ces trois hectares, soit environ 1.5 hectares, est actuellement occupée par la déchèterie. Il est ainsi déclassé l'équivalent de 9,2ha sur la partie à l'ouest de la RD114 classé initialement en zone 1AUE en zone naturelle (N). Il n'y a plus de zone 1AUE sur la commune de Frévent.

A la suite de la réunion d'examen conjoint qui s'est tenue le 14 février 2023, une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) a été réalisée à la demande des services de l'Etat (DDTM) pour notamment y intégrer et préserver les perspectives paysagères.

L'enquête publique relative à l'objet de la présente délibération a été organisée du 07 juin 2023 au 06 juillet 2023, soit 30 jours consécutifs.

CONSIDERANT que le projet revêt un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général en ce qu'il permet de développer la zone industrielle de Saint Pol sur Ternoise reconnu dans le SCoT comme pôle agro-alimentaire d'intérêt régional et qu'il permet également, en respect du compte foncier économique du SCoT, de limiter l'artificialisation des terres dans un contexte fortement marqué par la trajectoire du Zéro Artificialisation Nette (ZAN).

CONSIDERANT que le dossier de mise en compatibilité a fait l'objet de modifications après enquête publique pour tenir compte des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur conformément aux prescriptions du code de l'urbanisme ;

CONSIDERANT que le dossier de mise en compatibilité du PLU de Frévent est prêt à être approuvé ;

CONSIDERANT qu'il est composé des pièces suivantes :

- La notice justifiant l'intérêt général du projet,
- La notice de mise en compatibilité,
- Le résumé non technique,
- Le formulaire de cas par cas pour l'évaluation environnementale,
- Le Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) modifié,
- L'Orientation d'Aménagement et de Programmation,
- Le plan de zonage modifié,
- Le règlement modifié,
- Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

**D'APPROUVER** les modifications apportées au dossier de mise en compatibilité du PLU de Frévent ;

**D'ADOPTER** la déclaration de projet.

- Conformément à l'article L.153-58 du Code de l'Urbanisme, la déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du PLU de Frévent ;
- Le dossier de déclaration de projet est tenu à la disposition du public au siège communautaire de TernoisCom et en Mairie de Frévent aux jours et horaires d'ouverture habituels ;
- Conformément aux articles R.143-14 et R.143-15 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège communautaire de TernoisCom à Herlin-le-Sec et en mairie de Frévent pour une durée d'un mois.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 30/10/23  
et publication et notification le 30/10/23



## Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS

Utilisateur : UT\_200069672 UT\_200069672

### Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	07_25102023
Objet :	APPROBATION DE LA DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D URBANISME DE FREVENT
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-10-30 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	2.1.2 - PLU
Identifiant unique :	062-200069672-20231030-07_25102023-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

### Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b>	text/xml	2.3 Ko
Nom métier : 062-200069672-20231030-07_25102023-DE-1-1_0.xml		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	215.1 Ko
Nom original : 07.25102023 approbation d__claration de projet PLU de Fr__vent.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-07_25102023-DE-1-1_1.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	975.3 Ko
Nom original : 1_Notice justifiant l_int__r__t g__n__ral.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-07_25102023-DE-1-1_2.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	1.5 Mo
Nom original : 2_Mise en compatibilit__ des pi__ces du PLU.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-07_25102023-DE-1-1_3.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	9.5 Mo
Nom original : 3_Evaluation environnementale.pdf		

Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-07_25102023-DE-1-1_4.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	4.6 Mo
Nom original : 4_R_sum__non technique.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-07_25102023-DE-1-1_5.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	3.1 Mo
Nom original : 5_PADD modifi__.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-07_25102023-DE-1-1_6.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	8.6 Mo
Nom original : 6_OAP compl__mentaire.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-07_25102023-DE-1-1_7.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	68.2 Mo
Nom original : 7_ZONAGE apr__s modification.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-07_25102023-DE-1-1_8.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	598.3 Ko
Nom original : 8_R_glement modifi__.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-07_25102023-DE-1-1_9.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	1.7 Mo
Nom original : 9_Rapport commissaire enqu__teur.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-07_25102023-DE-1-1_10.pdf		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	1 Mo
Nom original : 10_Conclusion et avis commissaire enqu__teur.pdf		
Nom métier :		
99_DE-062-200069672-20231030-07_25102023-DE-1-1_11.pdf		

### Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
En attente d'être postée	30 octobre 2023 à 14h59min42s	Dépôt dans un état d'attente
Posté	30 octobre 2023 à 14h59min45s	La transaction a été postée par l'agent télétransmetteur Marc
En attente de transmission	30 octobre 2023 à 15h00min10s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	30 octobre 2023 à 15h00min28s	Transmis au MI
Acquittement reçu	30 octobre 2023 à 15h00min43s	Reçu par le MI le 2023-10-30



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°08/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Evaluation de l'OPAH-RR 2019-2024 et des perspectives de développement en matière de la politique de rénovation de l'habitat</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.103-1, L.321-1 et suivants ;

VU la délibération du 17.12.2018 d'Engagement d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat ;

Vu la délibération du 16.12.2020 de modification des objectifs de programmation et de bonification de l'OPAH 2019-2024 ;

VU la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Revitalisation Rurale (OPAH-RR) signée le 09.07.2019 entre la Communauté de Communes du Ternois, l'Etat et l'Anah ;

VU l'avenant n°1 à cette convention en date du 18.02.2021 ;

VU les objectifs inscrits au Plan Climat Air Energie Territorial Ternois-7vallées approuvé le 07.02.2022 ;

VU la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Plan Local de l'Habitat et de Plan de Mobilité (PLUi-HM) en date du 29.06.2022 ;

CONSIDERANT les objectifs de l'OPAH-RR 2019-2024 et sa mise en œuvre sur le territoire ;

CONSIDERANT le soutien financier de l'Anah pour ce type d'opérations ;

Il est rappelé que l'OPAH RR du Ternois est entrée dans sa dernière année de mise en œuvre et permet d'accompagner les propriétaires occupants et bailleurs sur les problématiques énergétiques, d'autonomie de la personne à domicile et la rénovation lourde ;

Il est nécessaire de lancer l'évaluation de l'OPAH en cours et les démarches nécessaires en vue d'une éventuelle reconduction d'une OPAH sur la CCT, afin notamment de poursuivre la stratégie d'amélioration de l'habitat mise en place et de maintenir une dynamique de rénovation et de réhabilitation sur le territoire ;

Par conséquent, il est opportun d'évaluer plus largement la politique de l'habitat et de réaliser un exercice de prospective pour renforcer la politique de rénovation de l'habitat du Ternois, en lien avec le futur Plan Local de l'Habitat (PLUi-HM).

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### **DECIDE :**

**D'APPROUVER** la mise en œuvre de l'évaluation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Revitalisation Rurale 2019-2024

**D'APPROUVER** la mise en œuvre d'une étude pré-opérationnelle en vue d'une éventuelle reconduction d'une OPAH-RR sur la CCT, et d'étudier l'éventualité d'une OPAH-Renouvellement Urbain en secteur d'Opération de Revitalisation Territoriale (Saint-Pol-sur-Ternoise, Frévent et Auxi-le-Château)

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à lancer une procédure de marché pour engager les différentes études ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à effectuer les demandes de soutien financier de l'ANAH pour cette étude ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout document afférent à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 30/10/23  
et publication et notification le 30/10/23



## Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS

Utilisateur : UT\_200069672 UT\_200069672

### Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	08_25102023
Objet :	EVALUATION DE L'OPAH RR 2019 2024 ET DES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT EN MATIERE DE LA POLITIQUE DE RENOVATION DE L'HABITAT
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-10-25 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Identifiant unique :	062-200069672-20231025-08_25102023-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

### Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b> Nom métier : 062-200069672-20231025-08_25102023-DE-1-1_0.xml	text/xml	948 o
<b>Document principal (Délibération)</b> Nom original : 08.25102023 Evaluation OPAH 2019_2024.pdf Nom métier : 99_DE-062-200069672-20231025-08_25102023-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	213.8 Ko

### Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
En attente d'être postée	30 octobre 2023 à 15h01min31s	Dépôt dans un état d'attente
Posté	30 octobre 2023 à 15h01min37s	La transaction a été postée par l'agent télétransmetteur Marc
En attente de transmission	30 octobre 2023 à 15h01min38s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	30 octobre 2023 à 15h01min38s	Transmis au MI
Acquittement reçu	30 octobre 2023 à 15h01min46s	Reçu par le MI le 2023-10-30

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°09/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Cession de terrains sur les ZAL d'Auxi le Château et de Pernes en Artois</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que des terrains sont encore disponibles sur les ZAL d'Auxi le Château et de Pernes en Artois. De plus, il est nécessaire de redynamiser les offres de ces zones.

Par délibération en date du 20 février 2014 et du 20 novembre 2014, les Communautés de Communes de l'Auxillois et du Pernois avaient approuvé un prix de vente de 20€ HT/m². Après échange en bureau communautaire du 19/09/2023, il a été décidé de revoir ces tarifs à 10€ HT/m².

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

De revoir le prix de la cession des terrains sur les ZAL d'Auxi le Château et de Pernes en Artois en le fixant à 10€ HT / m².

De confier les bornages à un géomètre.

De confier la rédaction des actes à un Notaire.

D'autoriser M. le Président à signer toutes les pièces afférentes à ce sujet.



Les frais de bornage et de Notaire pour la rédaction de l'acte de vente seront à la charge de l'acquéreur.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.  
Suivent les signatures.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le

30/10/23  
30/10/23



Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

  
Marc BRIDOUX



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°10/25.10.2023

Date de la convocation : 18/10/2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Convention de partenariat pour l'année 2024 entre la Com. de Com. du Ternois et la Région Hauts de France relative au financement d'aides directes du territoire dans le cadre de la création ou de développement de TPE</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'il est proposé de soutenir financièrement la création et le développement des TPE du territoire à hauteur d'une intervention de 30 % sur un montant d'investissement minimal de 2000€ HT et maximal de 5000€ HT pour l'année 2024. Ce qui correspond à une aide comprise entre 600 et 1500€ par dossier.

L'enveloppe totale dédiée à ce soutien est de 35 000€. Cette aide interviendra sous forme de subvention.

L'aide directe de la Communauté de Communes du Ternois sera versée sur présentation des factures acquittées au nom de l'entreprise.

Il ne sera accepté qu'une seule demande par an et par entreprise.

L'obtention de cette aide financière du territoire permettra à l'entreprise de faire levier et d'émarger vers d'autres aides financières (Région, LEADER...).

- Un Comité d'attribution sera organisé et sera composé d'Elus, du Service Deveco et partenaires de Ternoiscom Entreprises.
- L'entreprise présentera son projet lors des comités d'attribution.
- Les entreprises seront préalablement suivies dans leur projet de création, reprise ou de développement par un membre partenaire de Ternoiscom entreprises dans son accompagnement (CCI, CMA, BGE, Initiative ..) ou un cabinet comptable.

**Entreprises éligibles :**

**Les entreprises artisanales, commerciales ou de services.**

- Ne faisant pas l'objet d'une procédure judiciaire
- Inscrite au répertoire des métiers ou au registre du commerce et des sociétés
- Ayant un effectif inférieur ou égal à 10 salariés ETP.
- Avoir son siège social dans le ternois.

#### Exclusions :

- professions réglementées ou assimilées
- professions libérales.
- secteur primaire agricole.
- activités financières et immobilières
- organismes de formation.
- Secteur de la pêche ou de l'aquaculture.
- bureaux d'études
- les entreprises au statut de micro – entrepreneur dont l'activité est secondaire.
- gîtes

#### Dépenses éligibles\* :

Matériels productifs neufs ou d'occasion de moins de 5ans : acquisition ou modernisation de l'outil de production, matériel informatique, technique etc..

Dépenses d'aménagement nécessaires à l'installation de matériels de production : bureautique, mobilier, aménagement des locaux etc..

**\* La Communauté de Communes du Ternois sera attentive aux projets s'inscrivant dans l'esprit environnemental, économie circulaire, réemploi...**

#### Conditions d'attributions :

Le présent régime peut s'inscrire dans les cadres et règlements suivants :

- Le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE du 24 décembre 2013
- Régime cadre exempté de notification n°SA.103603 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2022-2027
  - Dans le cadre d'un achat d'occasion, il sera demandé au professionnel une attestation sur l'honneur précisant que le bien pour lequel, il sollicite une aide directe n'est pas été financé précédemment par une subvention ou une aide quelconque.

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### DECIDE :

D'approuver la convention de partenariat et les conditions d'attributions reprises ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer la convention de partenariat à intervenir ci-annexée.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 30/10/23  
et publication et notification le 30/10/23

Pour extrait certifié conforme  
Le Président

Marc BRIDOUX

# **CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AU FINANCEMENT DES ENTREPRISES**

**Entre la Région Hauts-de-France  
et  
la Communauté de Communes du  
TERNOIS**





Entre :

**La Région Hauts-de-France**, 151 avenue du Président Hoover - 59555 LILLE Cedex, représentée par Monsieur Xavier BERTRAND, Président du Conseil régional Hauts-de-France,  
ci-après dénommée « la Région »

Et :

**La Communauté de Communes du Ternois**, Parc des Moulins, 400 rue Maisnil, 62 130 Herlin-le-Sec, représentée par Monsieur Marc BRIDOUX, Président,  
ci-après dénommée « CCT », « la Collectivité »

Et l'ensemble des parties désignées collectivement par « les Parties ».

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1511-2-I,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice 2023, adoptées jusqu'à ce jour,

Vu le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n° 2022.01821 du Conseil régional en date du 8 décembre 2022 et rendu exécutoire le 15 décembre 2022,

Vu la délibération n°202300174 du Conseil régional du 26 janvier 2023 relative à l'adoption d'un cadre d'intervention de soutien d'accompagnement des porteurs de projet et d'entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire (ACC'ESS),

Vu la délibération n°202300160 du Conseil régional du 26 janvier 2023 relative à l'adoption des cadres d'intervention BUSIN'ESS et INV'ESS pour les entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire,

Vu la délibération n°202301091 du Conseil régional en date du 22 juin 2023 relative à l'adoption des cadres régionaux d'intervention pour les aides économiques aux entreprises,

Vu la délibération n°202301482 du Conseil régional du 12 octobre 2023 relative à l'adoption de la Charte d'engagement au titre du SRDEII,

Vu la délibération n° XXXXXX du Conseil régional du 8 février 2024 autorisant Monsieur le Président du Conseil régional de la Région Hauts-de-France à signer la présente convention,

Vu la délibération n° XXXXXX de la Communauté de Communes du Ternois en date du 25 octobre 2023 autorisant son représentant à signer la présente convention,

### IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT :

## **PREAMBULE**

La loi NOTRE du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République définit la Région comme la collectivité responsable de la définition des orientations en matière de développement économique, chargée d'élaborer un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII).

Par conséquent, et en application du Code général des collectivités territoriales (CGCT), en matière d'aides aux entreprises, seul le Conseil Régional est compétent pour décider de l'attribution des aides aux entreprises sur le territoire régional.

Le CGCT permet également aux intercommunalités de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies de développement, des interventions dédiées aux acteurs économiques et aux entreprises, dans le respect des orientations reprises dans le SRDEII.

C'est pourquoi, doit être organisé dans le cadre du SRDEII, sur le territoire régional, la complémentarité des actions menées par la Région avec les actions menées par les collectivités territoriales et leurs groupements. **La loi Notre prévoit ainsi que les EPCI peuvent, dans le cadre d'une convention passée avec la Région, participer au financement des entreprises.**

La Région Hauts de France a adopté le 8 décembre 2022 son Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) pour la période 2022- 2028 avec un focus sur les 6 grandes orientations suivantes :

- Une Région au service des entreprises et des entrepreneurs
- Transformer l'économie régionale en s'appuyant sur la dynamique ReV3
- Soutenir l'innovation et la R&D et développer les compétences et les emplois de demain
- Renforcer l'internationalisation des entreprises, des filières et des territoires
- Développer l'attractivité des Hauts de France dans toutes ses dimensions et en s'appuyant sur les spécificités de ses territoires
- Mettre en œuvre le SRDEII Hauts de France pour et avec les territoires

La Région Hauts-de-France a adopté courant 2023 ses différents cadres d'intervention régionaux à destination des TPE, des PME et des grandes entreprises.

La CCT a fait du soutien aux entreprises un de ses axes forts en faveur du développement économique communautaire. Dans ce contexte et celui de la loi Notre, la CCT souhaite apporter son soutien aux entreprises de son territoire pour favoriser leur croissance et leur compétitivité.

La présente convention de partenariat s'inscrit dans le cadre du SRDEII et notamment de la charte d'engagement signée entre la Région et la CCT. Elle a pour objet de matérialiser l'engagement conjoint de la Région et de la CCT à intervenir, au regard des orientations du SRDEII et des différents cadres d'intervention régionaux adoptés, en complémentarité ou de façon conjointe pour le financement des entreprises.

Au travers de cette convention, la Région et la CCT confirment leur volonté de structurer en complémentarité les dispositifs d'aides dans le but de répondre aux besoins exprimés par les entreprises.

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de participation de la CCT au financement des aides et des régimes d'aide mis en place par la Région.

## **ARTICLE 2 : ORGANISATION DU PARTENARIAT**

### **1) Participation de la CCT aux financements des aides à destination des TPE**

La CCT souhaite mettre en place un financement à destination des entreprises de son territoire en application des cadres d'intervention généraux adoptés par le Conseil régional, à savoir :

#### **1 - Aide à la Création/Reprise d'Entreprises**

L'objectif de ce dispositif est d'encourager la création et la reprise d'entreprises génératrices d'emploi et de valeur ajoutée sur le territoire.

Dans le cadre de ce partenariat, la CCT entend ainsi accompagner, de façon incitative, les entreprises artisanales et commerciales de moins de 10 salariés dans leurs investissements matériels et productifs.

#### **2 - Aide à la Création et au Développement des TPE**

L'objectif de ce dispositif est de favoriser la création, le maintien, la modernisation et le développement de très petites entreprises de proximité, sédentaires, disposant d'un point de vente fixe appartenant au secteur du commerce, de l'artisanat ou des services, qui apportent un service à la population locale. Ce dispositif vise à maintenir ou améliorer l'attractivité du tissu local des entreprises commerciales en finançant des aménagements valorisant l'environnement commercial local et les espaces accessibles aux clients.

### **3 - Aide au Développement des TPE artisanales, commerciales et de services**

L'objectif de ce dispositif est d'encourager le développement et la pérennité des entreprises génératrices d'emploi et de valeur ajoutée sur le territoire.

Dans le cadre de ce partenariat, la CCT entend ainsi accompagner, de façon incitative, les entreprises artisanales et commerciales de moins de 10 salariés dans leurs investissements matériels et productifs.

Les critères d'éligibilité d'aide et les modalités de financement par la CCT seront détaillés en annexes de ce document.

### **ARTICLE 3 : MISE EN ŒUVRE DU PARTENARIAT**

Le partenariat s'organisera, pour chaque dispositif, de la manière suivante :

- La CCT et la Région procéderont au premier traitement des sollicitations des entreprises du territoire.
- La partie réceptrice de la demande de l'entreprise établit la pré-éligibilité à un des dispositifs d'aide concerné par ce présent partenariat en se référant aux critères d'éligibilité détaillés en annexe.
- Un accusé de réception (AR) est établi par la partie réceptionnant la demande de l'entreprise. Elle fera mention dans cet AR du présent partenariat.
- Si la demande de l'entreprise est éligible à un des dispositifs cités précédemment, une ou plusieurs rencontres pourront être organisées entre l'entreprise, les services de la Région et/ou les services de la CCT.
- Les dossiers sont instruits et soumis aux instances décisionnelles de la Région et / ou de la CCT, dans le respect des règles d'attribution posées par la Région dans chacun des dispositifs / cadre d'interventions précités. Une convention est conclue avec le bénéficiaire de l'aide.
- En cas d'évolution des dispositifs ne compromettant pas directement l'exécution de la présente convention, la Région notifiera les modifications apportées aux dispositifs, à charge pour l'EPCI d'en faire application aux demandes d'aide dont il assure l'instruction.

### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Les parties s'engagent à s'informer de toute difficulté dans l'application de la présente convention. La CCT s'engage à faire mention du présent partenariat dans le cadre des décisions prises en application de la présente convention.

La CCT s'engage à respecter les termes de la présente convention et notamment les règles d'attribution des aides aux entreprises telles qu'adoptées par la Région dans le respect des règles européennes et telles que présentées en annexe 1 et 2 de la présente convention.

Enfin, la CCT s'engage également à conserver tous les éléments et documents afférents aux aides allouées en application du présent partenariat et, le cas échéant, à les fournir à la Région dès que celle-ci le demandera.

### **ARTICLE 5 : SUIVI ET BILAN**

Un bilan de l'application de la présente convention sera réalisé chaque année par les parties sur la base d'un tableau de reporting commun aux services de la Région et de la CCT. CF tableau en annexe n°4.

Les données qui seront mutuellement transmises entre la Région et la CCT seront à caractère informatif et ne pourront être utilisées autrement conformément à la réglementation générale pour la protection des données.

Un comité technique et financier composé de chargés de mission des services de la Région et de la CCT est mis en place pour le suivi de cette convention et la gestion de ce partenariat. Le comité se réunira au minimum une fois par an.

Les 2 parties s'engagent également à constituer puis piloter les espaces et instances de dialogue nécessaire à la mise en œuvre des interventions respectives en matière de développement économique (club des développeurs, conférence SRDEII, instance territoriale, comité technique de suivi des projets d'entreprises, ...) pour :

- Rendre compte de l'action régionale dans les territoires auprès des acteurs économiques locaux,
- Rendre compte de l'action territoriale auprès des acteurs économiques régionaux,
- Coordonner les actions de la Région et l'Intercommunalité en matière de développement économique
- Mieux connaître et diffuser les dispositifs régionaux et territoriaux auprès des bénéficiaires potentiels
- Prendre en compte les spécificités régionales et locales, et expérimenter de nouveaux projets.

#### **ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION**

La convention prend effet à compter de sa date de réception par la Région. Elle sera applicable tant que les cadres d'intervention régionaux ne sont pas abrogés et qu'ils demeurent conformes au Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation de la Région Hauts-de-France et aux règles européennes relatives aux aides d'Etat.

#### **ARTICLE 7 : REVISION DE LA CONVENTION**

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant après accord entre les parties signataires.

#### **ARTICLE 8 : RESILIATION**

Si l'une des parties souhaite résilier la présente convention, elle s'engage à en informer l'autre moyennant un préavis écrit et motivé d'un délai de 3 mois. La résiliation prendra effet à l'issue du délai de préavis. Les conventions d'attribution des aides conclues en application de la présente convention de partenariat produiront leurs effets jusqu'à leur terme.

En cas de non-respect par la CCT des termes de la présente convention, la Région se réserve le droit de résilier sans préavis la convention.

#### **ARTICLE 9 : ANNEXES**

La présente convention comprend 4 annexes qui font partie intégrale de la convention.

#### **ARTICLE 10 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

En cas de différend dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable.

A défaut, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lille.

Fait à Lille, le  
en deux exemplaires

Région Hauts-de-France  
Le Président

Fait à Herlin-le-Sec, le

Communauté de Communes du Ternois  
Le Président



Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200069672-20231025-10\_25102023-DE

Monsieur Xavier BERTRAND

Monsieur Marc BRIDOUX

**Convention de partenariat relative au financement des entreprises  
Communauté de Communes du Ternois**

**Annexe 1 : Aide à la Création et à la Reprise d'entreprise**

**Objectifs**

L'objectif de ce dispositif est d'encourager la création et la reprise d'entreprises génératrices d'emploi et de valeur ajoutée sur le territoire.

Dans le cadre de ce partenariat, la CCT entend ainsi accompagner, de façon incitative, les entreprises artisanales et commerciales de moins de 10 salariés dans leurs investissements matériels et productifs.

**Bénéficiaires**

- Entreprise en phase de création (avant clôture de la 1ère liasse fiscale) ou reprise (1ère année) dont le siège social (ou l'établissement secondaire) et l'activité sont sur le territoire de la CCT ;
- Entreprises immatriculées au registre du commerce ou au répertoire des métiers ;
- Entreprises commerciales, artisanales, touristiques, industrielles ou de services de moins de 10 salariés ETP et au CA de moins de 2 millions d'euros ;
- Entreprise préalablement suivie dans leur projet de création ou de reprise par un membre du réseau d'accompagnement « TernoisCom Entreprises » (CCI, CMA, ITA, BGE, ...) ou un cabinet comptable.
- Entreprise ne faisant pas l'objet d'une procédure judiciaire

**Exclusions**

- Professions réglementaires ou assimilées, professions libérales
- Activités financières et immobilières
- Organismes de formation
- Bureaux d'études
- Secteur primaire agricole
- Secteur de la pêche ou de l'aquaculture
- les entreprises au statut de micro-entrepreneur dont l'activité est secondaire

**Dépenses éligibles**

- Le coût des investissements neufs ou d'occasion de moins de 5 ans en matériel de production, bureautique et informatique, technique, ...etc.
- Dépenses d'aménagement nécessaires à l'installation de matériels de production : bureautique, mobilier, aménagement des locaux ...etc.

**Montant et intensité de l'aide**

Le montant des investissements éligibles doit être supérieur à 2 000 € HT.

L'aide prend la forme d'une subvention, à hauteur de 30% des investissements éligibles compris entre 2 000€ et 5 000€ HT.

L'intervention de la CCT est donc comprise entre 600 € et 1 500€.

### **Conditions d'octroi de l'aide et pièces à fournir**

Pour être éligible à cette aide, l'entreprise doit répondre aux critères définissant les bénéficiaires et ne pas figurer dans les exclusions.

Chaque demandeur ne doit pas avoir engagé son programme d'investissement avant d'avoir déposé un dossier de sollicitation auprès de la Communauté de Communes, le cas contraire entraînera la caducité de la demande.

Un délai de carence de 1 an à compter de la date d'attribution de l'aide est appliqué avant que l'entreprise puisse présenter une nouvelle demande d'aide.

### **Modalités de versement**

Le paiement de la subvention sera effectué en un seul versement sur présentation des factures acquittées, qui doivent être conformes aux devis initiaux présentés au dossier.

En cas de réalisation partielle de l'investissement, le montant de la subvention sera versé au prorata de la dépense réalisée dans le respect des 2 000 € HT minimum de dépenses en investissements.

Les factures acquittées et certifiées par l'entreprise seront transmises à la CCT qui pourra venir dans l'entreprise contrôler la réalité de l'investissement.

### **Engagements de l'entreprise**

Par la signature du formulaire de demande d'aide de la CCT, l'entreprise s'oblige à respecter l'ensemble de la réglementation qui lui est applicable notamment en matière fiscale, comptable et du droit du travail.

En cas de fermeture ou de changement de siège social de l'entreprise en dehors du territoire du Ternois dans les 2 ans, l'entreprise se verra dans l'obligation de reverser la subvention à la CCT en totalité. Le délai précité commence à courir à compter de la date de notification de l'aide par la CCT.

L'entreprise bénéficiaire d'une aide devra faire intégrer la mention « avec le soutien de la Communauté de Communes du Ternois » et le logo de la CCT sur tous les supports de communication en lien avec l'opération financée.

### **Réalisations partielles et règles de caducité**

Dans le cas d'une réalisation partielle du projet pour lequel une aide est demandée, cette aide sera versée au prorata tout en respectant le seuil de 2 000 € HT de dépenses. Si le montant des factures est inférieur aux estimations initiales, le montant de l'aide est automatiquement ajusté à la dépense réellement effectuée sous réserve que les dépenses soient réalisées conformément au projet agréé par le comité d'attribution.

Dans le cas inverse où les factures sont supérieures aux estimations initiales, le montant de l'aide n'est pas revalorisé.

La subvention deviendra caduque si le bénéficiaire n'a pas adressé à la CCT, les documents justifiant de l'achèvement de la réalisation de l'opération et de son coût, et permettant le mandatement de la subvention dans un délai de 1 an à compter de la date de notification de l'aide.

En cas de litige, la juridiction compétente est le tribunal administratif de Lille

### **Conditions générales**

Le présent régime peut s'inscrire dans les cadres et règlements suivants :

- Le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE du 24 décembre 2013

- Régime cadre exempté de notification n°SA.103603 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2022-2027
- Régime cadre exempté de notification n°SA.100189 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023.

Le fait d'être éligible à une subvention ne constitue pas un droit à bénéficier de ladite subvention. La Communauté de Communes se réserve le droit de ne pas accorder cette aide notamment en cas d'insuffisance de crédits budgétaires.

L'aide sera accordée par Monsieur le Président de la Communauté de Communes après instruction du dossier par le Service Développement Economique du Ternois et présenté pour avis au comité



## **Convention de partenariat relative au financement des entreprises Communauté de Communes du Ternois**

### **Annexe 2 : Aide à la création et au développement des TPE**

#### **Objectifs**

L'objectif de ce dispositif est de favoriser la création, le maintien, la modernisation, la transmission de très petites entreprises de proximité, sédentaires, disposant d'un point de vente fixe appartenant au secteur du commerce, de l'artisanat ou des services, qui apportent un service à la population locale. Ce dispositif vise à maintenir ou améliorer l'attractivité du tissu local des entreprises commerciales en finançant des aménagements valorisant l'environnement commercial local et les espaces accessibles aux clients.

#### **Bénéficiaires**

- Entreprise en phase de création (avant clôture de la 1ère liasse fiscale) ou en reprise (1ère année) ou en développement dont le siège social (ou l'établissement secondaire) et l'activité sont sur le territoire de la CCT ;
- Entreprises immatriculées au registre du commerce ou au répertoire des métiers ;
- Entreprises commerciales, artisanales, touristiques, industrielles ou de services de moins de 10 salariés ETP et au CA de moins de 2 millions d'euros ;
- Entreprise préalablement suivie dans leur projet de création ou de reprise par un membre du réseau d'accompagnement « TernoisCom Entreprises » (CCI, CMA, ITA, BGE, ...) ou un cabinet comptable.
- Entreprise ne devant pas répondre à la définition européenne de l'entreprise en difficulté
- Entreprise à jour de ses obligations fiscales et sociales

#### **Exclusions**

- Professions réglementaires ou assimilées, professions libérales
- Activités financières et immobilières
- Organismes de formation
- Bureaux d'études
- Secteur primaire agricole
- Secteur de la pêche ou de l'aquaculture
- les entreprises au statut de micro-entrepreneur dont l'activité est secondaire

#### **Dépenses éligibles**

Les travaux d'aménagement intérieurs et extérieurs, liés à l'espace accessible aux clients :

- Les travaux d'aménagement dans le but d'améliorer l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR)
- Les travaux de second œuvre (menuiserie, peinture, éclairage, vitrines, sécurisation des locaux, ...)

#### **Montant et intensité de l'aide**

Le montant des investissements éligibles doit être supérieur à 2 000 € HT.

L'aide prend la forme d'une subvention, à hauteur de 30% des investissements éligibles compris entre 2 000€ et 5 000€ HT.

L'intervention de la CCT est donc comprise entre 600 € et 1 500€.

### **Conditions d'octroi de l'aide et pièces à fournir**

Pour être éligible à cette aide, l'entreprise doit répondre aux critères définissant les bénéficiaires et ne pas figurer dans les exclusions.

Chaque demandeur ne doit pas avoir engagé son programme d'investissement avant d'avoir déposé un dossier de sollicitation auprès de la Communauté de Communes, le cas contraire entraînera la caducité de la demande.

Un délai de carence de 1 an à compter de la date d'attribution de l'aide est appliqué avant que l'entreprise puisse présenter une nouvelle demande d'aide.

### **Modalités de versement**

Le paiement de la subvention sera effectué en un seul versement sur présentation des factures acquittées, qui doivent être conformes aux devis initiaux présentés au dossier.

En cas de réalisation partielle de l'investissement, le montant de la subvention sera versé au prorata de la dépense réalisée dans le respect des 2 000 € HT minimum de dépenses en investissements.

Les factures acquittées et certifiées par l'entreprise seront transmises à la CCT qui pourra venir dans l'entreprise contrôler la réalité de l'investissement.

### **Engagements de l'entreprise**

Par la signature du formulaire de demande d'aide de la CCT, l'entreprise s'oblige à respecter l'ensemble de la réglementation qui lui est applicable notamment en matière fiscale, comptable et du droit du travail.

En cas de fermeture ou de changement de siège social de l'entreprise en dehors du territoire du Ternois dans les 2 ans, l'entreprise se verra dans l'obligation de reverser la subvention à la CCT en totalité. Le délai précité commence à courir à compter de la date de notification de l'aide par la CCT.

L'entreprise bénéficiaire d'une aide devra faire intégrer la mention « avec le soutien de la Communauté de Communes du Ternois » et le logo de la CCT sur tous les supports de communication en lien avec l'opération financée.

### **Réalisations partielles et règles de caducité**

Dans le cas d'une réalisation partielle du projet pour lequel une aide est demandée, cette aide sera versée au prorata tout en respectant le seuil de 2 000 € HT de dépenses. Si le montant des factures est inférieur aux estimations initiales, le montant de l'aide est automatiquement ajusté à la dépense réellement effectuée sous réserve que les dépenses soient réalisées conformément au projet agréé par le comité d'attribution.

Dans le cas inverse où les factures sont supérieures aux estimations initiales, le montant de l'aide n'est pas revalorisé.

La subvention deviendra caduque si le bénéficiaire n'a pas adressé à la CCT, les documents justifiant de l'achèvement de la réalisation de l'opération et de son coût, et permettant le mandatement de la subvention dans un délai de 1 an à compter de la date de notification de l'aide.

En cas de litige, la juridiction compétente est le tribunal administratif de Lille

### **Conditions générales**

Le présent régime peut s'inscrire dans les cadres et règlements suivants :

- Le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE du 24 décembre 2013
- Régime cadre exempté de notification n°SA.103603 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2022-2027
- Régime cadre exempté de notification n°SA.100189 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ;

Le fait d'être éligible à une subvention ne constitue pas un droit à bénéficier de ladite subvention. La Communauté de Communes se réserve le droit de ne pas accorder cette aide notamment en cas d'insuffisance de crédits budgétaires.

L'aide sera accordée par Monsieur le Président de la Communauté de Communes après instruction du dossier par le Service Développement Economique du Ternois et présenté pour avis au comité

**Convention de partenariat relative au financement des entreprises  
Communauté de Communes du Ternois**

**Annexe 3 : Aide au Développement des TPE artisanales, commerciales et de services**

**Objectifs**

L'objectif de ce dispositif est d'encourager le développement et la pérennité des entreprises génératrices d'emploi et de valeur ajoutée sur le territoire.

Dans le cadre de ce partenariat, la CCT entend ainsi accompagner, de façon incitative, les entreprises artisanales et commerciales de moins de 10 salariés dans leurs investissements matériels et productifs.

**Bénéficiaires**

- Entreprise en développement dont le siège social (ou l'établissement secondaire) et l'activité sont sur le territoire de la CCT ;
- Entreprise disposant d'un exercice fiscal clôturé de 12 mois minimum ;
- Entreprises immatriculées au registre du commerce ou au répertoire des métiers ;
- Entreprises commerciales, artisanales, touristiques, industrielles ou de services de moins de 10 salariés ETP et au CA de moins de 2 millions d'euros ;
- Entreprise préalablement suivie dans leur projet de création ou de reprise par un membre du réseau d'accompagnement « TernoisCom Entreprises » (CCI, CMA, ITA, BGE, ...) ou un cabinet comptable.
- Entreprise ne devant pas répondre à la définition européenne de l'entreprise en difficulté
- Entreprise à jour de ses obligations fiscales et sociales

**Exclusions**

- Professions réglementaires ou assimilées, professions libérales
- Activités financières et immobilières
- Organismes de formation
- Bureaux d'études
- Secteur primaire agricole
- Secteur de la pêche ou de l'aquaculture
- les entreprises au statut de micro-entrepreneur dont l'activité est secondaire

**Dépenses éligibles**

- Le coût des investissements neufs ou d'occasion de moins de 5 ans en matériel de production, bureautique et informatique, technique, ... etc.
- Dépenses d'aménagement nécessaires à l'installation de matériels de production,

**Montant et intensité de l'aide**

Le montant des investissements éligibles doit être supérieur à 2 000 € HT.

L'aide prend la forme d'une subvention, à hauteur de 30% des investissements éligibles compris entre 2 000€ et 5 000€ HT.



L'intervention de la CCT est donc comprise entre 600 € et 1 500€.

### **Conditions d'octroi de l'aide et pièces à fournir**

Pour être éligible à cette aide, l'entreprise doit répondre aux critères définissant les bénéficiaires et ne pas figurer dans les exclusions.

Chaque demandeur ne doit pas avoir engagé son programme d'investissement avant d'avoir déposé un dossier de sollicitation auprès de la Communauté de Communes, le cas contraire entrainera la caducité de la demande.

Un délai de carence de 1 an à compter de la date d'attribution de l'aide est appliqué avant que l'entreprise puisse présenter une nouvelle demande d'aide.

### **Modalités de versement**

Le paiement de la subvention sera effectué en un seul versement sur présentation des factures acquittées, qui doivent être conformes aux devis initiaux présentés au dossier.

En cas de réalisation partielle de l'investissement, le montant de la subvention sera versé au prorata de la dépense réalisée dans le respect des 2 000 € HT minimum de dépenses en investissements.

Les factures acquittées et certifiées par l'entreprise seront transmises à la CCT qui pourra venir dans l'entreprise contrôler la réalité de l'investissement.

### **Engagements de l'entreprise**

Par la signature du formulaire de demande d'aide de la CCT, l'entreprise s'oblige à respecter l'ensemble de la réglementation qui lui est applicable notamment en matière fiscale, comptable et du droit du travail.

En cas de fermeture ou de changement de siège social de l'entreprise en dehors du territoire du Ternois dans les 2 ans, l'entreprise se verra dans l'obligation de reverser la subvention à la CCT en totalité. Le délai précité commence à courir à compter de la date de notification de l'aide par la CCT.

L'entreprise bénéficiaire d'une aide devra faire intégrer la mention « avec le soutien de la Communauté de Communes du Ternois » et le logo de la CCT sur tous les supports de communication en lien avec l'opération financée.

### **Réalisations partielles et règles de caducité**

Dans le cas d'une réalisation partielle du projet pour lequel une aide est demandée, cette aide sera versée au prorata tout en respectant le seuil de 2 000 € HT de dépenses. Si le montant des factures est inférieur aux estimations initiales, le montant de l'aide est automatiquement ajusté à la dépense réellement effectuée sous réserve que les dépenses soient réalisées conformément au projet agréé par le comité d'attribution.

Dans le cas inverse où les factures sont supérieures aux estimations initiales, le montant de l'aide n'est pas revalorisé.

La subvention deviendra caduque si le bénéficiaire n'a pas adressé à la CCT, les documents justifiant de l'achèvement de la réalisation de l'opération et de son coût, et permettant le mandatement de la subvention dans un délai de 1 an à compter de la date de notification de l'aide.

En cas de litige, la juridiction compétente est le tribunal administratif de Lille

### **Conditions générales**

Le présent régime peut s'inscrire dans les cadres et règlements suivants :

Envoyé en préfecture le 30/10/2023

Reçu en préfecture le 30/10/2023

Publié le

ID : 062-200069672-20231025-10\_25102023-DE

- Le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 relatif à la mise en œuvre des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE du 24 décembre 2013
- Régime cadre exempté de notification n°SA.103603 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2022-2027
- Régime cadre exempté de notification n°SA.100189 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023.

Le fait d'être éligible à une subvention ne constitue pas un droit à bénéficier de ladite subvention. La Communauté de Communes se réserve le droit de ne pas accorder cette aide notamment en cas d'insuffisance de crédits budgétaires.

L'aide sera accordée par Monsieur le Président de la Communauté de Communes après instruction du dossier par le Service Développement Economique du Ternois et présenté pour avis au comité

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
 Reçu en préfecture le 30/10/2023  
 Publié le  
 ID : 062-200069672-20231025-10\_25102023-DE

ANNEXE n°4

**Convention de partenariat entre la Région et l'intercommunalité dénommée:**

Arrondissement:

Département:

*Nota bene: Chaque année, pour le 31 janvier, les intercommunalités ayant signé une convention de partenariat font remonter les données ci-dessous au titre de l'année civile précédente au chargé de mission référent de leur intercommunalité au sein du Conseil Régional*

**Année civile concernée par les données ci-dessous:**

Délibération															
Dispositif (s)le)	Date de la délibération	Entreprise	Code postal	Commune du projet	Année de création au RCS	SIRET	Code NAF	Libellé NAF	Coût total du projet	Dépense éligible	Forme de l'aide	Montant de l'aide	Nombre d'emplois à maintenir	Nombre d'emplois à créer	Observations

Réalizations				
Montant versé	Date de versement	Montant réalisé de la dépense éligible	Emplois effectivement créés	Observations

Envoyé en préfecture le 30/10/2023  
Reçu en préfecture le 30/10/2023  
Publié le  
ID : 062-200069672-20231025-10\_25102023-DE

Légende des sigles des dispositifs

<b>STUP</b>	Aide à la Création d'Entreprises Innovantes et Industrielles
<b>COFI</b>	Aide aux entreprises en Consolidation Financière
<b>ADEN</b>	Aide Numérique
<b>DTPE</b>	Aide au Développement des TPE Artisanales, Commerciales et de Services
<b>REHA</b>	Aide à l'amélioration de l'accueil de la clientèle sur les points de vente fixe artisanal, commercial ou de service
<b>MOBI</b>	Aide à la mobilité des Artisans Commerçants
<b>DPST</b>	Aide au Développement des PME réalisant un saut technologique
<b>DPCE</b>	Aide au Développement des PME ayant un projet structurant fortement créateur d'emplois
<b>DGEN</b>	Aide au Développement des Grandes Entreprises
<b>IMEN</b>	Aide à l'implantation
<b>BUSIN'ESS</b>	Aide à l'émergence de nouvelles activités de l'ESS
<b>INV'ESS</b>	Aide à l'investissement des entreprises de l'ESS

Il est possible de citer d'autres dispositifs s'ils ont fait l'objet de cofinancement avec le Conseil Régional



Envoyé en préfecture le 30/10/2023

Reçu en préfecture le 30/10/2023

Publié le

ID : 062-200069672-20231025-10\_25102023-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°11/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 111 (113-2)	POUR : 111 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Approbation du rapport annuel du tourisme 2022 de la SPL Arras Pays d'Artois</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que la Communauté de Communes du Ternois est actionnaire de la SPL Office de Tourisme, des Loisirs et des Congrès Arras Pays d'Artois, aux côtés de la ville d'Arras, de la Communauté Urbaine d'Arras, des Communautés de Communes du Sud-Artois, d'Osartis-Marquion, des Campagnes de l'Artois et de la Ville de Saint-Laurent-Blangy.

Arras Pays d'Artois Tourisme a connu en 2022 une belle reprise d'activité à la suite de la crise sanitaire de la COVID 19 avec une obligation de fermeture au public de ses équipements sur une période de cinq mois. Le 1<sup>er</sup> semestre 2022 a été marqué par l'absence de britanniques sur notre territoire mais le 2<sup>ème</sup> semestre a observé une activité proche de celle de 2019.

2022 a marqué la première année d'exploitation de la nouvelle scénographie mise en place à la Carrière Wellington. Les visites ont connu un beau succès et ont répondu aux attentes espérées. Du point de vue technique il n'y a pas eu de soucis.

La destination Collines et Plaines d'Artois, en partenariat avec Lens-Liévin Tourisme a été créée en 2022. Cette destination a pour objectif de valoriser le tourisme de mémoire et l'itinérance.

En novembre 2022, la SPL a édité le livre « Voyage en terre de bière » qui valorise la filière brassicole en Pays d'Artois ainsi que la riche histoire qui lie Arras à la bière.

17 villages sont désormais labélisés *Village Patrimoine* ®.

Le taux d'occupation de l'aire de camping-car Arras Vallée de la Scarpe est de 82% en 2022.

Deux nouveaux actionnaires ont intégré la SPL au 1<sup>er</sup> juillet 2022, à savoir la ville de Saint-Laurent-Blangy et la Communauté de communes du Ternois.

24 000 vues ont été comptabilisées sur les Timescopes implantées à la Citadelle, Place des Héros à Neuville Saint-Vaast. Un nouveau Timescope a été posée à proximité de l'écluse Freddy Decima.

Conformément à l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales applicable aux SPL, « les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, et qui porte notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées à la société d'économie mixte ».

Ainsi, il revient à chaque collectivité actionnaire de la SPL Office de Tourisme, des Loisirs et des Congrès Arras Pays d'Artois de veiller, par l'intermédiaire de leurs représentants, à ce que les activités de la SPL soient conformes aux objectifs qui lui ont été assignés, afin de garder la maîtrise de leur outil.

L'assemblée délibérante, après discussion, se prononce par un vote sur le rapport écrit par les représentants de la collectivité.

Les représentants de Communauté de Communes du Ternois au conseil d'administration et à l'assemblée générale de la SPL ont approuvé les rapports sur la gestion de la société, sur sa situation financière et sur les comptes années au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 qui leur ont été présentés par l'expert-comptable et par le commissaire aux comptes de la SPL. Un rapport synthétisant le travail des administrateurs en 2022 est annexé à la présente délibération.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1531-1, L.1521-1, L.1524-1 et suivants, et L.5211-1 ;

Vu l'article 37 des statuts de la SPL Office de Tourisme, des Loisirs et des Congrès Arras Pays d'Artois ;

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

Monsieur Marc BRIDOUX et Monsieur Daniel MELIN représentants au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale ne prennent pas part au vote.

#### **DECIDE :**

D'approuver le rapport annuel des administrateurs sur l'exercice 2022, tel qu'annexé à la présente délibération.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 30/10/23  
et publication et notification le 30/10/23



Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Marc BRIDOUX



405

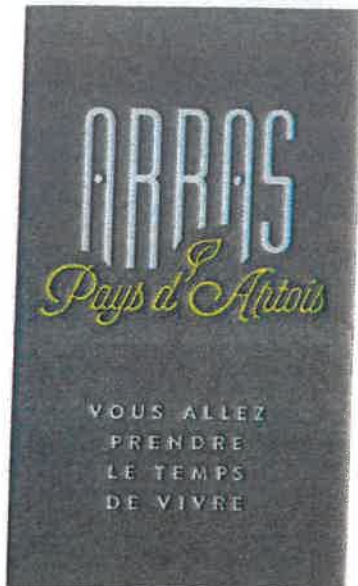
Envoyé en préfecture le 30/10/2023

Reçu en préfecture le 30/10/2023

Publié le

ID : 062-200069672-20231025-11\_25102023-DE

**ANNEXE 2**



## Rapport annuel des représentants de la Communauté de communes du Ternois Année 2022

<b>Table des matières</b>	<b>3</b>
Rappel du contexte	4
I. Fiche récapitulative	5
II. Activités, actualité, situation financière et évolution actionnariale	5
a. Activités de l'Epl	5
Présentation générale	7
Principales activités et opérations de l'année écoulée	7
Perspectives de développement	8
Bilan financier et économique	9
b. Evolutions statutaires effectuées dans l'année	9
Evolution de l'actionnariat	10
III. Relations contractuelles et financières entre l'Epl et la collectivité	10
a. Liste des contrats en cours avec la collectivité actionnaire	10
IV. Contrôles et gestion des risques	10
a. Principaux risques et incertitudes	10
b. Contrôle interne	10
c. Contrôles externes	11
V. Bilan de la gouvernance de l'Epl en 2022	11
a. Actionnariat	11
b. Les dirigeants	11
Les administrateurs	12
Les représentants aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires	12
Organisation de la gouvernance	13
c. Rémunération et avantages des représentants et des mandataires sociaux	13
d. Bilan de la gouvernance	13
Réunions du conseil d'administration et de l'assemblée spéciale :	13
Participation des représentants	14
e. Contrôle analogue	14



## **RAPPORT DU MANDATAIRE DE LA COMMUNAUTE URBAINE D'ARRAS AU SEIN DE LA SPL OFFICE DE TOURISME, DES LOISIRS ET DES CONGRES ARRAS PAYS D'ARTOIS Année 2022**

### ***Rappel du contexte***

Conformément à l'article L. 1524-5<sup>1</sup> du code général des collectivités territoriales, le représentant au conseil d'administration de la SPL Office de Tourisme, des Loisirs et des Congrès Arras Pays d'Artois, nommés le 21 juin 2023 présentent un rapport écrit devant le conseil de la Communauté de communes du Ternois.

Ce rapport, objet de la délibération, a pour objectif :

- de renforcer l'information de la collectivité territoriale actionnaire et de ses élus ;
- pour les représentants nommés au sein du conseil ou de l'assemblée de rendre compte de la manière dont ils exécutent leur mandat ;
- de renforcer le contrôle analogue ;
- de s'assurer que la société SPL Office de Tourisme, des Loisirs et des Congrès Arras Pays d'Artois, agit en conformité avec les positions et les actions engagées par la collectivité Communauté de communes du Ternois.

Dans le respect de ces dispositions le présent rapport est destiné à être transmis aux collectivités actionnaires pour délibération.

*Ce rapport contribue au contrôle analogue de la SPL Office de Tourisme, des Loisirs et des Congrès Arras Pays d'Artois, tel que défini par le code de la commande publique et le code général des collectivités territoriales ainsi que par les statuts et le règlement intérieur de la société.*

---

<sup>1</sup> L'article L. 1524-5 alinéa 14 du Code Général des Collectivités Territoriales rappelle :

"Les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, et qui porte notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées à la société d'économie mixte".

## I. Fiche récapitulative

Informations générales	
Dénomination de la société	Office de Tourisme, des Loisirs et des Congrès Arras Pays d'Artois
Siège social	29 RUE DES ROSATI - 62000 ARRAS
Adresse administrative	29 RUE DES ROSATI - 62000 ARRAS
Date de création	17 JANVIER 2017
Secteur d'activité/métier	TOURISME
Objet social	La société a pour objet, dans le cadre des conventions ou délégations de services publics conclus avec des collectivités territoriales ou groupement de collectivités territoriales qui en sont actionnaires et sur leur territoire, le développement de l'attractivité de leur territoire sur l'ensemble des secteurs du tourisme (Tourisme d'agrément et tourisme d'affaires) Et à destination de l'ensemble des clientèles (locales, régionales, nationales, internationales).
Président(e) Ou PDG	Nicolas DESFACHELLE
Nom du Directeur Général Et Directeur général délégué	Christian BERGER
Nom du commissaire aux comptes et date de nomination	Société COGEP, Jérôme WILLERVAL Nommé en Assemblée Générale le 21 juin 2023
Nombre de salariés	48

## II. Activités, actualité, situation financière et évolution actionnariale

### a. Activités de l'Epl

Dans le cadre des conventions ou des délégations de service public avec ses actionnaires et sur le territoire, la SPL a pour mission de

- Développer l'attractivité de son territoire par le tourisme d'agrément et le tourisme d'affaires
- Sur l'ensemble des clientèles locales, régionales, nationales et internationales
- Elaborer et participer à la politique locale du tourisme et programmes locaux de développement
- Organiser et animer des événements touristiques (fêtes, manifestations)
- Accueillir les touristes
- Assurer la promotion du territoire
- Coordonner les différents partenaires
- Exploiter des installations touristiques et culturelles
- Marketer et commercialiser de prestations de services touristiques

### Présentation générale

La « Société Publique Locale » *Office de Tourisme des Loisirs et des Congrès du Grand Arras* a été créée le 17 janvier 2017.

Elle est constituée de 7 actionnaires : C.U.A., Ville d'Arras, C.C. Sud Artois, C.C. Osartis-Marquion, C.C. des campagnes de l'Artois, Ville de Saint-Laurent-Blangy et C.C du Ternois.

Depuis le 14 mai 2019, le nom de la société a été modifié pour devenir *Office de Tourisme des Loisirs et des Congrès Arras Pays d'Artois* et a été ajouté un nom commercial *Arras Pays d'Artois Tourisme*. Son siège social est établi au 29 rue des Rosati à Arras.

La société en quelques repères :

- Capital Social : 450 000 €
- Conseil d'administration : 18 membres
- Président du Conseil d'Administration : Nicolas DESFACHELLE
- Présidente déléguée : Aude VILETTE
- Directeur Général : Christian BERGER
- Comité technique d'une vingtaine de socio-professionnels
- Société inscrite au RC et en « in house »
- Effectif (salarié(e)s et mis à disposition hors saisonniers et vacataires :
  - Nombre de salariés Office de Tourisme Arras Pays d'Artois : 38
  - Nombre de salariés CUA, mis à disposition à la Base Nautique : 5
  - Nombre de salariés Ville d'Arras, mis à disposition au siège social : 1
  - Nombre de salariés Ternois com : 4

La SPL exerce sa compétence tourisme sur 5 intercommunalités, soit 358 communes et près de 288 000 habitants.

Au cours des deux décennies précédentes, le territoire s'est appuyé avec un certain succès sur une stratégie de croissance forte, pour se faire une place sur la carte touristique d'Europe du Nord.

L'Office de Tourisme s'est, dès lors, imposé comme l'outil du développement du tourisme territorial des collectivités locales.

**L'expertise d'Arras Pays d'Artois Tourisme dans les missions suivantes :**

**Le sens de l'accueil**

Arras Pays d'Artois Tourisme a organisé et développé l'accueil des touristes sur le territoire de la Vallée de la Scarpe, premier bureau d'information localisé à Arras qui accueille en moyenne 200 000 visiteurs par an, complété par un deuxième bureau d'information à Bapaume depuis 2018. La création d'outils (guide, flyer, site internet...) a permis de doter le réseau des prestataires pour en faire des experts accueillant de la destination.

#### **L'évènementiel comme outil d'attractivité**

Arras Pays d'Artois Tourisme a acquis un savoir-faire dans la création et la gestion d'évènements. Le Jardin des Boves, l'organisation de moments commémoratifs comme la Grande Veillée ou encore le marché de Noël qui concourt à l'attractivité du territoire.

En 2004, Arras Pays d'Artois Tourisme a organisé son premier marché de Noël avec 30 chalets. 15 ans plus tard, cet événement rassemble 140 commerçants et accueille 1 million de visiteurs. L'Office de Tourisme a su faire grandir le marché de Noël en préservant ses valeurs d'authenticité et de magie de Noël tout en appliquant les contraintes sécuritaires de plus en plus prégnantes. Aujourd'hui l'Office organise la première édition du Championnat du monde de la frite.

#### **Les équipements touristiques, les piliers du développement touristique**

L'ADN d'Arras Pays d'Artois Tourisme réside dans la gestion d'équipements. C'est autour de la visite des Boves et de la montée au beffroi qu'a été créé le premier Office de Tourisme. En 2008, la gestion de la Carrière Wellington a été confiée à l'Office de Tourisme dès son ouverture.

A ses débuts, la Carrière accueillait environ 40 000 visiteurs par an ; en 2018, elle a culminé à 80 000 visiteurs avec près de 50% de son visitorat anglophone. Durant ces 15 premières années, Arras Pays d'Artois Tourisme a su imposer la Carrière Wellington comme un lieu incontournable de la mémoire de la Première Guerre mondiale en Hauts-de-France, a créé la cérémonie du lever du jour du 9 avril, aujourd'hui inscrite dans le calendrier des commémorations du Commonwealth, a développé sa notoriété à l'International en particulier avec la Nouvelle-Zélande et le Canada. En 2021, Arras Pays d'Artois Tourisme a géré la rénovation du bâtiment d'accueil de la Carrière Wellington et sa scénographie. Sur le territoire de la CUA, la SPL est également en charge de la boutique de l'Hôtel de Ville, du service de location de vélo-tourisme...

Depuis septembre 2021, Arras Pays d'Artois Tourisme gère l'Aire de Camping-car Arras Vallée de la Scarpe dont le taux d'occupation est de 87 %.

Depuis le début de l'année 2023, la Communauté de communes du Ternois a confié la gestion du Donjon de Bours à la SPL.

Arras Pays d'Artois Tourisme est un des rares établissements de ce type en France à bénéficier d'une longue expérience et à disposer de compétences spécifiquement dédiées à la gestion et au développement commercial d'équipements touristiques et de loisirs.

En 2022, Arras Pays d'Artois Tourisme a accueilli sur l'ensemble de ses équipements 180 000 visiteurs payants et a obtenu une note de 9.3/10 de satisfaction sur le web.

#### **L'animation touristique**

L'animation touristique est un des piliers de la politique touristique de la SPL. Visites guidées, visites théâtralisées, musicales, expositions, ateliers ... ; Pour correspondre aux attentes clients, le bien-être, la valorisation des savoirs-faires et des circuits-courts, la découverte des paysages et du patrimoine, sont des thématiques au cœur de la stratégie de l'offre.

Pour la mise en place de ces nouvelles offres, l'Office de Tourisme s'appuie sur un réseau d'acteurs locaux (guides, animateurs, artisans et producteurs...)

#### **La promotion au service de la stratégie**

Dès sa fondation en 2017, la SPL Office de Tourisme Arras Pays d'Artois a posé les fondations d'une nouvelle stratégie de communication, fondée sur l'art de vivre et la qualité de l'expérience client en visant des retombées à haute valeur ajoutée pour l'économie touristique : conception de la marque et de la charte graphique « Arras pays d'Artois, vous allez prendre le temps de vivre », déclinaison d'un univers de produits dérivés sous la marque « Arras Pays d'Artois Original », édition d'un guide de 140 pages....

Ces dispositifs fondateurs de l'image de marque, couplés aux moyens de communication reposant sur le story-telling de la destination (magazine semestriel, site web, réseaux sociaux...) correspondent parfaitement à la clientèle cible de la destination, que sont les touristes urbains.

Fort de ses fondations solides, en termes de savoir-faire, d'expertise, de notoriété et d'attractivité, Arras Pays d'Artois Tourisme adopte aujourd'hui une stratégie résolument qualitative, fondée sur la valeur ajoutée produite pour favoriser la montée en gamme de son économie touristique.

Ce savoir-faire, couplé aux activités de promotion et d'animation du territoire, confère à Arras Pays d'Artois Tourisme une approche transversale de la chaîne de valeurs, permettant d'articuler en permanence, de manière dynamique et pragmatique, le contenu des productions touristiques et le marketing territorial avec les impératifs de rentabilité des équipements gérés.

### ***Principales activités et opérations de l'année écoulée***

- 17 villages sont désormais labélisés *Village Patrimoine* ®
- Belle fréquentation dans les Boves et au Beffroi. Fréquentation mitigée les six premiers mois de l'année à la Carrière Wellington, probablement due à l'absence des Britanniques sur le territoire
- Le bureau d'information touristique d'Arras a doublé son nombre de sollicités par rapport à 2021 (68 229 en 2021, 133 505 en 2022)
- 24 000 passages par les Timescopes et implantation d'un quatrième Timescope sur les bords de Scarpe
- 82% de taux d'occupation de l'aire de camping-car en 2022
- Lancement de la bière de printemps 1394. La 1ère édition par la Brasserie paysanne de l'Artois a eu lieu en 2022.
- Sortie du livre « Voyage en terre de bière » édité par Arras Pays d'Artois Tourisme
- Notre chiffre d'affaires sur internet est de plus de 200 000 €. En 2017 le chiffre d'affaires était d'environ 25 000 €
- Création de newsletters à destination des clients, des professionnels et des élus
- Evolution du chiffre d'affaires entre 2019 et 2022 : 1<sup>er</sup> semestre 2019 : 145 000 € de chiffre d'affaires, 1<sup>er</sup> semestre 2022 : 135 000 € de chiffre d'affaires avec Riverside Park et l'aire de camping-car
- Intégration de deux nouveaux actionnaires : la Communauté de communes du Ternois
- La destination Collines et Plaines d'Artois a été créée en 2022

### ***Perspectives de développement***

- Pérennisation du Championnat du monde de la frite.
- Développement des dîners secrets.
- Transformation du BIT Hôtel de ville d'Arras vers un lieu d'expériences touristiques
- Développement des réseaux à la campagne
- Développement du tourisme lié à la pratique des randonnées pédestres et cyclistes et de la Grande Itinérance
- Requalification de Riverside Park
- Développement de l'offre mémorielle autour de la Seconde Guerre Mondiale



## Situation financière de l'Epl

### Bilan financier et économique

Exemple : Les indicateurs clé de la société peuvent être présentés dans un contexte rétrospectif, portant sur les trois derniers exercices.

	2020	2021	2022
CAPITAL SOCIAL	450 000	450 000	450 000
CHIFFRES D'AFFAIRES	274 183	602 264	1 423 576
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	2 065 235	2 413 126	3 027 704
COUTS SALARIAUX	924 467	998 667	1 434 082
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	2 095 149	2 300 541	3 229 109
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 29 914	112 584	- 201 405
RESULTAT NET	15 301	228 060	- 17 519
TRESORERIE NETTE	1 115 825	832 497	817 285
CAPITAUX PROPRES	1 176 269	2 026 094	1 890 242
ENDETTEMENT FINANCIER	- 865 825	- 594 736	- 629 074

**b. Evolutions statutaires effectuées dans l'année**

**Evolution de l'actionnariat**

Les changements intervenus l'année précédente ou dans l'année sont :

**Cession d'actions**

L'actionnaire Ville d'Arras a cédé 14 actions à l'actionnaire Communauté de communes du Ternois pour un prix de 14 000 euros.

L'actionnaire Ville d'Arras a cédé 1 action à l'actionnaire Ville de Saint-Laurent-Blangy pour un prix unitaire de 1 000 euros.

Le conseil d'administration du 09/02/2022 a donné son agrément sur cette cession d'action.

Actionnaire	Nombre d'actions	Nombre d'administrateurs au Conseil d'administration
Communauté Urbaine d'Arras	229	8
Ville d'Arras	182	5
Communauté de communes du Sud-Artois	14	1
Communauté de communes Osartis-Marquion	5	1
Communauté de communes des Campagnes de l'Artois	5	1
Communauté de communes du Ternois	14	1
Ville de Saint-Laurent-Blangy	1	1

### III. Relations contractuelles et financières entre l'EPIC et la collectivité

#### a. Liste des contrats en cours avec la collectivité actionnaire

Pas de contrat pour l'année 2022.

### IV. Contrôles et gestion des risques

#### a. Principaux risques et incertitudes

- Renforcement de la sécurité informatique pour contrôler le risque de piratage informatique.
- Risque de pannes techniques sur nos équipements qui entraîneraient la fermeture partielle ou totale et donc une perte du chiffre d'affaires.
- Coût de l'énergie et inflation sur les matières premières

#### b. Contrôle interne

Arras Pays d'Artois Tourisme a mis en place un livret d'accueil destiné aux salariés, leur indiquant les règles de l'entreprise, leurs droits et leurs devoirs. Mise en place du droit à la déconnexion pour les salariés, d'une charte de télétravail pour les postes adaptés.

Dans les marchés publics passées, intégration des critères de développement durable et d'égalité sociale.

Application de la procédure de la commande publique.

#### c. Contrôles externes

Contrôle suite à une demande de remboursement de crédit de TVA. Le contrôle s'est soldé positivement.  
Pas de remarques particulières du contrôleur.

## V. Bilan de la gouvernance de l'Epl en 2022

### a. Actionnariat

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital détenu
<b>Collectivités territoriales</b>			
Communauté urbaine d'Arras	229	229 000	51
Ville d'Arras	182	182 000	40
Communauté de communes du Sud-Artois	14	14 000	3
Communauté de communes Osartis-Marquion	5	5 000	1
Communauté de communes des Campagnes de l'Artois	5	5 000	1
Communauté de communes du Ternois	14	14 000	3
Ville de Saint-Laurent-Blangy	1	1 000	1
<b>Total</b>	<b>450</b>	<b>450 000</b>	<b>100</b>

### b. Les dirigeants

#### Les administrateurs

Collectivité	Représentants au Conseil	Date de nomination
Communauté Urbaine d'Arras	Contart Betty	17.01.2017
Communauté Urbaine d'Arras	Desfachelle Nicolas	17.01.2017
Communauté Urbaine d'Arras	El Hamine Valérie	17.01.2017
Communauté Urbaine d'Arras	Devise Jean-Marc	17.01.2017
Communauté Urbaine d'Arras	Gheerbrant Nathalie	17.01.2017
Communauté Urbaine d'Arras	Michel Didier	17.01.2017
Communauté Urbaine d'Arras	Milleville Bernard	17.01.2017
Communauté Urbaine d'Arras	Normand Arnold	17.01.2017
Ville d'Arras	Beaumont Evelyne	17.01.2017
Ville d'Arras	Bigorne Emilie	17.01.2017
Ville d'Arras	Malfait Alexandre	17.01.2017
Ville d'Arras	Muylaert François-Xavier	17.01.2017
Ville d'Arras	Vilette Aude	17.01.2017
Communauté de communes du Sud-Artois	Dromart Evelyne	17.01.2017
Communauté de communes Osartis-Marquion	Turpin Laurent	17.01.2017

Communauté de communes des Campagnes de l'Artois	Bernard Marie	
Communauté de communes du Ternois	Bridoux Marc	24.03.2022
Ville de Saint-Laurent-Blangy	Houplain Frédéric	30.03.2022

Collectivité	Représentants à l'Assemblée Générale	Date de nomination
Communauté Urbaine d'Arras	Desfachelles Nicolas	17.01.2017
Ville d'Arras	Leturque Frédéric	17.01.2017
Communauté de communes du Sud-Artois	Cottel Jean-Jacques	17.01.2017
Communauté de communes Osartis-Marquion	Georget Pierre	17.01.2017
Communauté de communes des Campagnes de l'Artois	Seroux Michel	08.12.2017
Communauté de communes du Ternois	Bridoux Marc	24.03.2022
Ville de Saint-Laurent-Blangy	Desfachelles Nicolas	30.03.2022

**Les représentants aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires**

Collectivité	Représentants à l'Assemblée Générale	Date de nomination
Communauté Urbaine d'Arras	Desfachelles Nicolas	17.01.2017
Ville d'Arras	Leturque Frédéric	17.01.2017
Communauté de communes du Sud-Artois	Cottel Jean-Jacques	17.01.2017
Communauté de communes Osartis-Marquion	Georget Pierre	17.01.2017
Communauté de communes des Campagnes de l'Artois	Seroux Michel	08.12.2017
Communauté de communes du Ternois	Bridoux Marc	24.03.2022
Ville de Saint-Laurent-Blangy	Desfachelles Nicolas	30.03.2022

La société n'est pas soumise aux obligations de mixité homme/femme

**Organisation de la gouvernance**

Les fonctions de président et de directeur général sont dissociées.

Le Président du conseil d'administration, Monsieur Nicolas Desfachelles a été désigné par délibération du conseil d'administration du 21/06/20, pour la durée de son mandat d'administrateur.

Le Directeur général, Monsieur Christian Berger a été désigné par délibération du conseil d'administration du 17/01/2017.



**c. Rémunération et avantages des représentants et des**

Le Président, le Président-délégué et les membres du conseil d'administration ne perçoivent pas de rémunération pour leur fonction.

La rémunération du Directeur Général est fixée par le Conseil d'administration.

**d. Bilan de la gouvernance****Réunions du conseil d'administration et de l'assemblée spéciale :**

- Le conseil d'administration s'est réuni 4 fois en 2022
- L'assemblée générale ordinaire s'est réunie 1 fois en 2022 en présence de :

Nicolas Desfachelle représentant la Communauté Urbaine d'Arras  
 Aude Vilette représentant la Ville d'Arras  
 Evelyne Dromart, représentant la Communauté de communes du Sud-Artois  
 Michel Seroux, représentant la Communauté de communes des Campagnes de l'Artois  
 Marc Bridoux, représentant la Communauté de communes du Ternois  
 Frédéric Houplain, représentant la ville de Saint-Laurent-Blangy

**Participation des représentants**

Collectivité	Représentants au Conseil	Participation / nombre de conseil d'administrati on
Communauté Urbaine d'Arras	Contart Betty	2 / 4
Communauté Urbaine d'Arras	Desfachelle Nicolas	3 / 4
Communauté Urbaine d'Arras	El Hamine Valérie	2 / 4
Communauté Urbaine d'Arras	Gheerbrant Nathalie	3 / 4
Communauté Urbaine d'Arras	Michel Didier	1 / 4
Communauté Urbaine d'Arras	Milleville Bernard	2 / 4
Communauté Urbaine d'Arras	Normand Arnold	2 / 4
Ville d'Arras	Beaumont Evelyne	1 / 4
Ville d'Arras	Bigorne Emilie	0 / 4

Ville d'Arras	Alexandre	2 / 4
Ville d'Arras	Muylaert François-Xavier	3 / 4
Ville d'Arras	Vilette Aude	4 / 4
Communauté de communes du Sud-Artois	Dromart Evelyne	4 / 4
Communauté de communes Osartis-Marquion	Turpin Laurent	2 / 4
Communauté de communes des Campagnes de l'Artois	Bernard Marie	0 / 2
Communauté de communes du Ternois	Bridoux Marc	2 / 2
Ville de Saint-Laurent-Blangy	Houplain Frédéric	

*e. Contrôle analogue*

L'Office de Tourisme Arras Pays d'Artois a convoqué en 2022 4 conseils d'administration et 1 assemblée générale ordinaire.

Environ tous les mois, un bureau des actionnaires se réunit 2h les mercredis après-midi.

A raison d'une fois tous les 2 mois, les référents tourisme de chaque actionnaire sont conviés à une réunion avec la Direction de l'Office afin de partager les sujets d'actualités du territoire.

Monsieur Nicolas Desfachelle, Président de la SPL, a présenté l'activité de l'entreprise au Conseil communautaire d'Osartis-Marquion.

Monsieur Christian BERGER, Directeur Général de la SPK, a participé à un burex de la Communauté Urbaine d'Arras.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°12/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATÉL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Saison Culturelle 2024</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que le service culture a mis en place une saison culturelle variée, correspondant à la demande du territoire et répartie sur l'ensemble du territoire du Ternois.

Cette saison se divise en plusieurs types d'événements : grandes formes, petites formes, hors les murs. Elle y intègre des lieux de diffusion culturelle tels que le donjon de Bours et l'école de musique intercommunale.

La saison 2024 vise à répondre à divers objectifs : varier les champs artistiques, cibler une mixité de public avec des actions de médiation auprès des scolaires, collégiens, lycéens et très jeune public. Elle rayonnera sur l'ensemble du Ternois dans plusieurs communes avec des spectacles de petites ou de grandes formes, ainsi que des spectacles itinérants.

La saison culturelle 2024 s'articule de la manière suivante :

- GRANDES FORMES :
  - Un spectacle d'humour
  - Un projet culturel autour des cultures urbaines et des Jeux Olympiques rassemblant la compagnie l'Embardée dans le cadre de l'événement Ox Hip Hop, ainsi que la compagnie Niya autour de représentations et ateliers de médiation à destination de divers publics
  - Une performance artistique au Donjon dans le cadre de l'inauguration des jardins du Donjon
  - Un projet artistique et culturel autour de la photographie incluant des ateliers de pratiques artistiques, des séances de médiation et de création sur le territoire à destination de différents publics

- MOYENNES FORMES :

- Un projet de création de films d'animations intitulé *Mini Paradisio* mené avec Luc Brévert à destination des scolaires du secteur de Pernes et Heuchin, incluant un partenariat avec le Louvre-Lens
- Un partenariat avec la Comédie de Béthune : *Loin dans la mer* incluant une représentation scolaire et une représentation tout public, ainsi qu'un spectacle Hors Les Murs
- Une représentation artistique dans la cadre de la *journée parentalité* en partenariat avec le service parentalité de Ternoiscom
- Une représentation théâtrale intitulée *Décodages* par la compagnie S'Vrai, ainsi qu'une séance de médiation sur la thématique de la vérité historique et des fakes news à destination des élèves du lycée Albert Châtelet
- Une représentation théâtrale intitulée *Ces filles-là*, ainsi qu'une séance de médiation sur la thématique du harcèlement scolaire à destination des élèves du lycée Pierre Mendès France.
- Une participation au festival d'Harmonie de la musique de Saint-Pol
- Un projet d'écriture musicale avec le groupe *Les Mauvaises Langues* dédié aux élèves de l'école de musique comprenant des ateliers d'écriture, d'arrangements, ainsi qu'un concert de restitution le 31 mai 2024 à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise

- PETITES FORMES :

- Des contes tout public dans le cadre du festival conteurs en campagne proposés en itinérance sur le territoire aux communes volontaires dans le cadre d'un appel à participation lancé à l'ensemble des élus
- Une masterclass et un concert de clarinettes urbaines proposés à l'école de musique
- Un quartet de Jazz en partenariat avec le conservatoire de Tourcoing à l'école intercommunale de musique
- Un spectacle de marionnettes et de livres découpés intitulé *Bibliotron* permettant le partenariat avec le service lecture publique de Ternoiscom

Le budget pour l'ensemble de ces événements s'élève à 105 000€.

Ce projet a été validé par les membres du bureau communautaire en date du 03 octobre 2023.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

DECIDE :

D'approuver le projet de saison culturelle 2024 ci-dessus, estimé à 105 000€.

De solliciter les financements du Conseil Départemental et des autres partenaires qui pourraient apporter une aide dans la mise en œuvre de cette programmation.

De donner pouvoir à M. le Président pour fixer les tarifs d'entrée.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.  
Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le

30/10/13  
30/10/23



Le Président



Mme BRIDoux



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°13/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Modification du tableau des effectifs</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires :

1/ De modifier, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2023, le volume horaire des emplois permanents ci-dessous comme suit :

Service	Emploi	Grade	Quotité de travail de l'emploi supprimé	Quotité de travail de l'emploi créé
Ecole de musique intercommunale	Professeur de Clarinette	Adjoint Enseignement Artistique principal 1 <sup>ère</sup> classe	5h30	3h30
Enfance	EJE en EAJE	Educateur de Jeunes Enfants	35h	32h

- D'autoriser M. le Président à mettre en œuvre la procédure nécessaire aux modifications et de signer toutes les pièces et documents s'y rapportant.

Et de préciser :

- Que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois sont inscrits au budget primitif de l'année.
- Que M. le Président est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2/ D'acter les modifications de grades de recrutement des postes créés par délibération du conseil communautaire du 12 juillet 2023 comme suit :

- ⇒ Recrutement d'un Directeur de Services Techniques et de Collecte, à temps complet, sur le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux (catégorie A – filière technique).
- ⇒ Recrutement d'un responsable de la commande publique à temps complet sur le cadre d'emploi des attachés territoriaux (catégorie A – filière administrative).
- ⇒ Recrutement d'un responsable environnement à temps complet sur le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux (catégorie A – filière technique).

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

1/ De modifier, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2023, le volume horaire des emplois permanents ci-dessous comme suit :

Service	Emploi	Grade	Quotité de travail de l'emploi supprimé	Quotité de travail de l'emploi créé
Ecole de musique intercommunale	Professeur de Clarinette	Adjoint Enseignement Artistique principal 1 <sup>ère</sup> classe	5h30	3h30
Enfance	EJE en EAJE	Educateur de Jeunes Enfants	35h	32h

- D'autoriser M. le Président à mettre en œuvre la procédure nécessaire aux modifications et de signer toutes les pièces et documents s'y rapportant.

Et de préciser :

- Que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois sont inscrits au budget primitif de l'année.
- Que M. le Président est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2/ D'acter les modifications de grades de recrutement des postes créés par délibération du conseil communautaire du 12 juillet 2023 comme suit :

- ⇒ Recrutement d'un Directeur de Services Techniques et de Collecte, à temps complet, sur le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux (catégorie A – filière technique).
- ⇒ Recrutement d'un responsable de la commande publique à temps complet sur le cadre d'emploi des attachés territoriaux (catégorie A – filière administrative).
- ⇒ Recrutement d'un responsable environnement à temps complet sur le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux (catégorie A – filière technique).

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 06/11/2023

et publication et notification le 06/11/2023



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°14/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Modification des tarifs pour les séjours vacances proposés par le service jeunesse</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que le service jeunesse propose des séjours de vacances aux jeunes. Une nouvelle grille tarifaire des séjours de vacances est proposée pour la période estivale et pour la période hivernale (séjour ski). Le tarif s'applique aux habitants du territoire et aux extérieurs (l'inscription des habitants du territoire est prioritaire).

Les tarifs sont en vigueur depuis 2017 à la création de TernoisCom.

Suite à l'augmentation des prestations en lien avec la conjoncture actuelle, il est proposé d'augmenter les tarifs de la façon suivante :

Séjour de vacances séjour ski :

**ANCIENS TARIFS :**

Quotient familial	Participation demandée
<b>0 - 308</b>	280 €
<b>309 - 617</b>	300 €
<b>618 - 1000</b>	300 €
<b>1001 - 1500</b>	350 €
<b>Plus de 1500</b>	400 €

Tarif dégressif pour les fratries : -10% du restant à charge pour le 2<sup>ème</sup> enfant et -15% du restant à charge pour le 3<sup>ème</sup> enfant.

### NOUVEAUX TARIFS :

Quotient familial	Participation demandée
0 - 308	350 €
309 - 617	400 €
618 - 1000	400 €
1001 - 1500	450 €
Plus de 1500	500 €

Tarif dégressif pour les fratries : -10% du restant à charge pour le 2<sup>ème</sup> enfant et -15% du restant à charge pour le 3<sup>ème</sup> enfant.

### Séjour de vacances séjour été :

#### ANCIENS TARIFS :

Quotient familial	Participation demandée
0 - 308	300 €
309 - 617	350 €
618 - 1000	400 €
1001 - 1500	450 €
Plus de 1500	500 €

Tarif dégressif pour les fratries : -10% du restant à charge pour le 2<sup>ème</sup> enfant et -15% du restant à charge pour le 3<sup>ème</sup> enfant.

#### NOUVEAUX TARIFS :

Quotient familial	Participation demandée
0 - 308	400 €
309 - 617	450 €
618 - 1000	500 €
1001 - 1500	550 €
Plus de 1500	600 €

Tarif dégressif pour les fratries : -10% du restant à charge pour le 2<sup>ème</sup> enfant et -15% du restant à charge pour le 3<sup>ème</sup> enfant.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### DECIDE :

D'appliquer les tarifs suivants à compter de la notification de la présente délibération :



## Séjour de vacances séjour ski :

Quotient familial	Participation demandée
<b>0 - 308</b>	350 €
<b>309 - 617</b>	400 €
<b>618 - 1000</b>	400 €
<b>1001 - 1500</b>	450 €
<b>Plus de 1500</b>	500 €

Tarif dégressif pour les fratries : -10% du restant à charge pour le 2<sup>ème</sup> enfant et -15% du restant à charge pour le 3<sup>ème</sup> enfant.

## Séjour de vacances séjour été :

Quotient familial	Participation demandée
<b>0 - 308</b>	400 €
<b>309 - 617</b>	450 €
<b>618 - 1000</b>	500 €
<b>1001 - 1500</b>	550 €
<b>Plus de 1500</b>	600 €

Tarif dégressif pour les fratries : -10% du restant à charge pour le 2<sup>ème</sup> enfant et -15% du restant à charge pour le 3<sup>ème</sup> enfant.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 30/10/23

et publication et notification le 30/10/23



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°15/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Admission de créances en non-valeur et créances éteintes sur deux budgets (principal et collecte)</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que le comptable public (le service de gestion comptable de Saint Pol sur Ternoise) a transmis à la Communauté de Communes du Ternois un tableau concernant les demandes de mise en non-valeur et créances éteintes sur 2 budgets différents, à savoir :

**Budget collecte (205.13) :**

Créances admises en non-valeur pour un montant de 81.75 € (article 6541) ;

Créances éteintes pour un montant de 973.14 € (article 6542)

**Soit un total de 1054.89 €**

Les crédits inscrits au BP2023 sont suffisants.

**Budget principal (205.00) :**

Créances admises en non-valeur pour un montant de 1092.22 € (article 6541).

Les crédits inscrits au BP2023 sont suffisants.

Soit un total de 1173.97 € pour les créances admises en non-valeur et 973.14 € pour les créances éteintes et toutes créances confondues, **un total général de 2147.11 €**

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter toutes les admissions en non-valeur des créances proposées par le comptable, à savoir les créances admises en non-valeur et les créances éteintes sur les différents budgets concernés ;

De prélever les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au BP 2023 au 654 (pertes sur créances irrécouvrables), à l'article 6541 pour les créances admises en non-valeur et à l'article 6542 pour les créances éteintes ;

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le

et publication et notification le

31/10/2023  
31/10/2023

  
Marc BRIDOUX



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°16/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<b>NOMBRE DE CONSEILLERS</b>	<b>VOTE</b>	<b>Objet de la Délibération :</b>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>DM budgétaire n°7 – Budget Principal 205.00 Opération 924 Salle de Sports de Frévent – Echange de terrains avec la ville de Frévent</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que TERNOISCOM avait prévu la construction d'une salle des sports intercommunale sur un terrain lui appartenant et situé rue Lebas à Frévent. Suite à des contraintes de l'ABF, il a été décidé de changer le lieu d'implantation et de construire cette salle sur un terrain appartenant à la ville de Frévent situé rue Georges Clémenceau.

Par délibération du conseil communautaire en date du 19 mars 2021, il a été décidé un échange des terrains entre TERNOISCOM et la ville de Frévent.

Afin d'intégrer le terrain d'assiette de la salle de sports dans l'actif de TernoisCom, il y a lieu de prévoir les crédits nécessaires pour les écritures budgétaires concernant cet échange de terrains entre TernoisCom et la Ville de Frévent.

Une décision modificative sur le BUDGET PRINCIPAL est proposée comme suit :

	<b>Imputations</b>	<b>Crédits inscrits au BP2023 + DM</b>	<b>Proposition de modification</b>	<b>Crédits après modification</b>
R/I	024 Produits de cession des immobilisations	0 €	62 900 €	62 900 €
R/I	021Virement de la section de fonctionnement	2 817 948.70 €	1 667 €	2 819 615.70 €
D/I	2111- Terrains Nus (OPE 924)	0	64 567 €	64 567 €
D/F	023 Virement à la section d'investissement	2 817 948.70 €	1 667 €	2 819 615.70 €

D/F	60612 Energie	184.700 €	-1 667 €	183 033 €
-----	---------------	-----------	----------	-----------

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

*Cette délibération annule et remplace la délibération n°07 du 12/07/2023*

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 31/10/23

et publication et notification le 31/10/23





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°17/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<b>NOMBRE DE CONSEILLERS</b>	<b>VOTE</b>	<b>Objet de la Délibération :</b>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>DM budgétaire n°8 Budget Principal 205.00 Opération 921 Sécurité Prévention de la Délinquance</b>

La séance ouverte, M. Le Président rappelle aux Délégués Communautaires qu'une délibération avait été prise en juillet 2023 concernant l'installation d'un nouveau système de vidéoprotection via la Fibre Numérique 59/62.

Un budget prévisionnel de 150 000 € avait été voté lors du budget primitif.

Suite à l'étude d'exécution, il y a lieu d'affiner les crédits budgétaires sachant que l'ensemble des dépenses concerne les études préalables, l'achat des caméras, l'IRU (droits d'exploitation de la fibre), la climatisation du local, les raccordements électriques.

Il est proposé de prévoir une enveloppe supplémentaire de 50 000 euros TTC pour faire face à ces dépenses d'investissement.

	<b>Imputations</b>	<b>Crédits inscrits au BP2023 + DM</b>	<b>Proposition de modification</b>	<b>Crédits après modification</b>
D/I	2181 – Immobilisations corporelles (OPE 921)	150 000 €	50 000 €	200 000 €
D/I	020 Dépenses Imprévues	89 857.84 €	-50 000 €	39 857.84 €

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le

31/10/23  
31/10/23



Marc BRIDOUX



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°18/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<b>NOMBRE DE CONSEILLERS</b>	<b>VOTE</b>	<b>Objet de la Délibération :</b>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>DM budgétaire n°9 – Budget Principal 205.00 Services techniques : utilisation d'un logiciel pour la gestion des bâtiments et équipements de TernoisCom</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'il envisage de faire appel à un prestataire pour l'utilisation d'un logiciel en ligne pour centraliser et simplifier le suivi, la gestion, les interventions et la maintenance de tous les sites, bâtiments et équipements de la Communauté de Communes du Ternois.

Pour ce faire, il est proposé la modification des crédits sur le BUDGET PRINCIPAL comme suit :

	<b>Imputations</b>	<b>Crédits inscrits au BP2023 + DM</b>	<b>Proposition de modification</b>	<b>Crédits après modification</b>
D/I	2051 Concessions et droits similaires (OPE 904)	305 584.14 €	-25 200 €	280 384.14 €
R/I	021 Virement de la section de fonctionnement	2 819 615.70 €	-25 200 €	2 794 415.70 €
D/F	023 Virement à la section d'investissement	2 819 615.70 €	-25 200 €	2 794 415.70 €
D/F	6518 Autres charges de gestion courante	0	22 500 €	22 500 €
D/F	6188 Autres frais divers	0	1 200 €	1 200 €
D/F	6184 Versements à des organismes de formation	15 000 €	1 500 €	16 500 €

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le

et publication et notification le

31/10/23  
31/10/23



Marc BRIDOUX



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°19/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>DM Budgétaire n°10 Budget Principal 205.00 Régularisation écritures d'investissement</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'il est nécessaire d'effectuer une décision modificative sur le BUDGET PRINCIPAL.

Afin de régulariser des écritures comptables concernant des dépenses liées à des études (articles 2031 et 2033) préalables aux **travaux de restauration de fonctionnement hydro écologique de la Lys à LISBOURG** qui ont été suivies de travaux.

Au regard de la comptabilité publique et de l'instruction M14, ces écritures doivent être passées sur le chapitre 23, en opérations patrimoniales (écritures d'ordre qui s'équilibrent).

Aussi, il est proposé de prendre une décision modificative comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 et DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
I/R	Chapitre 041 (opérations patrimoniales) <b>2031</b> (Frais d'études)	300 766 €	26 526 €	327 292 €
I/R	Chapitre 041 (opérations patrimoniales) <b>2033</b> (Frais d'insertion)	3 636 €	297 €	3 933 €
I/D	Chapitre 041 OPFI (opérations patrimoniales) <b>2318</b> (Autres immobilisations corporelles en cours)	0 €	26 823 €	26 823 €



Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 31/10/23  
et publication et notification le 31/10/23



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°20/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>DM budgétaire n°11 Budget Principal 205.00 Régularisation écritures d'investissement</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'il est nécessaire d'effectuer une décision modificative sur le BUDGET PRINCIPAL.

Afin de régulariser des écritures comptables concernant des dépenses liées à des frais d'insertion et des études (articles 2031 et 2033) préalables aux **travaux de construction de la maison des services** qui ont été suivies de travaux.

Au regard de la comptabilité publique et de l'instruction M14 ces écritures doivent être passées sur le chapitre 23, en opérations patrimoniales (écritures d'ordre qui s'équilibrent).

Aussi, il est proposé de prendre une décision modificative comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 et DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
I/R	Chapitre 041 (opérations patrimoniales) <b>2031</b> (Frais d'études)	327 292 €	199 020 €	526 312 €
I/R	Chapitre 041 (opérations patrimoniales) <b>2033</b> (Frais d'insertion)	3 933 €	983 €	4 916 €
I/D	Chapitre 041 OPFI (opérations patrimoniales) <b>2313</b> <b>Constructions</b> (Immobilisations corporelles en cours)	346 402 €	200 003 €	546 405 €

Au vu de ces éléments-donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 31/10/23  
et publication et notification le 31/10/23



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°21/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>DM budgétaire n°12 Budget Principal 205.00 Régularisation écritures d'investissement</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'il est nécessaire d'effectuer une décision modificative sur le BUDGET PRINCIPAL.

Afin de régulariser des écritures comptables concernant des dépenses liées à des frais d'insertion de l'année 2019 (article 2033) préalables aux travaux de construction du bâtiment de stockage.

Au regard de la comptabilité publique et de l'instruction M14, ces écritures doivent être passées sur le chapitre 23, en opérations patrimoniales (écritures d'ordre qui s'équilibrent).

Aussi, il est proposé de prendre une décision modificative comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 et DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
I/R	Chapitre 041 (opérations patrimoniales) <b>2033</b> (Frais d'insertion)	4 916 €	315 €	5 231 €
I/D	Chapitre 041 OPFI (opérations patrimoniales) <b>2313</b> <b>Constructions</b> (Immobilisations corporelles en cours)	546 405 €	315 €	546 720 €

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

114

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le

et publication et notification le

31/10/23  
31/10/23





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023  
Délibération n°22/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>DM budgétaire n°13 Budget Principal 205.00 Achat d'un véhicule électrique</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'il est prévu l'achat d'un véhicule RENAULT de marque ZOE INTENS électrique.

Afin de prévoir les crédits pour cette acquisition, il est proposé les virements de crédits comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 et DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
I/D	2182 Achat d'un véhicule OPE 906	0	12 500 €	12 500 €
I/R	020 Dépenses imprévues	39 857.84 €	-12 500 €	27 357.84 €

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

143

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.  
Suivent les signatures.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le

31/10/23  
31/10/23



Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

  
Marc BRIDOUX



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°23/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<b><u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u></b>	<b><u>VOTE</u></b>	<b><u>Objet de la Délibération :</u></b>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>DM budgétaire n°2 Budget Collecte Tri Traitement (205.13) Quai de transfert déchetterie – Paiement de la taxe d'aménagement et de la redevance archéologique</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'il y a lieu de prévoir des crédits pour procéder au paiement de la taxe d'aménagement ainsi que la taxe d'archéologie pour le quai de transfert (Permis de construire déposé en 2019).

Il est proposé une décision modificative sur le BUDGET COLLECTE TRI TRAITEMENT comme suit :

	<b><i>Imputations</i></b>	<b><i>Crédits inscrits au BP 2023 + DM</i></b>	<b><i>Proposition de modification</i></b>	<b><i>Crédits après modification</i></b>
R/F	6419 – Remboursements sur rémunérations du personnel	0 €	30 000 €	30 000 €
D/F	023 Virement à la section d'investissement	276 680.89 €	30 000 €	306 680.89 €
R/I	021 Virement de la section de fonctionnement	276 680.89 €	30 000 €	306 680.89 €
D/F	2313 Construction quai de transfert – taxes d'aménagement et archéologique	0 €	30 000 €	30 000 €

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le

31/10/23  
31/10/23



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°24/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>DM Budgétaire n°2 Budget Assainissement Collectif 205.08</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'il est nécessaire d'effectuer une décision modificative sur le BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF.

En effet, certains emprunts, repris lors de la fusion sur d'autres EPCI, sont indexés sur le livret A ou sur l'Euribor.

Les tableaux d'amortissement n'étant pas régulièrement transmis du fait de ces modifications, il y a lieu donc de délibérer pour alimenter le compte 66111 – intérêts des emprunts – pour régler les dernières échéances.

Aussi, il est proposé de prendre une décision modificative comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 et DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
F/D	Dépenses imprévues chapitre 022	20 000 €	-15 000 €	5 000 €
F/D	Article 66111 intérêts des emprunts	185 000 €	+15 000 €	200 000 €

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;



**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

Il est proposé d'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 31/10/23  
et publication et notification le 31/10/23



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°25/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>DM budgétaire n°2 Budget Assainissement Industriel 205.14</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'il est nécessaire d'effectuer une décision modificative sur le BUDGET ASSAINISSEMENT INDUSTRIEL.

En effet, un emprunt, repris lors de la fusion, a été contracté à un taux variable.

Les tableaux d'amortissement n'étant pas régulièrement transmis du fait de ces modifications, il y a lieu donc de délibérer pour alimenter le compte 66111 – intérêts des emprunts – pour régler la dernière échéance.

Aussi, il est proposé de prendre une décision modificative comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP 2023 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
D/F	Article 6215 personnel affecté au service	17 500 €	-900 €	16 600 €
D/F	Article 66111 remboursement des intérêts des emprunts	18 000 €	+900 €	18 900 €

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

Il est proposé d'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le

31/10/23  
31/10/23

  
Marc BRIDOUX



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°26/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Versement d'une avance de trésorerie à l'OTI 7 Vallées – Ternois</b>

La séance ouverte,

Vu la convention d'objectifs et de moyens entre la Communauté de Communes du Ternois et l'Office de Tourisme Intercommunautaire 7 Vallées – Ternois signée en date du 09 janvier 2019,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Ternois en date du 24 mars 2022, il avait été décidé le versement d'une avance de 17 000€ à l'Office de Tourisme Intercommunautaire Vallées d'Opale sur la subvention totale qui sera proposée lors du vote du budget primitif 2022,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Ternois en date du 29 juin 2022 portant sur les modalités de versement de la subvention 2022 pour l'Office de Tourisme Intercommunautaire « Vallées d'Opale 7 Vallées Ternois »,

Vu l'avenant n°1 en date du 04 juillet 2022 relatif aux modifications des modalités de versement de la CC du Ternois fixées à l'article 6 de la convention du 09 janvier 2019, à savoir :

Le nouveau montant prévisionnel maximum de participation 2022 qui sera versée à l'OTI Vallées d'Opale s'élève à 250 262,89€ :

- Un premier acompte de 35% après le vote du budget par le CA de l'OTI Vallées d'Opale qui aura validé la participation financière annuelle ;
- Les autres versements seront effectués mensuellement en fonction des besoins de trésorerie de l'OTI et sur demande justifiée de l'OTI chaque fin de mois.

Suite à l'arrêt des comptes de l'OTI Vallées d'Opale, le montant définitif à verser s'élève à 212 089,09€, ce qui a été réglé à ce jour, et une avance de trésorerie de 7 000€ remboursable à la clôture des comptes est nécessaire.

Il en est de même pour la Communauté de Communes des 7 Vallées qui devait verser également initialement 250 262 €.

Suite à l'arrêt des comptes de l'OTI Vallées d'Opale, La Communauté de Communes des 7 Vallées va verser un montant de 218 985€ ainsi qu'une avance de trésorerie de 7 000€ remboursable à la clôture des comptes.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'autoriser le versement d'une avance de trésorerie de 7000€.

De prélever les crédits nécessaires au compte 022 – dépenses imprévues en section de fonctionnement et de les inscrire au compte 6574 pour un montant de 7000 euros

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le

31/10/13  
31/10/13





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 18/10/2023

Séance du 25 octobre 2023

Délibération n°27/25.10.2023

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-cinq octobre à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Roëllecourt, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

Secrétaire de Séance : Guillaume Gay de Ternas.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113	POUR : 113 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>DM BUDGETAIRE N°14 BUDGET PRINCIPAL 205.00 commande et achat d'instruments de musique année 2023</b>

La séance ouverte, M. Le Président propose aux conseillers communautaires de modifier les crédits prévisionnels de 2023 pour permettre l'achat d'instruments de musique dont le délai de fabrication, pour certains d'entre eux, prend plusieurs mois.

Des crédits étaient inscrits au chapitre 20 – frais d'études et d'insertion.

Afin de prévoir les crédits pour ces futures acquisitions à des prix intéressants, Monsieur le Président propose les virements de crédits comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 et DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
I/D	OPERATION 920 Article 2031 Frais d'études	77 585.58 €	-42 200 €	35 385.58 €
I/D	OPERATION 920 Article 2188 Autres immobilisations corporelles	95 762.32 €	+42 200 €	137 962.32 €

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DÉCIDE :**

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 31/10/23  
et publication et notification le 31/10/23

  
Marc BRIDOUX

